

## le rif Patte blanche

« Alors, d'accord, j'arrête de vous dire que vous ne pouvez pas aller à Paris... mais vous ne pouvez pas aller à Paris... mais vous ne pouvez pas aller à Paris... »

« Alors, d'accord, j'arrête de vous dire que vous ne pouvez pas aller à Paris... mais vous ne pouvez pas aller à Paris... mais vous ne pouvez pas aller à Paris... »

CLAUDE SARRAUTE

## de Claude Hettier de Boislambert chancelier de l'ordre de la Libération

apprenons le décès de M. Claude Hettier de Boislambert, chancelier de l'ordre de la Libération, survenu le 22 février, à l'âge de 82 ans. Les obsèques ont été célébrées à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

## La chasse et la guerre

Le général de Boislambert, ancien officier à l'armée, a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945. Il a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945.

Le général de Boislambert, ancien officier à l'armée, a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945. Il a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945.

Le général de Boislambert, ancien officier à l'armée, a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945. Il a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945.

Le général de Boislambert, ancien officier à l'armée, a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945. Il a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945.

Le général de Boislambert, ancien officier à l'armée, a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945. Il a été nommé chancelier de l'ordre de la Libération en 1945.

## Le dynamisme orthodoxe de M. Gorbatchev

Le rapport présenté mardi 25 février par M. Gorbatchev devant le vingt-septième congrès du PC soviétique est, quant à ses projets intérieurs, de la plus stricte orthodoxie.

Truffé de citations de Marx, Engels et Lénine, ce long document réaffirme hautement les vertus du système socialiste. Il ne laisse à aucun moment entendre que l'on puisse s'écarter des structures collectivistes de l'économie, de la planification centralisée ou du rôle prééminent dévolu au parti.

Cette prudence, pour ne pas dire ce conservatisme doctrinal — manifeste, au demeurant, depuis un an que le nouveau chef du Kremlin est au pouvoir — contraste avec la vigueur employée pour renouveler les organes dirigeants du PC et s'en assurer le contrôle.

La contradiction n'est toutefois qu'apparente dans la mesure où M. Gorbatchev est couru des risques sérieux en s'avançant sur le terrain des réformes de fond alors que son autorité risquerait encore d'être contestée.

Celle-ci pouvant être désormais considérée comme établie, le dessin du secrétaire général du PC soviétique est-il plus clair ? Le rapport présenté mardi le définit de deux manières.

D'abord en ce qui concerne le passé. La manière dont M. Gorbatchev dénonce l'« inertie », la « stagnation », qui ont sévi sous les règnes de Brejnev et de Tchernomirski montre aussi clairement que possible sa volonté de se démarquer de ces deux prédécesseurs et d'imposer aux responsables du pays, à tous les échelons, un autre style de travail.

Sous peine d'être, avec sanction ou non, démis de leurs fonctions. Les exemples sont déjà assez nombreux pour que la fermeté du propos ne puisse être mise en doute.

A cette tentative de remise en ordre, de relance d'un système fourbi, s'ajoute une intention d'innover au nom de ce que M. Gorbatchev appelle « le mouvement vers un état qualitatif nouveau » de la société soviétique. C'est à ce titre qu'apparaît un projet de réforme qui, pour être qualifiée de « radicale », n'en procède pas moins essentiellement par petites touches. Ainsi sont annoncées, entre autres, « une révision du système des prix et des stimulants matériels », une relation plus juste entre rémunération et travail accompli, une « nouvelle politique fiscale » également.

Quel que soit le dynamisme que le numéro un soviétique insufflé à son discours, on ne saurait avancer à pas plus comptés. Dans le cadre même d'un système socialiste, les réformes envisagées restent très en deçà de ce qui est tenté dans des pays comme la Hongrie, pour ne rien dire de la Chine.

La question est de savoir si de tels remèdes sont propres à revitaliser une économie dont l'atonie n'est pas seulement due à l'alcoolisme, à l'absentéisme, à la corruption et à l'incertitude. M. Gorbatchev n'a sans doute dévié qu'une partie de ses projets, mais il a clairement promis une meilleure satisfaction des besoins de la population soviétique. C'est d'après les résultats obtenus dans ce domaine que, sans trop attendre, il sera jugé et que la crédibilité dont il semble jouir auprès de ses concitoyens se trouvera renforcée ou amoindrie.

(Lire les informations page 6.)

## Violents affrontements en Egypte

### Le couvre-feu est décrété au Caire à la suite de combats entre l'armée et des policiers mutinés

Un couvre-feu a été décrété ce mercredi 26 février, à partir de 13 heures, pour une durée illimitée, dans toute l'agglomération du Caire. Cette décision exceptionnelle — le dernier précédent remonte aux émeutes de la faim en janvier 1977 — a été prise après les combats qui ont opposé durant la nuit l'armée à des brigades de jeunes conscrits de la police anti-émeute, qui

s'étaient mutinés dans le quartier de Guizah, non loin des Pyramides. L'aéroport international du Caire, placé sous le contrôle des forces armées, a été fermé à tout trafic. Des affrontements se poursuivaient mercredi matin à Guizah, tandis que la panique s'emparait des Caireotes qui s'efforçaient par tous les moyens de regagner leur domicile avant le couvre-feu.

#### De notre correspondant

Le Caire. — L'armée est intervenue massivement pour tenter de mater la mutinerie de plusieurs casernes de policiers des brigades anti-émeutes — rattachées au ministère de l'Intérieur — qui a éclaté dans la soirée du mardi 25 février non loin du Caire. Les incidents, qui étaient circonscrits durant la nuit à la région des Pyramides, dans le quartier de Guizah, au nord-ouest du Caire, se sont étendus ce mercredi matin 26 février à la banlieue d'Héliopolis, au nord-est de la capitale égyptienne, où se trouve le palais présidentiel.

Plusieurs centaines de mutins, saccageant tout sur leur chemin, ont été vus marchant sur le quartier présidentiel. Au même moment, des blindés ont été aperçus montant vers l'aéroport, et quelques minutes plus tard le canon s'est mis à tonner : des colonnes de fumée s'élevaient aux alentours de l'aéroport international, qui a été fermé à trafic en début de matinée. Au palais présidentiel d'Orouba, à Héliopolis, survolé par des hélicoptères armés, les automitrailleuses ont été renforcées par des blindés de l'armée.

Simultanément, à Guizah, les camps des mutins subissaient les

tirs au canon et à la mitrailleuse lourde des chars de l'armée. Même l'aviation est intervenue : depuis la levée du jour, des hélicoptères de combat survolaient les camps des mutins des Pyramides et de Dahchour, au nord-ouest du Caire.

La mutinerie a éclaté mardi 25 février en fin de soirée. Les jeunes recrues des brigades anti-émeutes venaient d'apprendre que leur service serait prolongé d'un an, soit quatre ans au lieu de trois. Le ministère de l'Intérieur a démenti ces informations qu'il a qualifiées de « rumeurs sans fondements ».

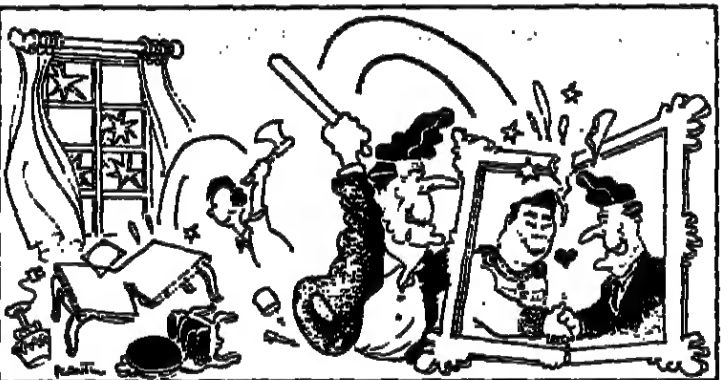
ALEXANDRE BUCCIANI.

(Lire la suite page 4.)

## CORY AQUINO ET LES ESPOIRS D'UN PEUPLE

### Etat de grâce aux Philippines

« La longue agonie est terminée, une nouvelle vie commence », a déclaré la présidente Aquino, ce mercredi 26 février, dans une brève allocution télévisée, alors que M. Marcos et sa famille, qui venaient de quitter l'archipel, étaient attendus à Honolulu. De son côté, le vice-président Laurel a annoncé qu'une amnistie générale allait être décrétée, et qu'elle s'étendrait aux insurgés de la Nouvelle Armée du peuple (NAP). M<sup>me</sup> Aquino a lancé à ces insurgés un appel au cessez-le-feu.



#### De notre envoyé spécial

Manille. — Les Philippines vivent ce moment privilégié où l'histoire s'accroît car tout semble possible. Aux inquiétudes des premières heures du jour, ce mercredi 26 février, quand les passants venaient demander encore : « Il est bien parti ? », a fait place, en milieu de journée, l'euphorie des projets. Symboliquement, l'aéroport de Manille a été baptisé « aéroport Ninoy Aquino », le nom du mari de la nouvelle présidente des Philippines assassiné en août 1983.

Les Philippines savent que M. Marcos et sa famille ont quitté mercredi matin (heure locale) la base américaine de Clark, où ils

avaient passé la nuit à la suite de leur départ du palais Malacanang, la veille dans la soirée, et qu'ils sont partis pour Guam à bord d'un appareil de l'armée de l'air américaine. Alors s'est ouverte, pour le septième président de la République des Philippines, M<sup>me</sup> Corason Aquino, cette période de grâce dont bénéficie tout gouvernement sur lequel s'est cristallisé l'espoir.

A la télévision, on appelle à la réconciliation nationale, mais aussi à la mobilisation morale du pays, à la solidarité et à l'abnégation de chacun. M<sup>me</sup> Aquino a, en effet, promis que son gouvernement serait « vertueux » après le régime corrompu jusqu'à l'os de Ferdinand Marcos.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 3.)

#### POINT DE VUE

### Hauts fonctionnaires : le mythe de la neutralité

par EZRA N. SULEIMAN (\*)

L'idée est courante aujourd'hui en France que les socialistes ont pratiqué un système de dévouement pour les nominations à des postes importants dans l'administration et dans les institutions parastatutaires. Ils ont donc politisé l'administration et détruit une longue tradition de neutralité administrative. En fait, la réalité est plus nuancée et doit être vue dans une perspective historique.

D'une part, les socialistes n'ont fait que suivre une pratique établie par les gouvernements d'avant 1981. Chaque gouvernement reconnaît qu'il a besoin d'hommes et de femmes convaincus qui appliqueraient la

nouvelle politique. Lorsque François Léotard dit que la droite n'aura pas la mémoire courte lorsqu'elle reviendra au pouvoir et qu'elle balayera les fonctionnaires qui ont servi les socialistes, il ne fait qu'exprimer (peut-être d'une manière provocante) une pratique quasiment institutionnalisée depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République. A-t-on oublié « l'Etat-UDR » ? A-t-on oublié les révocations impitoyables et les nominations immédiates faites par Giscard d'Estaing dès le début de son septennat en 1974 ?

(Lire la suite page 9.)

(\*) Professeur de science politique et directeur du Centre d'études européennes à l'université de Princeton.

## Les dirigeants de l'UDF posent leur candidature à Matignon

Au cours d'une conférence de presse, le mardi 25 février, M<sup>me</sup> Rossinat, Léotard et Méhaignerie ont expliqué que le RPR n'était pas seul à pouvoir prétendre désigner le premier ministre de la cohabitation après le 16 mars.

PAGE 32

## La campagne électorale en Lorraine

« Cœur d'acier » retourne à droite.

PAGE 10

Le « sale boulot » de la reconstruction.

PAGE 29

## L'offensive iranienne

Téhéran annonce une progression des troupes au nord du front.

PAGE 4

## Un vaccin contraceptif

Pour la première fois il va être expérimenté chez la femme, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé.

PAGE 15

## Les collèges en cure de rénovation

Les premiers bilans montrent les difficultés de l'opération.

PAGE 12

## Le rééchelonnement de la dette vénézuélienne

La dégringolade des prix du pétrole atteint de plein fouet le Venezuela.

PAGE 30.

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

— Maurice Béjart et Jean-Claude Gallota : Dionysos et le barbare.  
— Roger Planchon répète « l'Avare » au TNP, avec Michel Serrault et Annie Girardot.

Pages 17 à 19

### SPÉCIAL PRET-A-PORTER

Mode : toujours en avance d'une saison

Pages 26 et 27

Etranger (2 à 6) • Politique (7 à 10) • Société (14 et 15) • Communication (25) • Economie (29 à 31)

Programmes des expositions (20) • Programmes des spectacles (21 à 23) • Radio-télévision (24) • Informations services : Météorologie (24) • Mots croisés (25) • Carnet (25) • Annonces classées (28)



## Jacques Derrida

### Parages approche de Blanchot

## Schibboleth pour Paul Celan

galilée

Le numéro du « Monde » daté 26 février 1986 a été tiré à 510 454 exemplaires.





# étranger

## LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU RÉGIME AUX PHILIPPINES

M<sup>me</sup> Aquino, la nouvelle présidente des Philippines, a été saluée et souvent félicitée chaleureusement un peu partout à travers le monde, sauf dans les pays de l'Europe de l'Est et à Moscou, l'agence Tass se contentant même d'annoncer, très succinctement, la fuite de M. Marcos. En Asie, après avoir observé une attitude en retrait pendant le déroulement de l'épreuve de force entre M. Marcos et Mme Aquino, Pékin s'est « félicité », ce mercredi 26 février, de « l'arrivée du nouveau gouvernement » et a souhaité le « développement »

des relations entre les deux pays. Le Japon, dont le gouvernement a fait preuve d'un opportunisme plutôt frileux pendant toute la crise, sans doute pour ne pas réveiller des sentiments anti-japonais encore vivaces aux Philippines, a exprimé l'espoir que « le peuple philippin s'unisse derrière le nouveau gouvernement dirigé par la présidente Aquino ».

Réunis mardi à La Haye, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont « chaleureusement loué Mme Aquino pour sa position

constante dans la défense des principes démocratiques et pour le rôle important qu'elle joue maintenant aux Philippines ». Ils lui ont également adressé « leurs félicitations en tant que présidente ».

En France, en tournée électorale, mardi, dans la région Midi-Pyrénées, M. Laurent Fabius, constatant que « l'hiver est dur pour les dictatures », a tenu, à Figeac, à « saluer le changement » et à réitérer « le soutien de la France à M<sup>me</sup> Cory Aquino ». M. Raymond Barre a déclaré, de son côté, mardi soir à

Paris : « M. Marcos est parti. C'est très bien... J'espère que, cette fois, les Philippines seront gouvernées avec un plus grand respect des lois démocratiques, nous verrons bien... ».

Parmi les autres pays qui ont reconnu le nouveau régime figurent notamment l'Australie et Israël. A Haïti, où la crise philippine a été suivie avec passion, on se félicite de la fuite du dictateur philippin, moins de trois semaines après celle de « Bébé Doc », à bord d'un avion militaire américain.

De notre correspondant

Washington. — La démocratie a d'aussi étranges dévoués que le destin. Rien, a priori, ne désignait un propriétaire de casino, Américain d'origine basque et sénateur du Nevada, à être son instrument aux Philippines. C'est pourtant cet homme, soixante-neuf ans, qui a été élu président et de M<sup>me</sup> Reagan et grand ami de l'aile la plus conservatrice du Parti républicain, qui a su faire comprendre à M. Marcos que l'obstination eût été vaine.

Il est un peu plus de 14 heures, lundi 24 février, lorsqu'on vient quérir le sénateur Paul Laxalt dans la salle du Congrès, où le secrétaire d'Etat George Schultz fait le point sur la crise philippine devant un parterre d'élus. A Manille, il est mardi 3 heures du matin, et le président Marcos est au bout du fil. « Désolé et se raccrochant à tout et rien », dira le sénateur, il veut savoir si le « communiqué du département d'Etat » reflète la position de la Maison Blanche et s'il y aurait encore moyen d'arriver à un partage du pouvoir avec M<sup>me</sup> Aquino.

Le communiqué auquel il fait allusion (« Une solution à cette crise ne peut être assurée que par une transition pacifique vers la formation d'un nouveau gouvernement ») a, en fait, été publié par la présidence américaine, et c'est celui par lequel M. Reagan a, pour la première fois, demandé avant l'aube ce même lundi le retrait du vieux dictateur. M. Laxalt remet donc au clair les informations de M. Marcos et se retrouve, ce faisant, dans ce rôle d'interprète de la Maison Blanche qu'on l'avait envoyé jouer, en octobre dernier à Manille, lorsqu'il avait fallu convaincre le président philippin que les réformes exigées de lui par Washington ne l'étaient pas seulement par les parlementaires démocrates et les diplomates de carrière, mais aussi par M. Reagan.

M. Marcos avait compris, mais il avait cru pouvoir échapper aux pressions en organisant l'élection présidentielle anticipée, dont il n'aurait pu se contrôler le déroulement. En ce sens, M. Laxalt avait déjà précipité la chute de l'autocrate, mais il n'ose pas lui, sur l'instant, porter de lui-même le coup de grâce. Il demande du temps pour interroger la Maison Blanche, y court pour une réunion improvisée de vingt-trois minutes avec le président,

M. Shultz, le secrétaire général de la présidence, Donald Regan, et le conseiller pour les affaires de sécurité nationale, l'amiral Poindexter, du bureau duquel il rappelle Manille.

### Un long silence

Le jour va bientôt s'y lever et M. Laxalt demande au président Marcos s'il a passé toute la nuit éveillé. « Oui », répond celui-ci, car il pensait que le palais allait être pris d'assaut, et il s'attendait donc à ce que M. Reagan considère comme « impraticable » l'idée d'un partage du pouvoir, mais que sa famille et lui-même seraient « les bienvenus » aux Etats-Unis.

Le monde le sait depuis une dizaine d'heures, mais M. Marcos ne comprend qu'à ce moment-là qu'il n'a pas personne sur qui compter : « Sénateur, que dois-je faire ? », dit-il, et M. Laxalt (« C'était la question coup de poing, mais je n'étais pas tenu aux amabilités diplomatiques ») répond : « Tournez la page et tournez-la sans bavures : le temps est venu. » Suit un long silence sur la ligne, « si long que j'ai fini », rapportera M. Laxalt dans d'innombrables interviews, par demander s'il était toujours là. Il a dit « oui » et ajouté : « Je suis tellement, tellement déçu, mais sans préciser ce qu'il allait faire ».

Selon d'autres sources, Ferdinand Marcos aurait en fait précisé qu'il maintiendrait sa cérémonie d'investiture prévue pour mardi midi heure de Manille, mais en laissant comprendre qu'il partirait ensuite.

Les traits tirés des responsables directs du dossier au département d'Etat attestent en tout cas, mardi soir, qu'ils n'avaient guère dormi la nuit précédente, et il y eut tant de coups de téléphone dans tous les

### LA NUIT DU « LACHAGE » AMÉRICAIN

- Sénateur, que dois-je faire ?
- Tournez la page, président !

Plusieurs points d'importance paraissent en revanche, de Washington, à peu près établis. Il semble d'abord que M. Marcos ait lui-même précipité sa perte en donnant son aval à un projet d'arrestation d'officiers soupçonnés de félonie et parmi lesquels compaissaient MM. Enrile et Ramos, le ministre de la défense et le chef d'état-major adjoint des armées dont le retour, samedi, a décidé du cours des événements.

### Une « grande fatigue »

Après le passage de ces deux hommes à l'opposition et alors que la

Maison Blanche mettait publiquement en garde M. Marcos contre l'usage de la violence pour mater leur rébellion, les Etats-Unis ont fait savoir aux responsables militaires philippins qu'ils « penchaient du côté de M<sup>me</sup> Aquino » (et qu'il ne serait pas sage de s'engager dans quelque violence que ce soit, car, si Marcos compliquait les choses, ceux qui l'aideraient ne seraient pas bien vus) — n'aurait pas, en clair, à espérer pouvoir trouver refuge ensuite en Amérique.

Ce même message avait également été envoyé à M. Marcos, lundi après-midi, publiquement par le Congrès et personnellement par le département d'Etat. Avant même que M. Reagan n'ait été convaincu par son entourage de lui demander

de partir, le président philippin avait été ainsi privé de moyens d'action. Un fait accompli avait, de cette manière, été créé, contre lequel aucun des deux chefs d'Etat ne pouvait plus grand-chose.

Il semble que jusqu'à mardi en fin d'après-midi, heure de Washington, M. Marcos ait désespérément tenté — alors qu'il se trouvait déjà, avec sa suite, sur la base américaine de Clark, à côté de Manille — d'obtenir la possibilité de rester en territoire philippin en allant s'installer dans sa province natale. L'ambassade des Etats-Unis aurait transmis cette requête aux nouvelles autorités, qui l'auraient catégoriquement repoussée en raison des tensions qu'aurait pu provoquer la présence dans le pays de l'ancien dictateur.

C'est après ce dernier épisode que M. Marcos, accompagné d'une soixantaine de ses proches, a été transféré sur l'île de Guam, un territoire américain, où il a été immédiatement hospitalisé, dans un « état de grande fatigue », ont unanimement dit à Washington tous les porte-parole officiels. Fidèle aux engagements qu'il avait pris — et certainement aussi à un réflexe profond, — M. Reagan a fait dire et répéter que M. Marcos était un « ami » et serait accueilli à ce titre.

### Une fin heureuse

Cette offre d'asile a été totalement approuvée par l'un des plus constants adversaires américains de M. Marcos, la présidente de la sous-commission des affaires asiatiques de la Chambre, M. Solarz, qu'on a entendu déclarer à la télévision qu'il fallait « rendre hommage à notre gouvernement » pour le dévouement de cette affaire. Le sénateur Kennedy, qui, pour entretenir avec M. Reagan des relations personnelles chaleureuses, ne le dénonce pas moins quatre fois par jour comme l'incarnation du mal, s'est,

lui aussi, félicité sans réserves de cette fin heureuse. La presse et l'opinion, très majoritairement favorables à M<sup>me</sup> Aquino, ne peuvent être que ravies, et c'est, en bref, un triomphe politique pour M. Reagan sous la présidence duquel l'avion militaire américain sera devenu l'instrument privilégié d'évacuation des dictateurs.

Souriant et ravi, M. Shultz avait annoncé lui-même dans la matinée le départ de M. Marcos et la reconnaissance immédiate par les Etats-Unis du gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino, à laquelle, a-t-il dit, « nous rendons un hommage particulier pour son engagement en faveur de la non-violence qui lui a gagné le respect de tous les Américains ». Prenant le relais du secrétaire d'Etat, chaque officiel américain a ensuite martelé toute la journée que cette issue avait été décidée par les Philippines eux-mêmes et non par les Etats-Unis, qui n'en avaient pas moins eu, en cette affaire, une « politique conséquente » en réclamant depuis plusieurs mois des réformes.

Vrai ? Faux ? Les deux, puisque la vérité est qu'il y a effectivement eu une remarquable constance du département d'Etat et du Congrès en faveur du pari de la démocratisation ; que la Maison Blanche a constamment été en retard de deux trains au moins ; que M. Reagan, lors de sa conférence de presse du 11 février, a failli précipiter les Philippines dans des affrontements sanglants en avalisant la fraude officielle de l'élection, mais qu'il a su se rattraper cette inépuisable gaffe en se démontant progressivement jusqu'au point d'abandonner — contre son gré mais avec réalisme — M. Marcos à son sort.

Le pragmatisme est certainement une grande qualité politique, surtout pour un chef d'Etat qui domine mal ses dossiers. La démocratie a d'étranges détours, après tout, qu'elle fût aujourd'hui incarnée, dans un pays du tiers-monde, par une frêle mère de famille bourgeoise à la volonté trempée dans le catholicisme.

BERNARD GUETTA.

## Le joyeux saccage du palais présidentiel

De notre envoyé spécial

Manille. — On déferle des portraits de Ferdinand et d'Imelda, on brûle des coussins des salons, on jette des balcons les documents trouvés dans les bureaux de l'administration du palais. C'est la liesse plus que la victoire, l'invincible rageuse plus que la fureur destructrice. La foule immense et jubilaire envahit Malacanang deux heures à peine après que M. Marcos et sa famille eurent quitté le palais présidentiel à bord de deux hélicoptères militaires. Il est 21 heures et dix minutes exactement lorsque les deux appareils s'élèvent de la rive de la rivière Pasig, sur laquelle donne le palais, pour s'évanouir dans une nuit de pleine lune en direction de la baie de Manille.

Après quelques affrontements à jets de pierres, qui font des blessés légers, entre la foule des assaillants et le dernier carré des fidèles de Marcos retranchés derrière les grilles de Malacanang, le vieux palais blanc, de style colonial espagnol, est conquis sans résistance. Les soldats ont disparu, laissant chers et automitrailleurs dans le parc. Vers 9 h 30, les mille « minnes » qui gardent M. Marcos depuis trois jours ont commencé à se replier sur le palais et abandonnent leurs positions à l'extrémité des rues y conduisant. Leur mouvement intrigue les habitants du quartier qui commencent à comprendre ce qui était en train de se passer lorsqu'ils entendent le grondement des hélicoptères.

Il ne reste plus alors, dans l'enceinte du palais, qu'une partie des invités de M. Marcos à la cérémonie d'investiture pour ce nouveau mandat de président qui aura duré huit heures. A cette réception, on ne voit ni les membres du gouvernement ni le vice-président, M. Tolentino. En revanche, dans la foule de six cents invités, on a noté la présence des hommes de main du régime, des membres des armées privées, des « barons » du KBL, parti de M. Marcos. C'est avec eux que se produisent les affrontements qui précèdent la prise de Malacanang. La vue de ces faces patibulaires, hurlant « Marcos, Marcos », « toi mariale, loi mariale » aura été le dernier contact du couple présidentiel avec le peuple philippin.

Les appartements privés, la pièce laboratoire d'hôpital équipée d'appareils de dialyse où M. Marcos était traité ainsi que son bureau ont été fermés. Des caisses de munitions et des chargeurs de mitrailleuses traînent dans le grand salon de réception où se tenaient les conférences de presse de l'ex-président. « Ce sont des biens du peuple », c'est à Cory, il ne faut pas y toucher » répète un jeune soldat qui transpire en brandissant l'entrée de la salle, l'arme au poing.

Peu avant l'aube, une foule cloîtrée tourne encore autour du palais blanc, foulant les pelouses du jardin jonchées de papiers et de restes de repas comme un parc après un pique-nique. Les Philippines ont eu leur nuit magique, ces heures rares où un peuple s'enivre de son pouvoir.

### « C'est à Cory »

Par une porte dérobée, on peut accéder à ces grandes salles du rez-de-chaussée où, quelques heures auparavant, des domestiques en tenue blanche servaient encore des rafraîchissements aux visiteurs. Dans le grand salon pavé de marbre ouvert sur la Pasig, la foule silencieuse et intimidée avance, s'éclairant avec des lampes électriques, titonnant dans les ténèbres. Une porte ouvre sur un embarcadere : c'est de là que M. Marcos et sa famille sont partis pour l'autre bord de la rivière où les deux hélicoptères les attendaient.

Les appartements privés, la pièce laboratoire d'hôpital équipée d'appareils de dialyse où M. Marcos était traité ainsi que son bureau ont été fermés. Des caisses de munitions et des chargeurs de mitrailleuses traînent dans le grand salon de réception où se tenaient les conférences de presse de l'ex-président. « Ce sont des biens du peuple », c'est à Cory, il ne faut pas y toucher » répète un jeune soldat qui transpire en brandissant l'entrée de la salle, l'arme au poing.

Peu avant l'aube, une foule cloîtrée tourne encore autour du palais blanc, foulant les pelouses du jardin jonchées de papiers et de restes de repas comme un parc après un pique-nique. Les Philippines ont eu leur nuit magique, ces heures rares où un peuple s'enivre de son pouvoir.

Ph. P.

## FRÈRE ROGER DE TAIZÉ

Frère Roger de Taizé

Passion d'une attitude

Frère Roger parle quotidiennement avec les jeunes et les moins jeunes de tous les continents qui se succèdent à Taizé, de semaine en semaine, hiver comme été, à la recherche de Dieu. Son journal est le fruit d'une réflexion alimentée par ce contact permanent.

72 F

## SEUIL

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPUB 65872 F  
Tél. MONDIPUB 65872 F  
Tél. MONDIPUB 65872 F  
Tél. MONDIPUB 65872 F

Abonnés : (1) 42-47-97-27  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Directeur : Hubert Bourde-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Fontaine (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locataires du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouff.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 286 136 F

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 210 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,250 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 326 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yémen, 110 ml.

## APRÈS LE DÉPART

Cory Aquino

et les espoirs d'un avenir démocratique

(Suite de la première page.)

M<sup>me</sup> Aquino bénéficie de cette force et constitue une nation libre pour la première fois, après trois siècles de domination espagnole et cinquante ans de domination américaine qui se sont achevés par une indépendance obtenue par l'ancien colonisateur américain en octobre 1944 pour être suivie de l'occupation japonaise. Les Philippines semblaient alors à l'apogée de leur destin démocratique, mais ce destin n'a pas été respecté.

On peut dire que ce sont eux qui ont souffert d'un pouvoir qui, pour être exercé, avait bénéficié de l'appui américain. Les Etats-Unis ont donc été l'effusion de sang la plus grande effusion de sang de l'histoire américaine (les Etats-Unis ont fait plus de morts que n'importe quel autre pays au monde). Mais, dans ce pays, ce sont eux qui ont souffert d'un pouvoir qui, pour être exercé, avait bénéficié de l'appui américain.

Un départ négocié  
Ces deux dernières semaines, l'expression « départ négocié » a été utilisée pour décrire le départ de M. Marcos. Le cardinal Jaime Sin, évêque de Manille, a déclaré que le départ de M. Marcos était un « départ négocié ».

Le pragmatisme est certainement une grande qualité politique, surtout pour un chef d'Etat qui domine mal ses dossiers. La démocratie a d'étranges détours, après tout, qu'elle fût aujourd'hui incarnée, dans un pays du tiers-monde, par une frêle mère de famille bourgeoise à la volonté trempée dans le catholicisme.

Le pragmatisme est certainement une grande qualité politique, surtout pour un chef d'Etat qui domine mal ses dossiers. La démocratie a d'étranges détours, après tout, qu'elle fût aujourd'hui incarnée, dans un pays du tiers-monde, par une frêle mère de famille bourgeoise à la volonté trempée dans le catholicisme.

Le pragmatisme est certainement une grande qualité politique, surtout pour un chef d'Etat qui domine mal ses dossiers. La démocratie a d'étranges détours, après tout, qu'elle fût aujourd'hui incarnée, dans un pays du tiers-monde, par une frêle mère de famille bourgeoise à la volonté trempée dans le catholicisme.

Le pragmatisme est certainement une grande qualité politique, surtout pour un chef d'Etat qui domine mal ses dossiers. La démocratie a d'étranges détours, après tout, qu'elle fût aujourd'hui incarnée, dans un pays du tiers-monde, par une frêle mère de famille bourgeoise à la volonté trempée dans le catholicisme.

Le pragmatisme est certainement une grande qualité politique, surtout pour un chef d'Etat qui domine mal ses dossiers. La démocratie a d'étranges détours, après tout, qu'elle fût aujourd'hui incarnée, dans un pays du tiers-monde, par une frêle mère de famille bourgeoise à la volonté trempée dans le catholicisme.

Le pragmatisme est certainement une grande qualité politique, surtout pour un chef d'Etat qui domine mal ses dossiers. La démocratie a d'étranges détours, après tout, qu'elle fût aujourd'hui incarnée, dans un pays du tiers-monde, par une frêle mère de famille bourgeoise à la volonté trempée dans le catholicisme.







# AMÉRIQUES

Haïti

## Manifestations à Port-au-Prince

Port-au-Prince. — La fête marquant le retour au drapeau bleu et rouge de l'indépendance haïtienne s'est transformée, mardi 25 février, en une journée de manifestations et de tensions dans la capitale. Plus que la joie de quelques dizaines de milliers de personnes massées devant le palais présidentiel, c'est l'absence du ministre de la justice, M. Gérard Gourgue, qui a été l'un des événements marquants de la journée. Ce boycottage des cérémonies par l'un des deux membres civils du Conseil national de gouvernement (CNG) fait suite au premier désaccord public entre les nouveaux dirigeants. Le départ, accepté par les autorités, de l'ancien chef de la police politique avait été qualifié lundi par M. Gourgue de « choquant et offensant ».

Plusieurs centaines de personnes ont d'ailleurs envahi, mardi, les pistes de l'aéroport pour empêcher le départ d'un autre ancien responsable de la police, M. Luc Desy, considéré comme responsable de la torture et de la mort de plusieurs milliers de personnes. L'armée a dû intervenir pour sauver M. Desy et a tiré des grenades lacrymogènes pour le dégager et l'emmener en jeep vers une destination inconnue. De nombreuses autres manifestations se sont déroulées dans la capitale, et l'armée a même tiré en l'air devant le quartier général de la police pour disperser plusieurs milliers de personnes.

Cette mobilisation a toujours la même origine. C'est le rejet par une partie importante de la population d'hommes encore au pouvoir et considérés comme des responsables de l'ancien régime. « *Duvalier toujours là* », scandaient ainsi les manifestants en criant, assimilant l'un des membres du CNG, M. Alix Cileas, ancien ministre duvalériste, à un « macoute ».

### Action en référé de M. Duvalier

En France, M. Jean-Claude Duvalier et plusieurs membres de sa famille ont assigné en référé mardi, devant le tribunal de grande instance de Paris, le ministre des relations extérieures et le ministre de l'intérieur pour qu'il soit mis fin aux « voies de fait » dont ils affirment être l'objet, tandis que le gérant de l'hôtel où séjourne depuis dix-huit jours l'ancien dictateur haïtien demande également dans un référé qu'il quitte son établissement.

L'audience en référé devait avoir lieu ce mercredi à 18 heures, à Paris, en présence de l'avocat de la famille Duvalier, M. Sauveur Vaise. Le tribunal d'Anvers attendra ce jugement avant de prendre sa décision. — (AFP, Reuters, UPI.)

## AVANT LEUR DIASPORA

UNE HISTOIRE DES PALESTINIENS PAR LA PHOTOGRAPHIE 1876-1948

Introduction et commentaires de WALID KHALIDI



Un volume 23 x 30 cm de 252 pages, avec 474 photographies en noir et blanc et 6 cartes en couleur, 250 F

AUX EDITIONS DE LA REVUE D'ETUDES PALESTINIENNES

En vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance à la librairie

Autrement dit 73, boul. Saint-Michel, 75005 Paris

Nom .....

Adresse .....

Commande 1 exemplaire du livre Avant leur diaspora.

Ci-joint par chèque la somme de 250 F augmentée de 27 F pour les frais d'expédition (paquet poste recommandé), soit 277 F. (nous consulter pour envoi par avion).

date ..... signature .....

# PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

## Téhéran annonce une progression de ses troupes au nord du front

L'Irak a annoncé, mardi 25 février, que la nouvelle offensive lancée par ses troupes au nord du front, dans les montagnes du Kurdistan irakien, lui avait permis de s'emparer de trente-sept villages non loin de la ville de Soleymanieh, à 130 km à l'est des grands champs pétrolifères de Kirkouk. La région de Kirkouk est d'une importance vitale pour l'Irak : l'oléoduc reliant Kirkouk à la côte turque achemine quotidiennement un million de barils de brut, soit 75 % des exportations pétrolières irakiennes. Selon un communiqué militaire publié à Téhéran, la nouvelle offensive — lancée lundi et baptisée « Aube 9 » — a permis à l'artillerie iranienne de pénétrer la ville de Soleymanieh dont les hauteurs sont sous le contrôle des troupes irakiennes. D'après l'état-major iranien, ces combats — qui se déroulent à près de 300 km au nord-est de Bagdad — ont infligé de lourdes pertes à l'armée irakienne dont une centaine d'hommes ont été faits prisonniers. Cette opération ouvre un nouveau

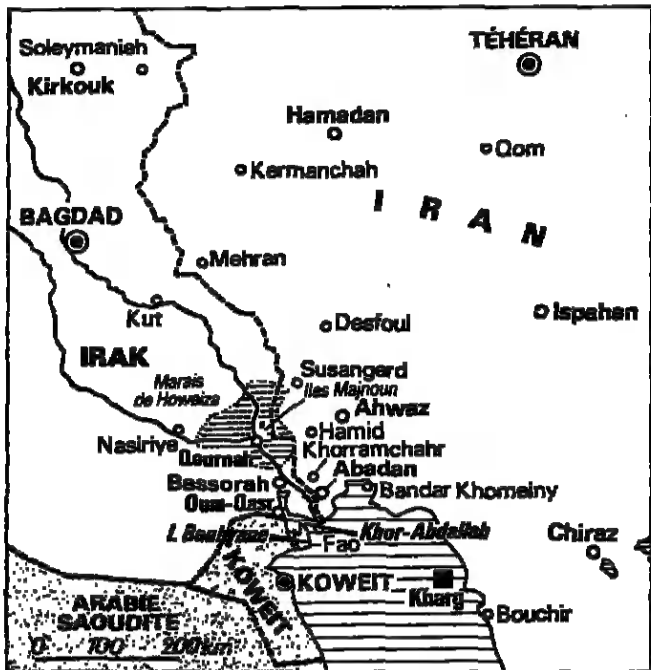
front au nord des 1200 km de frontières que partagent les deux belligérants, alors que se poursuit au sud l'offensive « Aube 8 », lancée début février, notamment dans la péninsule de Fao.

De source officielle à Téhéran, on expliquait mardi que la nouvelle offensive constituait une riposte à la récente destruction d'un avion civil iranien par la chasse de Bagdad. Elle intervient également, selon l'état-major iranien, pour dénoncer le fait que la communauté internationale — « hélas » — toujours à condamner franchement le président irakien Saddam Hussein, tenu à Téhéran pour responsable de la guerre. L'importance des efforts engagés n'a pas été précisée et rien ne permet encore de penser qu'il y a de la grande offensive attendue, devant soulager les forces irakiennes installées sur le front sud et qui subissent

les contre-attaques des troupes de Bagdad.

Dans la capitale irakienne, on observait toujours, ce mercredi 26 février, un silence complet sur l'ouverture de ce nouveau front. Les autorités ont, en revanche, assuré que les troupes irakiennes avaient progressé vers le port de Fao, dans le sud-est de l'Irak, occupé depuis quinze jours par des unités irakiennes. Le Koweït, dont les côtes font face à la zone des combats autour de Fao, a poursuivi mardi la mise en état d'alerte de son armée.

D'autre part, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, répondant à une requête de l'Irak, a envoyé une mission d'experts à Téhéran pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques au cours des combats de ces deux dernières semaines. — (AFP, Reuters.)



Egypte

## Violents affrontements

(Suite de la première page.)

Les gendarmes sont sortis par milliers, notamment du camp situé près des Pyramides, et se sont attaqués aux hôtels Mowenpick et Inn Sphinx, distants de quelques kilomètres. Ces deux hôtels de luxe ont été partiellement incendiés sans que les forces de l'ordre ou les pompiers, visiblement dépassés par les événements, interviennent. Les centaines de touristes résidant dans ces hôtels ont eu le temps de fuir à travers champs avant que le feu prenne. Les mutins se sont ensuite portés vers l'hôtel Mena House, dont ils ont saccagé le hall d'entrée au milieu de l'affolement des touristes et du personnel.

Des centaines d'émeutiers ont ensuite chargé le poste de police des Pyramides, qu'ils ont complètement détruit. Des groupes de mutins se sont dirigés vers la place centrale du quartier de Guizh, lapidant sur leur passage des boîtes de nuit de l'avenue des Pyramides. Au centre-ville, une cinquantaine de conscrits des brigades anti-émeutes, venant vraisemblablement d'une autre caserne, se sont attaqués aux feux de signalisation et aux poubelles de la rue Soliman-Pacha. Toutefois, les mutins, qui ont contrôlé la rue durant près d'une heure, ne s'en sont pas pris à l'ambassade suisse, devant laquelle ils s'étaient rassemblés. Après l'arrivée d'un groupe d'officiers d'élite, des émeutiers sont remontés dans leurs camions et sont partis dans le calme.

### Une « certaine agitation »

Mardi matin, tout semblait être revenu à la normale au centre du Caire. Toutefois, le pont joignant le centre-ville à Guizh a été fermé au trafic, et des blindés stationnaient à son entrée. Des routes de desserte joignant Alexandrie et Fayoum au Caire ont été interdites à la circulation. A Héliopolis, plusieurs routes ont été barrées, tandis que les renforts de l'armée, notamment des blindés, arrivaient des casernes

situées sur les routes de Suez et d'Ismaïlia.

On ignore encore le bilan des affrontements entre les gendarmes mutins et l'armée. Officiellement, on ne parle que d'une « certaine agitation ». Mais il est probable qu'un grand nombre de personnes ont été tuées ou blessées. Si les combats entre militaires de carrière et appelés de la police anti-émeutes devaient se poursuivre, il ne fait pas de doute que la balance pencherait en faveur de l'armée. Celle-ci dispose de 500 000 hommes contre les 250 000 de la police anti-émeute (dont seulement quelque 150 000 conscrits), et son armement est de loin supérieur.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

## A TRAVERS LE MONDE

### IRLANDE DU NORD

### Les députés unionistes ne veulent plus parler avec M<sup>me</sup> Thatcher

Londres. — Les dirigeants unionistes ont annoncé, le 25 février, dans la soirée, qu'ils refusent désormais d'avoir des entretiens avec M<sup>me</sup> Thatcher tant que celle-ci ne dénoncerait pas l'accord anglo-irlandais. Cette prise de position a causé une certaine surprise, car elle a soudain marqué un nouveau durcissement, alors que, quelques heures plus tôt, après avoir rencontré le premier ministre à Londres, les leaders des deux partis unionistes, M. James Moynihan et le révérend Ian Paisley, avaient laissé l'impression d'une relative détente.

M<sup>me</sup> Thatcher et ses interlocuteurs semblaient s'être entendus sur le principe de « consultations » régulières et sur le projet — soumis par les unionistes — d'une « conférence pour un retour à une administration autonome en Irlande du Nord ».

Mais, de retour à Belfast, MM. Moynihan et Paisley se sont heurtés à l'incompréhension et à l'intransigence de leurs partisans. Au cours d'une réunion conjointe des députés-majors des deux formations unionistes, les leaders se sont vu sévèrement reprocher d'avoir laissé entendre qu'ils prenaient provisoirement leur parti de l'existence de l'accord.

Une grève générale de vingt-quatre heures, à laquelle est appelé l'ensemble de la communauté protestante le 3 mars, paraît devoir être maintenue, alors que M<sup>me</sup> Thatcher pensait mardi en avoir obtenu l'ajournement. — (Corresp.)

### NIGÉRIA

### Treize officiers condamnés à mort pour complot

Lagos. — Treize officiers, dont le général Mamman Vatsa, ancien ministre, ont été condamnés à mort par un tribunal militaire le mardi 25 février. Arrêtés en octobre, ils étaient accusés d'avoir « recruté des hommes afin de renverser le gouvernement du général Babangida », lui-même parvenu au pouvoir par un coup d'Etat le 27 août 1985. Deux autres officiers ont été condamnés à la réclusion perpétuelle et huit ont été acquittés. — (AFP, Reuters.)

## LIBÉREZ TAYSIR EL ZABRI ET TOUS LES PRISONNIERS D'OPINION PALESTINIENS EN JORDANIE

Depuis déjà quelques semaines, de graves nouvelles nous parviennent de Jordanie. En effet nous apprenions fin novembre l'arrestation de nombreux syndicalistes et responsables politiques qui croissent encore dans la prison militaire de Zarka. Ainsi Ali Amer, Samih Salameh, Bassam Haddadine, Mohamed Abou Manar, et des dizaines d'autres militants palestiniens payent le prix de leurs engagements pour le respect des libertés politiques et syndicales.

Ces arrestations sont d'autant plus inadmissibles qu'elles bafoient à la fois la Constitution jordanienne (article 16, § 2) et la déclaration internationale des droits de l'homme que le gouvernement jordanien a pourtant signé et ratifiée.

Avec l'arrestation de Taysir El Zabri, membre du bureau politique du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) et de quatre autres membres du Conseil national palestinien (CNP) le jeudi 8 janvier 1986, les autorités jordaniennes franchissent un pas de plus dans l'escalade répressive en s'attaquant directement à la légitimité et à l'intégrité de l'OLP, seul et unique représentant du peuple palestinien.

Dans ces conditions, et pour que cesse l'arbitraire et que soient respectées à la fois les libertés fondamentales et nationales du peuple palestinien, les soussignés demandent la levée immédiate de l'ensemble de ces mesures répressives et la libération de tous les prisonniers d'opinion palestiniens en Jordanie.

M. Laïria, docteur en J. Droit, professeur en Sorbonne ; F. Jacob, avocat ; J. Nordmann, avocat pdr de l'AJLD ; F. Grémieux, journaliste ; L. Lepesque, sec. nat. PS ; Bonnes, psychiatre ; M. Buttin, avocat ; C. Bourdet, compagnon de la Libération ; L. Odru, député ; J.-P. Brard, maire de Montrouil ; J.-P. Kahane, universitaire ; R. Parmentier, pasteur ; A. Stel, docteur ; M. Trigon, maire d'Arcueil ; F. Blanchet, mathématicien ; C. Vallu, avocat ; M. Gremetz, B.P. PCF ; D. Morteux, universitaire ; Y. Soudmont, maire de Nanterre ; G. Laberth, B.P. PSU ; D. Voguet, avocat ; Broude, avocat ; M. Fuchs, SNE-Sup ; D. Perissée, journaliste ; S. Bouchemy, sénateur de Paris ; R. Kempf, docteur ; De Castelneau, avocat ; R. Lampe, maire d'Amiens ; S. Dayau, universitaire ; M. Dayou, psychanalyste ; P. Schapira, mathématicien ; J. Pugier, CNRS ; M. Clavel, sociologue ; P. Schapira, mathématicien ; Gelland, sec. conf. CGT et relat. inter ; M. Fuchs SNE-Sup, relat. inter.

Francis BLANCHET - AFP - BP 184.04 - Cedex 04 - 75160 Paris

Paris, Bangkok, Katmandou, Singapour, Hong Kong, Jakarta, Séoul, Tokyo, Pékin, Sydney, Melbourne... La lune c'est pour bientôt.

123, Champs-Élysées, 75005 PARIS - Tél (1) 47.20.8415, Park Hotel BP 679, 6, Avenue de Sube 06120 NICE - Tél (92) 53.39.82.



# AFRIQUE

LE CONFLIT AU TCHAD

l'opposition au gouvernement est « un mythe »

déclare le président Hiss

De notre envoyé spécial

N'Djaména. — Le guépard va et vient dans le petit enclos situé dans le jardin de la villa présidentielle. Le guépard, le rapace du désert, est le symbole du Tchad. C'est le président Hissène Habré qui, le 25 février, a déclaré que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré, 55 ans, a déclaré à notre envoyé spécial que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».

Le président Hissène Habré a déclaré que le Tchad est un pays uni et que l'opposition au gouvernement est « un mythe ».







# EUROPE

LE XXVII<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C. SOVIÉTIQUE

## M. Gorbatchev souhaite injecter un peu d'économie de marché dans un système planifié

De notre correspondant

Moscou. — Mikhaïl Gorbatchev souhaite injecter un peu d'économie de marché dans le système planifié soviétique. Telle est, traduit en termes occidentaux, le message du secrétaire général réélu sans doute sur-le-champ — l'une des rares nouveautés contenues dans son interminable « rapport d'activités ». M. Gorbatchev a lu ce discours fleuve pendant cinq heures, mardi, à la tribune du vingt-septième congrès. Le numéro soviétique a jugé bon de présenter ses propositions de façon quelque peu emphatique : « Nous ne pouvons plus nous limiter à des améliorations partielles, une réforme radicale de l'économie est nécessaire », a-t-il déclaré. Ce mot de « réforme » encore accentué par le qualificatif était tabou ces dernières années en URSS. On en avait abusé sous Khrouchchev, qui décidait chaque soir une réforme qu'il annonçait le lendemain. Il en avait encore été question au début de l'ère brejnévienne avec la « réforme Kossyguine », qui ne fut jamais appliquée. Il s'agissait comme toujours en pays soviétique de décentraliser les décisions, de donner un peu plus de « souplesse » au système, etc.

Andropov lui aussi avait sacrifié au rite. Il avait lancé sobriement en 1983 ce qu'il appelait une « expérience économique ». Celle-ci, qui consistait à octroyer une certaine autonomie aux entreprises, s'est étendue progressivement à toutes les branches industrielles, et sera appliquée à l'ensemble du pays le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Cela changera-t-il quelque chose ?

La réaction des citoyens « moyens » est en tout cas une fois de plus celle de l'indifférence. Cette force d'inertie caractéristique du monde soviétique fait évidemment planer un doute sur la capacité du système lui-même à se réformer radicalement. On ne voit pas non plus ce que les quelques dizaines de milliers de cadres qui gouvernent le pays gagneraient à cette évolution.

M. Gorbatchev les a aussitôt mis en garde : « Nous déplorons le point de vue trop répandu de ceux qui voient une déviation par rapport au principe du socialisme dans tout changement du mécanisme de gestion », a-t-il lancé. Les apparatchiks ont l'habitude d'être montrés du doigt du haut des tribunes. Cela fait partie des traditions. Les intéressés ne sont pas sans remarquer que c'est invariablement l'un d'entre eux qui parle.

Les propos de M. Gorbatchev méritent d'être analysés. Le secrétaire général n'a pratiquement pas dévié du texte écrit qu'il avait sous les yeux et qu'il a initié d'un bout à l'autre aux 4 993 délégués. Dans un rare moment d'improvisation qui rappelle le meilleur de ses tournées en province, il a apostrophé l'auditoire en arborant un sourire malicieux : « Pourquoi n'ai-je pas entendu d'applaudissements quand j'ai parlé du travail bâclé et de la mauvaise qualité des produits ? Ce que vous produisez va directement au rebut, on ne peut pas le vendre, mais vous êtes payés ! c'est absurde ! ».

### Le concept de « rentabilité »

L'idée du secrétaire général est d'introduire un « lien direct » entre les revenus des entreprises et les salaires qu'elles versent à leurs employés. « Il faut que la masse salariale des entreprises dépende directement des revenus provenant de la vente des marchandises », affirme-t-il. M. Gorbatchev découvre le concept de « rentabilité ».

La même remarque vaut pour les prix. Des rumeurs couraient à leur sujet depuis des semaines. Elles étaient suscitées par différents articles parus dans la presse spécialisée, notamment la revue EKO de M. Aganbegyan. M. Gorbatchev les a indirectement confirmées en annonçant une prochaine « révision du système des prix et des stimulants matériels ».

Une plus grande variété des prix est attendue aussi bien dans l'industrie que l'agriculture. La viande, par exemple, est vendue dans les magasins d'Etat, quand il y en a, deux à trois fois moins cher qu'elle ne coûte en réalité.

M. Gorbatchev envisage des mesures « dissuasives », afin d'assurer « une pleine satisfaction » des besoins alimentaires de la population. « Nous pouvons et nous devons le faire », a-t-il dit. Il suggère enfin l'instauration d'un impôt sur les héritages.

### « Le monstre du vingtième siècle »

M. Gorbatchev n'a pas révéilé de « réformes radicales » de la politique étrangère soviétique. En fait, il s'est beaucoup répété. Mais il a fait écho, à six ans de distance et sans doute sans le vouloir, à la célèbre dénonciation par M. Reagan de l'« empire du mal ». Le « capitalisme des années 80 » est selon le secrétaire général « le monstre le plus horrible et le plus dangereux du vingtième siècle ». Compréhensible qui pourra : il faut cependant avoir de « meilleures relations » avec lui à l'avenir.

Washington n'a pas abandonné son idéologie et sa politique hégémonique », et les dirigeants américains se bercent d'illusions sur leur supériorité militaire ». La diatribe permet cependant d'envisager tranquillement la date du prochain sommet avec M. Reagan.

Ce problème de calendrier « sera résolu » s'il existe « une volonté de rechercher un accord » sur l'arrêt total des essais nucléaires et de la disparition des armes nucléaires, a indiqué M. Gorbatchev. Il existe actuellement un débat discret à ce sujet entre Moscou et Washington. M. Gorbatchev est convié à se rendre aux Etats-Unis en juin, mais il préférerait y aller en septembre.

Si l'on comprend bien les exigences du Kremlin, il n'y aurait malgré les apparences aucun lien entre ce second sommet et les progrès des négociations sur le contrôle des armements. M. Gorbatchev lui-même avait été très clair à ce propos lorsqu'il avait reçu, le 6 février, le sénateur Ted Kennedy. Le nouveau responsable de la propagande du parti, M. Alexandre Iakovlev, l'a été tout autant, mardi soir, au cours d'une rencontre au centre de presse du vingt-septième congrès. Ce dernier avait eu une certaine célébrité en 1972 et 1973 en publiant dans la Gazette littéraire un article contre le courant néoconservateur. Il avait été alors chassé par Brejnev du département de la propagande. Il est à nouveau responsable de ce secteur depuis août dernier. Des progrès à Genève ne constituent pas une condition préalable au sommet, a affirmé en substance M. Iakovlev.

M. Gorbatchev a préféré, ce qui est de bonne guerre, cultiver l'ambiguïté à la tribune du vingt-septième congrès. Sa position est relativement forte : il n'est pas pressé, à la différence de M. Reagan, qui ne veut pas le recevoir pendant la campagne américaine pour le renouvellement de la Chambre des représentants et d'un tiers du Sénat. Celle-ci commence... le 2 septembre.

M. Gorbatchev a été tout aussi évasif à propos de la lettre que lui a fait parvenir dimanche le président américain : ce message « ne donne pas lieu à une modification de notre évaluation de la situation internationale », a-t-il déclaré.

### Louvoyer

M. Reagan était intervenu lui-même dans la controverse, en apportant de nouvelles propositions sur les euro-missiles, laissant de côté le projet de désarmement nucléaire d'ici, l'an 2000, dévoilé le 15 janvier par le numéro un soviétique.

M. Gorbatchev a, de façon caractéristique, évité aussi bien de répondre que de claquer la porte. Il n'a pas rejeté en bloc les nouvelles propositions américaines. Il maintient son propre plan du 15 janvier. Il affirme qu'il « est difficile de discuter la moindre signe de volonté de résoudre les questions cruciales » de désarmement dans le message de M. Reagan, mais à ne « brouiller » pas l'avenir.

Le secrétaire général est un homme complexe, qui se montre sur les deux problèmes-clés auxquels il est confronté à la fois étrangement ambiguë et attendu. Il propose en termes vibrants une réforme économique sans précédent. Il n'en donne pas les détails et dilue des nouveautés — quasiment révolutionnaires ici, même si elles font sourire les capitalistes de tous les pays — dans un magma dogmatique et compact qui occupe pratiquement le volume d'un livre de poche.

Confronté à la fermeté du président Reagan, qui exige concrètement dans sa lettre la possibilité pour les Français et les Britanniques de poursuivre la modernisation de leur force de frappe respective, M. Gorbatchev préfère, d'autre part, louvoyer et attendre. M. Reagan n'a même pas accédé à l'idée d'un moratoire immédiat sur les essais nucléaires... Que faire avec un Américain aussi obstiné ?

M. Gorbatchev s'en est pris très vivement dans son discours aux cadres du parti qui refusent systématiquement toute réforme économique. Ils sont, selon lui, « comme au personnage de Gogol (1) qui tout en envisageant une foule de chimères ne fait et ne change pratiquement rien ». Le secrétaire général n'inspire apparemment pas un seul instant qu'il puisse être lui-même un personnage de Gogol.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Il s'agit de Manikou, un des personnages des *Ames mortes*. Le héros du roman, Pavel Tchitchikov, rend visite à ce dernier pour lui acheter des sacs fictifs que sont les « Ames mortes ».

## Le discours du secrétaire général

Voici des extraits du discours prononcé par M. Gorbatchev mardi 25 février :

### DOCTRINE ET INNOVATION

« Toute tentative de transformer la théorie sur laquelle nous nous guidons en une collection de schémas et de recettes figées, valables partout et dans toutes les circonstances de la vie, est absolument contraire à l'essence, à l'esprit du marxisme-léninisme. Marx et Engels, écrivait Lénine en 1917, « se moquaient à juste titre de la méthode qui consiste à apprendre par cœur et à répéter telles quelles des formules » capables tout au plus d'indiquer les objectifs généraux, nécessaires, mais modifiés par la situation économique et politique concrète à chaque phase particulière de l'histoire ». Voilà, camarades, les paroles sur lesquelles chacun de nous doit réfléchir, les paroles que chacun doit faire siennes.

« C'est précisément la situation économique et politique que nous devons dans laquelle nous nous trouvons, précisément la phase particulière du processus historique par laquelle passent la société soviétique et le monde entier qui exige du parti, de chaque communiste, de la créativité, de l'innovation, la capacité de sortir du cadre des représentations habituelles mais déjà dépassées.

### LE CAMP SOCIALISTE

« Le socialisme est né et s'est construit dans des pays qui, par leur niveau économique et social de l'époque, étaient loin d'être des pays avancés, qui différaient beaucoup par leur mode de vie, par leurs traditions historiques et nationales. Chacun d'entre eux avançait vers la nouvelle formation par son propre chemin, confirmant ce que Marx avait prédit au sujet « des variations et des nuances » infinies d'une seule et même base dans ses manifestations concrètes.

« Ces chemins n'ont pas été réguliers ou aisés. (...) La nouveauté même des tâches sociales, la constante pression psychologique, politique, économique et militaire de l'impérialisme, la nécessité de déployer d'énormes efforts pour la défense, tout cela ne pouvait pas ne pas se répercuter sur le cours des événements, leur caractère. (...) Tout cela ne s'est pas passé sans erreurs politiques, sans écarts subjectivistes de toutes sortes. Mais telle est la vie, elle se manifeste toujours dans la diversité des contradictions, parfois assez inattendues.

### LA COEXISTENCE PACIFIQUE

« Il devient toujours plus clair que l'on ne saurait trouver de solutions raisonnables — ni internationales ni intérieures — sur le sentier de la guerre. (...) Il est plus que temps de commencer à s'écarter pratiquement de l'équilibre au bord de la guerre, de l'équilibre de la terreur, et de passer à la recherche de

formes normales, civilisées, de relations entre les Etats des deux systèmes. (...)

« Le rapport des forces dans l'arène mondiale, la croissance et l'activité du potentiel de paix, sa capacité de s'opposer efficacement à la menace de guerre nucléaire, les seront, ici, les facteurs décisifs. Beaucoup dépendra aussi du degré de réalisme des milieux dirigeants de l'Occident dans l'appréciation de la situation. (...) Dans les conditions de la totale inadmissibilité de la guerre nucléaire, ce n'est pas la confrontation, mais la coexistence pacifique des systèmes qui doit devenir la loi régissant les relations interétatiques. »

### LE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

« Dans les années 70, les difficultés se sont accumulées dans l'économie nationale et les rythmes de croissance ont sensiblement ralenti (...). La plupart des productions industrielles et agricoles n'ont pas atteint, au cours du onzième plan quinquennal, les niveaux prévus par le vingt-sixième congrès (en 1981). De sérieux retards sont enregistrés dans les constructions mécaniques, le pétrole et le charbon, l'électrotechnique, la sidérurgie et la chimie, dans les grands travaux (...). On observe des cas inquiétants, nullement isolés, dans lesquels des ministères ou des administrations font construire de nouveaux ouvrages au nom de la rénovation, les boresent d'équipements périmés, élaborent des projets coûteux qui n'assurent pas de meilleurs indices de production (...).

« L'essentiel est dans le fait que nous n'avons pas donné en temps voulu une appréciation politique du changement de la situation économique, que nous n'avons pas compris la nécessité aiguë, impérieuse, de passer aux méthodes intensives de développement, à l'exploitation active des acquis du progrès scientifique et technique. Les appels et les discours n'ont pas manqué, mais les choses en restaient là (...).

« Nous voyons la solution dans la restructuration profonde de l'économie (...), dans la réforme du mécanisme économique et du système de gestion (...). Il faut avant tout changer de politique dans le domaine des structures et des investissements (...).

### DAVANTAGE D'AUTONOMIE POUR LES ENTREPRISES

« Il faut autoriser les entreprises et les organisations à écouler de façon autonome la production livrée en sus du plan, de même que les matières premières et équipements non utilisés et la même pratique doit être autorisée dans les relations avec la population (...). Il importe particulièrement d'élever l'autonomie des entreprises dans le domaine de la production des biens de consommation

tion courante et des services. Il faut aussi (...) que le fonds salarial dépende directement des revenus provenant de l'écoulement des marchandises (...). Il est temps d'arrêter avec les idées préconçues sur les rapports monétaires et marchands, avec la sous-estimation de ces rapports dans la pratique de la gestion planifiée de l'économie et la négation de leur effet sur l'intéressement des gens et l'efficacité de la production.

### L'AGRICULTURE

« Il faut opérer un tournant radical dans le secteur agricole (...), doubler le taux de croissance de la production agricole (...). Il est prévu de fixer aux kolkhozes et aux sovkhozes des plans précis et invariables de livraisons. En même temps ils auront la possibilité d'utiliser à leur gré tout ce qui sera obtenu en sus du plan et, en ce qui concerne la pomme de terre, les fruits et légumes, une grande partie de la production planifiée. Les exploitations pourront vendre en supplément cette production à l'Etat, la réaliser, transformée ou non, sur le marché kolkhozien ou par l'intermédiaire des coopératives de commerce et l'utiliser à d'autres fins, notamment pour les exploitations individuelles d'appoint.

### TRAVAIL, REVENUS, FISCALITÉ

« Les communistes ont bien posé la question non seulement du perfectionnement des formes d'encouragement moral, mais aussi de l'amélioration émergente de la stimulation matérielle, et de l'ordre à instaurer dans ce domaine important. Ils ont évoqué l'inadmissibilité du « truquage des paies », du versement de sommes non dues, de primes non méritées, de l'établissement de salaires fixes « garantis » sans rapport avec la contribution réelle apportée par le travail de l'individu. A ce sujet, il faut être catégorique : lorsque le travail d'un homme qui fait bien son métier et celui d'un paresseux est rémunéré de la même façon, il s'agit d'une grossière violation de nos principes (...).

« Il convient aussi de bien étudier les propositions relatives au perfectionnement de la politique fiscale, notamment à un impôt progressif sur l'héritage.

« Toutefois, en faisant obstacle aux revenus ne provenant pas du travail, on ne saurait admettre que le discrédit soit jeté sur ceux qui touchent des gains supplémentaires grâce à un travail honnête. Mieux encore, l'Etat favorisera le développement de diverses formes permettant de satisfaire la demande de la population et la prestation de services. Il faut examiner attentivement les propositions portant sur la réglementation des activités professionnelles individuelles. Bien évidemment, ces formes de travail doivent être parfaitement compatibles

avec les principes de l'économie socialiste et reposer soit sur une base coopérative, soit sur une base contractuelle avec les entreprises socialistes.

### LA POLITIQUE DES NATIONALITÉS

« Nous nous enorgueillissons à juste titre de réalisation de la culture socialiste multinationale soviétique. (...) Elle constitue un phénomène exceptionnel dans la culture mondiale. Il importe néanmoins qu'un intérêt de bon aloi pour tous les acquis précieux de chaque culture nationale ne dégénère pas en tentatives de l'isoler du processus objectif d'interaction et de rapprochement des cultures nationales. On ne doit pas non plus l'oublier lorsque, sous couvert d'originalité nationale, certaines œuvres de la littérature et de l'art, des ouvrages scientifiques, cherchent à présenter sous un jour idyllique les survivances réactionnaires nationalistes et religieuses, contraires à notre idéologie, au mode de vie socialiste, à la conception du monde scientifique. »

### DÉMOCRATIE SOCIALISTE ET INFORMATION

« Le parti, le comité central, prennent des mesures visant à approfondir le caractère démocratique du régime socialiste, notamment à intensifier l'activité des soviets, des syndicats, des jeunes communistes (Komsomol), des collectifs de travailleurs, du contrôle populaire, à étendre l'information. (...) »

« On ne peut accepter de voir encore des ouvriers qui ignorent les plans de leur entreprise, ou dont les propositions ne sont pas examinées et prises en compte comme il se doit. Ces faits témoignent que les forces de l'inertie font encore par endroits la pluie et le beau temps. (...) »

« S'agissant de l'information, on entend parfois des appels à parler plus prudemment de nos défauts et négligences, des difficultés inévitables dans n'importe quel travail vivant. Il ne peut y avoir là qu'une seule réponse, une réponse léniniste : toujours et en toutes circonstances les communistes ont besoin de la vérité.

### LA LUTTE CONTRE LA SUBVERSION

« Etant donnée la recrudescence des activités subversives des services spéciaux de l'impérialisme contre l'Union soviétique et les autres pays socialistes, les organes de la sécurité d'Etat doivent considérablement augmenter leurs responsabilités. Sous la conduite du parti et en respectant rigoureusement les lois soviétiques, ils déploieront de grands efforts pour découvrir les menées hostiles, empêcher toute sorte d'actions subversives, défendre les frontières sacrées de notre patrie. Nous sommes convaincus que les techniques sovié-

tiques, les gardes-frontières, seront toujours à la hauteur des exigences, feront preuve de vigilance, de maîtrise de soi et de fermeté dans la lutte contre toutes les tentatives à notre régime étatique et social. »

### LA SÉCURITÉ À L'ÈRE NUCLÉAIRE

« Le caractère des armes modernes ne laisse à aucun Etat l'espoir de se protéger seulement par des moyens militaires et techniques, par la création d'une défense, même la plus puissante. La garantie de la sécurité apparaît toujours plus comme une tâche politique, dont la solution n'est possible que par des moyens politiques. (...) Elle ne peut se fonder indéfiniment sur la peur du châtiment, c'est-à-dire sur les doctrines de « dissuasion » et d'« intimidation ». (...) L'équilibre nucléaire actuel entre les parties opposées garantit pour l'instant à chacune d'elles une menace égale, mais seulement pour l'instant. La poursuite de la course aux armements nucléaires augmentera inéluctablement cette menace égale et pourra la pousser à un niveau tel que même la parité cessera d'être un facteur de dissuasion militaire-politique. Il est donc nécessaire en priorité d'abaisser notablement le niveau de confrontation militaire. (...) Les conditions objectives se sont constituées dans lesquelles la confrontation entre le capitalisme et le socialisme peut se dérouler exclusivement sous forme de compétition et de rivalité pacifiques. »

### LA LETTRE DE M. REAGAN SUR LE DÉSARMEMENT

Abordant les problèmes de politique étrangère, M. Gorbatchev a commenté en ces termes la lettre qu'il a reçue du président Reagan « littéralement à la veille de l'ouverture du congrès » en réponse à son plan de désarmement du 15 janvier : « La lettre (...) formule en termes généraux son accord avec telle ou telle intention ou proposition soviétique sur les questions du désarmement et de la sécurité. Il pourrait donc sembler que la réponse comporte certains jugements et points rassurants.

« Mais ces propos positifs sont noyés dans toutes sortes de réserves, de « liens » et de « préalables » qui bloquent en fait la question capitale du désarmement. La réduction des arsenaux nucléaires stratégiques est conditionnée par l'accord que nous devrions donner aux programmes de « guerre des étoiles », à des réductions unilatérales des armements soviétiques conventionnels. Un lien est établi également avec les conflits régionaux et les relations bilatérales. La liquidation de l'arme nucléaire en Europe est bloquée par des références à la position de la Grande-Bretagne et de la France, par l'exigence que nous affaiblissions notre défense à l'est du pays, alors que les forces armées américaines resteraient

dans la région concernée. Le refus de cesser les essais nucléaires est justifié par l'invocation de l'impact « dissuasif » de l'arme nucléaire.

« Bref, il est difficile de trouver dans le document que nous venons de recevoir l'expression d'une sincère volonté de la direction américaine d'aborder pratiquement la solution des problèmes cardinaux de la liquidation du danger nucléaire. (...) »

### « Un nouveau sommet doit produire des résultats »

« Conformément à l'entente de Genève, il y aura une nouvelle rencontre avec le président américain. (...) Il existe au moins deux questions sur lesquelles l'entente est possible : la cessation des essais nucléaires et la liquidation des missiles à moyenne portée américains et soviétiques dans la zone européenne. Si l'on se montre disposé à parvenir à un accord, la fixation de la date de la rencontre ne posera plus de problèmes : nous accepterons toute proposition à ce sujet. En revanche, il n'y a aucune raison de mener des négociations croisées. (...) L'Union soviétique est fermement décidée à justifier les espoirs des peuples de nos deux pays et du monde entier, qui attendent des dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis des pas concrets, des actions pratiques, des ententes réelles en vue de mettre un frein à la course aux armements. Nous y sommes prêts. »

### L'AFGHANISTAN

« La contre-révolution et l'impérialisme ont transformé l'Afghanistan en une plaie béante. L'URSS soutient les efforts de ce pays pour défendre sa souveraineté. Nous voudrions que les troupes soviétiques présentes en Afghanistan à la demande de son gouvernement rentrent dès maintenant dans leur patrie. Nous avons élaboré avec la partie afghane un calendrier de leur retrait par étapes, dès qu'aura été atteint un règlement politique propre à assurer l'arrêt de l'intervention étrangère dans les affaires de la République démocratique d'Afghanistan et dès qu'on aura une sûre garantie que cette intervention ne se répètera pas. »

### LES RELATIONS AVEC LA CHINE

« On peut noter avec satisfaction une certaine amélioration des relations de l'Union soviétique avec son grand voisin, la Chine socialiste. Les différences d'appréciation, en particulier de certains problèmes internationaux, demeurent. Mais nous constatons également une autre chose : la possibilité, dans de nombreux cas, de travailler en commun, de coopérer sur la base de l'égalité des droits, sans léser les intérêts des pays tiers. »



## LA CAMPAGNE DES SOCIALISTES

**M. Laurent Fabius :**  
**« Ce serait trop bête... »**

La droite, le RPR et l'UDF sont crédités de 43,5 % des suffrages (au lieu de 44,5 % précédemment), les divers droite (3 %) perdent un demi-point et le Front national (8,5 %) gagne un point et demi.

Les listes écologistes recueillent pour leur part, comme précédemment, 2 % des suffrages.

45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux -  
Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble.



# POLITIQUE

## Propos et débats

### M. Henu : pas de cacophonie à droite

M. Charles Henu, ancien ministre de la défense et tête de liste socialiste dans le Rhône, a déclaré, le mardi 25 février, à Orange (Vaucluse) : « On se gaussait trop facilement de la désunion de la droite. Au contraire, il faut prendre garde car elle sait s'unir dans les moments critiques. » Le concert de Barre-Chirac-Giscard n'est pas si cacophonique que cela, car il y a une ligne mélodique commune, mais ils ne sont pas d'accord sur le chef d'orchestre. »

Pour M. Henu, les trois leaders de l'opposition, « en dépit de leur désaccord, ont en commun le départ de François Mitterrand et ne divergent que sur la méthode et sur le temps de son départ ».

### M. Fourcade : réformer les régionales

M. Fourcade a indiqué, le mardi 25 février, qu'au cours de la prochaine législature, il présenterait une proposition de loi modifiant les conditions d'élection des conseillers régionaux : date distincte des élections législatives, listes régionales (et non départementales), scrutin majoritaire (et non proportionnel). Le maire de Saint-Cloud a également affirmé que même si l'UDF et le RPR ne disposaient pas de la majorité absolue dans le futur conseil régional d'Ile-de-France, ces deux formations constitueraient un intergroupe et ne concluraient aucun accord avec le Front national. Répondant à une question, M. Fourcade a ajouté qu'il n'accepterait pas non plus de figurer dans un gouvernement à direction socialiste.

### M. Labbé : une fausse bonne idée

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré, le mardi 25 février, que « la proposition de M. Giscard d'Estaing de constituer un intergroupe de la future majorité est une fausse bonne idée. Depuis cinq ans, les relations entre le RPR et l'UDF fonctionnent comme un intergroupe, et les seuls accords qui se sont produits ont été dus à des personnalités comme MM. Giscard d'Estaing et Barre à propos du cumul des mandats ou de l'élargissement de l'Europe. De plus, il faudrait que chaque député y adhère personnellement, ce qui entraînerait des refus. L'intergroupe n'a d'ailleurs aucune valeur juridique, ni au Sénat ni à l'Assemblée. Cette proposition a pour objet de banaliser le RPR. »

### M. Le Pen : contre le libéral-socialisme

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a affirmé, mardi 25 février à Lyon, que son mouvement « ne saurait participer, ni même soutenir, aucun gouvernement sous la présidence de François Mitterrand ». Il a ajouté : « Il faut rompre avec le libéral-socialisme mais aussi avec la forme camouflée qu'il avait revêtue avant 1981, le libéral-socialisme de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre (...). L'élection du 16 mars aura une dimension présidentielle. »

### M. Marchais : l'avant-1958

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, a déclaré, le mardi 25 février, à Créteil (Val-de-Marne) : « Le PS, qui n'aura pas la majorité à l'Assemblée nationale, compte s'allier avec la droite pour gouverner après le 16 mars. Ce serait alors le retour à ces combinaisons que nous payons à nos dépens depuis 1958, lorsque Mitterrand, Defferre, Chaban-Delmas et d'autres étaient ministres des mêmes gouvernements qui ont fait tant de mal à la France. »

Rappelant que le PCF voulait « faire échec à la droite et faire une autre politique à gauche », M. Marchais a estimé « particulièrement hypocrite de la part du PS de prétendre s'opposer à la droite, alors que chaque voix socialiste va favoriser l'accès de celle-ci au pouvoir ».

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE OFFICIELLE À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION

Les ordres de passage des quatre grandes formations politiques représentées à l'Assemblée nationale pour la campagne officielle à la radio et à la télévision ont été tirés au sort mardi 25 février au siège de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Les quatre groupes disposeront, pour le scrutin du 16 mars, d'un temps d'antenne total de trois heures (UDF 45 minutes, RPR 45 minutes, PS 65 minutes et PC 25 minutes). L'UDF et le RPR ont fait savoir qu'ils souhaitaient certains jours mettre leur temps d'antenne en commun. Les interventions des partis seront diffusées du 3 au 7 mars inclus et du 10 au 14 mars inclus à partir de 19 h 30, simultanément par les trois chaînes publiques de télévision et à partir de 13 h 30 sur Radio-France.

3 mars : PC 5 mn, RPR 5 mn, PS 5 mn, UDF 5 mn ; 4 mars : UDF 8 mn, PS 8 mn ; 5 mars : PS 8 mn, RPR 8 mn ; 6 mars : UDF 4 mn, RPR 4 mn, PS 8 mn ; 7 mars : RPR 5 mn, UDF 5 mn, PC 5 mn, PS 5 mn ; 10 mars : UDF 5 mn, PS 5 mn, RPR 5 mn, PC 5 mn ; 11 mars : PS 8 mn, UDF 8 mn ; 12 mars : RPR 4 mn, UDF 4 mn, PS 4 mn, PC 4 mn ; 13 mars : PS 8 mn, RPR 8 mn ; 14 mars : RPR 6 mn, PC 6 mn, UDF 6 mn.

Les petites formations, non représentées à l'Assemblée nationale mais présentant des listes dans au moins vingt circonscriptions, auront droit chacune à un temps de parole global de 7 minutes. Le tirage au sort de leurs interventions (liste après ou juste avant celles des grandes formations) aura lieu le 1<sup>er</sup> mars.

**RECTIFICATIF.** - Dans l'article relatant la visite de M. Laurent Fabius dans le Languedoc-Roussillon (Le Monde daté 23-24 février), une coquille n'a laissé paraître que le prénom du secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, chef de file des socialistes pour les élections régionales dans l'Aude, M. Raymond Courrière.

**PRÉCISION.** - La région Picardie compte actuellement quinze députés, et non seize comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 26 février. Dix d'entre eux (et non onze) sont socialistes.

## M. RAYMOND BARRE AU CENTRE RACHI

### La « nuque raide » des juifs

La réunion qui a eu lieu le 25 février à Paris, au centre Rachi, autour de M. Raymond Barre - succédant à M. Michel Rocard venu le 12 - tenait plus de l'examen de passage que du meeting électoral. Entre l'ancien premier ministre et la communauté juive, qui avait délégué ses journalistes-vedettes et environ six cents spectateurs, il existe un certain nombre de contentieux qu'aucune confrontation publique, avant celle-ci, n'avait encore permis de clarifier.

M. Théo Klein, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), avait prévenu son invité, citant Moin : « Le peuple juif a la nuque raide ». Mais c'est une qualité au moins (ou un défaut) que M. Barre partage avec cette communauté. Il l'a une fois de plus montré au cours d'un face-à-face sans faiblesse ni acrimonie particulière.

Il y a des mots qui font mal dans la communauté juive de France. Copernic, par exemple. L'absence de M. Valéry Giscard d'Estaing, la maladresse verbale de M. Barre après l'attentat de 1980 (1), ont été rappelées, à son grand agacement, à l'ancien premier ministre. Celui-ci a incriminé « l'exploitation politique méprisante » de ses déclarations et renvoyé purement et simplement son auditoire à l'ancien président de la République pour qu'il s'explique lui-même sur ses occupations de l'époque.

Pétainisme. Un autre mot qui fait frémir dans une population juive à la mémoire blessée. Appelé à encore à justifier sa récente trilogie « Travail, famille, patrie », on a vu M. Barre se draper dans sa dignité de « républicain » et dire qu'il n'avait rien voulu d'autre que de rappeler le pays à ses valeurs fondamentales.

Plus grave, la situation en Israël. Même si un voyage qu'il a effectué en 1984 à Jérusalem a mis un peu de baume au cœur des juifs de France, M. Barre a eu aussi à se faire pardonner son attitude distante et celle de M. Giscard d'Estaing pendant leurs années à la tête de l'Etat. L'ancien premier ministre n'a rien cédé. Sur le climat de l'époque :

« Nous n'aurions pas été assez aimables ? Les toris étaient partagés... » Ni sur la nécessité d'un « règlement global » incluant les Palestiniens. Et tout en multipliant les précautions à l'égard d'Israël, il a contesté le statut de Jérusalem comme capitale.

Barbie, le terrorisme palestinien, le sort des réfugiés soviétiques : aucun des sujets qui suscitent régulièrement de l'émotion parmi les 600 000 juifs de France n'a été éludé. Jusqu'au départ de Marcos, l'ex-président philippin, salué dans la bouche de M. Barre par un sec et tonitruant : « C'est bien... »

Pressé dans cet auditoire juif de se démarquer de M. Jean-Marie Le Pen, le député de Lyon a répété que celui-ci n'était pas un épouvantail et que la « petite tempête » soulevée à son propos lors des élections européennes était aujourd'hui en train de s'apaiser. Il a cependant pris soin

d'ajouter : « Je tiens à dire ici, devant vous, que c'est la proportionnelle qui va permettre à M. Le Pen d'être élu député ».

Ironisant sur ce mode de scrutin - dont il s'est plu à souligner combien il bloquait en Israël la vie politique, - il a pris à témoin un public particulièrement soucieux de paix civile, en dénonçant les pièges de la cohabitation et le retour qu'il constate à « un climat de IV<sup>e</sup> République » : « Regardez les convulsions qui se manifestent, la répartition des portefeuilles qui a commencé. Il y en a un qui doit bien s'amuser, c'est le président de la République ». L'accusé redevenait accusateur.

HENRI TINCQ.

(1) Après l'attentat du 3 octobre 1980, le premier ministre de l'époque avait dit que « cette bombe qui devait tuer des juifs avait fait des victimes parmi des Français innocents ».

## Le Sénat rejette le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail

Convoqués par un télégramme de M. Alain Poirer, les sénateurs ont, à propos du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, adopté le mardi 25 février, une question préalable qui équivaut au rejet du texte. C'est la fin du feuilleton, commencé à l'Assemblée nationale le 4 décembre dernier et qui devait se conclure au Palais-Bourbon par l'adoption sans vote du texte, vendredi 28 février (après engagement de la responsabilité du gouvernement). Du même coup, la session extraordinaire, ouverte le 9 janvier, sera déclarée close.

Une fois de plus au palais du Luxembourg, où l'opposition est majoritaire, les communistes ont dénoncé la « collusion entre la droite et le PS ». Le recours à la procédure de la question préalable, qui interrompait le débat, leur apparaît comme un « cadeau » fait au gouvernement. M. Jean-Pierre Fourcade (RI), président de la commission des affaires sociales, l'avait d'ailleurs admis pendant un temps. Après que M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) ait défendu en

vain une motion d'irrecevabilité, en arguant de l'irrégularité de la procédure d'examen du projet en première lecture par le Sénat et du « déni flagrant infligé aux principes généraux du droit du travail », M. Marcel Lucotte, président du groupe RI, a justifié la question préalable cosignée par le RPR, l'Union centriste et un certain nombre de sénateurs de la Gauche démocratique. Pour le sénateur de Saône-et-Loire, cette procédure constitue une « réponse forte à l'obstruction communiste qui a tenté de dénaturer le Sénat », une « réponse forte et tranquille au caractère électoraliste de ce texte ».

Alors que la loi pourra entrer en vigueur dès sa promulgation, la majorité sénatoriale affirme qu'elle sera « revue et corrigée » dès le 2 avril prochain à l'ouverture de la prochaine législature.

A. Ch.

(Publicité)

# VIVE LES VACANCES Monsieur le ministre de la jeunesse !

Monsieur le ministre,

Vous avez préparé, dans la précipitation, et sans véritable concertation, un projet dangereux parce qu'il va modifier les conditions d'accueil des centaines de milliers d'enfants qui partent chaque année en centres de vacances. Votre projet de réforme du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) est dangereux, car :

- il dévalue la qualité de la formation des animateurs ;
- il porte un mauvais coup à la vie associative.

Un petit Français sur deux part en vacances avec nous, un animateur sur trois est formé sous notre responsabilité. Nous savons donc de quoi nous parlons. Comme d'autres organismes, opposés également à votre projet, nous étions ouverts à toute négociation, à condition qu'elle ait pour but d'améliorer la formation existante. Mais ce ne sera pas le cas.

Vous supprimez la session de perfectionnement, nécessaire pour

obtenir le BAFA. Vous abandonnez le principe pédagogique de l'alternance - stage pratique, stage théorique : il avait pourtant fait ses preuves. Vous raccourcissez le cycle de formation, l'encadrement en centre de vacances y perdra inévitablement en qualité. Le prétexte sera alors tout trouvé pour réserver à des professionnels l'essentiel de l'animation. Vous remettez là en cause une valeur fondamentale : le volontariat.

Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes, bénévoles le plus souvent, choisissent de vivre leur première expérience d'insertion dans la vie sociale, de faire leur apprentissage de la responsabilité en animant un centre de vacances. Pourront-ils encore le faire ?

La loi reconnaît expressément aux « personnes physiques et morales » le droit d'organiser librement des centres de vacances. Cette liberté, vous voulez la rogner. Les associations locales, les groupements

de parents, n'auront plus les moyens financiers de poursuivre leur action.

Comment ce secteur associatif - qui a sa propre conception en matière d'éducation populaire et d'animation - pourra-t-il lutter à armes égales avec les organismes publics de formation que vous semblez vouloir privilégier ?

Votre projet est un mauvais coup porté à un secteur associatif que les premiers ministres avaient pourtant réactivé dans les faits. Il s'inscrit, que vous le vouliez ou non, dans un processus d'étatisation, à l'heure où tout le monde s'accorde à dénoncer les dangers du « tout-Etat ».

Demain, l'animation et la formation aux mains du secteur public. C'est votre projet, ce n'est pas le nôtre.

Dans l'espoir que vous voudrez bien soumettre à une véritable concertation un projet si lourd de conséquences, nous vous prions de croire, Monsieur le ministre, à l'expression de notre haute considération.

**UFCV - UNION FRANÇAISE DES CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS**  
19, rue Dareau, 75014 PARIS

2 500 collectivités organisatrices de centres de vacances et de loisirs  
500 000 jeunes accueillis annuellement  
30 000 animateurs formés chaque année  
2 200 formateurs bénévoles

## Hauts fonctionnaires le mythe de

(Suite de la première page.)

Les hauts fonctionnaires de l'Etat sont restés fidèles à une pratique établie par les gouvernements précédents. La seule nouveauté introduite par les ministères a été de nommer des hauts fonctionnaires à des postes importants de l'appareil de l'Etat.

Il ne faut pas oublier non plus que les hauts fonctionnaires ont préservé la continuité administrative : ils ont assuré le fonctionnement des grandes écoles ; ils ont assuré le fonctionnement de l'ENA et les grandes écoles ont été essayées d'élargir leur recrutement à des postes importants de l'appareil de l'Etat.

Si le mythe de la continuité administrative a pris un coup en 1981, il faut en dire autant de la continuité non pas des hommes mais des idées. Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

En fait, le mythe de la continuité administrative a gardé leurs positions. Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.

Les hauts fonctionnaires ont été plus profonds dans leur analyse des attitudes et des comportements des fonctionnaires que les ministres.



# POLITIQUE

## RE AU CENTRE RACHI

### aide » des juifs

pas été assez tard pour parer la nécessité d'un « aide » des juifs... (Suite de la page 1)

Le gouvernement de François Mitterrand est resté fidèle à une pratique établie par les gouvernements précédents. La seule innovation introduite par les socialistes a été de nommer des communistes à des postes importants dans l'appareil de l'Etat.

Il ne faut pas oublier non plus que les socialistes ont préservé la hiérarchie administrative; ils ont préservé les grandes écoles; ils ont maintenu l'ENA et les grands corps; ils ont essayé d'élargir l'accès à l'ENA, ce qui était le but de tous les gouvernements précédents et ils sont, en général, restés fidèles aux coutumes et aux institutions administratives. Force est de constater qu'ils ont été assez conservateurs dans ce domaine.

Si le mythe de la neutralité administrative a pris un coup ces dernières années, il faut en attribuer la cause non pas aux mesures prises par les socialistes, mais à un changement plus profond dans les mœurs, les attitudes et les ambitions des fonctionnaires eux-mêmes.

### énat rejette le projet de loi éénagement du temps de travail

Un télégramme de la présidence de la République, en date du 25 février, a annoncé que le Sénat a rejeté le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail. L'Assemblée nationale, quant à elle, a adopté le projet de loi. Le Sénat a rejeté le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. L'Assemblée nationale, quant à elle, a adopté le projet de loi. Le Sénat a rejeté le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. L'Assemblée nationale, quant à elle, a adopté le projet de loi.

## Hauts fonctionnaires : le mythe de la neutralité

(Suite de la première page.)

Les hauts fonctionnaires, recouvrant une formation d'élite et commandant leur carrière au sommet des appareils administratifs, se croient bien préparés pour occuper tous les postes de direction (politiques, industriels, financiers). Leur système de formation leur a inculqué l'idée qu'ils sont seuls capables de tout diriger. C'est cette croyance qui a amené la fin de la neutralité administrative. Là encore, les socialistes n'ont fait que préserver une vieille pratique. En arrivant au pouvoir, il fallait donner des postes à des fidèles du Parti socialiste, qui avaient travaillé des années durant pour le parti. Demain (ou après-demain, car rien n'est sûr en politique) le même phénomène se présentera avec la droite. Ses militants réclameront des postes qu'autrefois étaient destinés presque exclusivement aux fonctionnaires de certains corps. Ce peut être un mouvement vers la diversification — et donc la démocratisation — du recrutement au sein de la haute fonction publique s'est produit sans que des mesures spécifiques aient été prises. Il a été encouragé par les socialistes, mais il a été imposé par des changements extérieurs, à savoir le développement des partis politiques et de leurs appareils.

Il est vrai que les hauts fonctionnaires ont été encouragés dans cette voie par le système présidentiel; dès lors qu'ils y sont entrés et qu'ils y ont misé sur un candidat plutôt qu'un autre, il n'y avait pas beaucoup de place pour le concept ni pour la pratique de la neutralité.

Les habitudes ont bien changé. Le haut fonctionnaire français, aujourd'hui, a de plus en plus tendance à voir le service public non plus comme une fin en soi, mais plutôt comme une étape dans une carrière variée, qui inclut souvent une carrière politique. Le fait est qu'une carrière politique paraît de plus en plus attirante. Cela fait penser à la réponse que Joseph Kennedy, le père de l'ancien président des Etats-Unis, a donnée à un ami lorsque celui-ci lui a demandé, pendant les années 30 (Joseph Kennedy était alors ambassadeur des Etats-Unis à Londres), pourquoi il avait envoyé ses deux fils à la London School of Economics — très socialiste à l'époque, — et non pas à une école de business: « La politique sera le grand business de l'avenir ».

Dans la mesure où les hauts fonctionnaires français oublient les exigences de la fonction publique et cherchent à faire des carrières politiques leur « business », ils ont eux-mêmes détruit leur neutralité et, par conséquent, leur sécurité d'emploi au sommet. Mais il est sans doute trop tard pour revenir en arrière.

politique, et le nier complètement.

Les hauts fonctionnaires, recouvrant une formation d'élite et commandant leur carrière au sommet des appareils administratifs, se croient bien préparés pour occuper tous les postes de direction (politiques, industriels, financiers). Leur système de formation leur a inculqué l'idée qu'ils sont seuls capables de tout diriger. C'est cette croyance qui a amené la fin de la neutralité administrative. Là encore, les socialistes n'ont fait que préserver une vieille pratique. En arrivant au pouvoir, il fallait donner des postes à des fidèles du Parti socialiste, qui avaient travaillé des années durant pour le parti. Demain (ou après-demain, car rien n'est sûr en politique) le même phénomène se présentera avec la droite. Ses militants réclameront des postes qu'autrefois étaient destinés presque exclusivement aux fonctionnaires de certains corps. Ce peut être un mouvement vers la diversification — et donc la démocratisation — du recrutement au sein de la haute fonction publique s'est produit sans que des mesures spécifiques aient été prises. Il a été encouragé par les socialistes, mais il a été imposé par des changements extérieurs, à savoir le développement des partis politiques et de leurs appareils.

Il est vrai que les hauts fonctionnaires ont été encouragés dans cette voie par le système présidentiel; dès lors qu'ils y sont entrés et qu'ils y ont misé sur un candidat plutôt qu'un autre, il n'y avait pas beaucoup de place pour le concept ni pour la pratique de la neutralité.

Les habitudes ont bien changé. Le haut fonctionnaire français, aujourd'hui, a de plus en plus tendance à voir le service public non plus comme une fin en soi, mais plutôt comme une étape dans une carrière variée, qui inclut souvent une carrière politique. Le fait est qu'une carrière politique paraît de plus en plus attirante. Cela fait penser à la réponse que Joseph Kennedy, le père de l'ancien président des Etats-Unis, a donnée à un ami lorsque celui-ci lui a demandé, pendant les années 30 (Joseph Kennedy était alors ambassadeur des Etats-Unis à Londres), pourquoi il avait envoyé ses deux fils à la London School of Economics — très socialiste à l'époque, — et non pas à une école de business: « La politique sera le grand business de l'avenir ».

Dans la mesure où les hauts fonctionnaires français oublient les exigences de la fonction publique et cherchent à faire des carrières politiques leur « business », ils ont eux-mêmes détruit leur neutralité et, par conséquent, leur sécurité d'emploi au sommet. Mais il est sans doute trop tard pour revenir en arrière.

EZRA N. SULEMAN.

## M. Anicet Le Pors veut réhabiliter le travail des ministres communistes

De notre correspondant

Metz. — Les communistes n'ont pas à regretter, ni à laisser à d'autres le travail des ministres communistes, de 1981 à 1984, a déclaré le mardi 25 février M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF et ancien ministre de la fonction publique, venu à Longwy, soutenir les deux listes de son parti en Meurthe-et-Moselle. M. Colette Goeuriot, député et maire de Jœuf, pour les législatives, et M. Roland Favaro pour les régionales.

Cette analyse tranchée par rapport à celle du secrétaire général du PCF.

M. Georges Marchais affirmait à Lyon, le 14 février dernier, qu'après « avoir fait de bonnes choses la première année », le gouvernement « a tourné le dos aux engagements pris devant notre peuple, et a enfoncé le pays dans la crise ».

L'explication du secrétaire général du PCF est, aux yeux de M. Le Pors, paradoxale, car les principales réformes apportées par les ministres communistes ont été adoptées entre 1982 et 1984. « Devons-nous, lance-t-il, tenir pour négligeable la loi Rigou de janvier 1983 sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ».

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC  
Cours avec explications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BICH  
8, rue du Barri - 75008 Paris

de dix-huit à vingt-cinq ans, la loi de la formation professionnelle continue de 1984? » « Devons-nous oublier la loi Fiterman d'orientation des transports intérieurs, qui a fait de la SNCF une entreprise publique à part entière, le 1<sup>er</sup> janvier 1983? Devons-nous regretter la charte de la santé, et la conception des contrats emploi-formation-production de Jack Ralite? Devons-nous laisser à d'autres le nouveau statut général des quatre millions de fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, de 1983 à 1984? Le développement des

droits syndicaux, l'ouverture de l'ENA aux élus et aux syndicalistes, ainsi que les mesures prises pour l'amélioration des relations entre l'administration et les usagers? Certainement pas », répond l'ancien ministre de la fonction publique. En précisant : « Nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait au gouvernement ».

Il revendique pour sa part ces réformes, même si elles n'ont pas connu « toute la portée que l'on pouvait en attendre ».

Tout en reconnaissant que son discours est « neuf », et qu'il

devrait se développer, M. Le Pors souligne, à propos de son approche de la période 1981-1984, différente de celle de M. Marchais : « La contradiction, c'est la vie ».

Tout en remarquant que le bilan général de la gauche n'est pas « à la hauteur des espérances de mai 1981 », M. Le Pors estime qu'il est nécessaire de tirer « les leçons de l'expérience » pour demain, « faire réussir la gauche... mais à gauche ». C'est-à-dire, commente-t-il, avec « un parti communiste plus influent ».

J.-L. T.

## Repiquage ?

« Nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait au gouvernement », a déclaré M. Anicet Le Pors. « Nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait au gouvernement », a déclaré M. Anicet Le Pors. « Nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait au gouvernement », a déclaré M. Anicet Le Pors.

On croit déceler, à travers ses propos, la défense d'une culture de gouvernement face à une éternelle culture d'opposition. Une culture gouvernementale, sans doute difficile à faire accepter par les militants communistes mais dont la traduction dans les actes du pouvoir aurait servi de levier à la rénovation du PCF.

Honneur retrouvé des ministres communistes, mise en cause indirecte de M. Marchais et de la direction, défense et illustration de la participation gouvernementale communiste, les déclarations de M. Le Pors remplissent également elles rendent hommage à M. Mauroy, tant décrié par M. Marchais. Il est vrai que, à Lyon, le secrétaire général du PCF voulait couper les dernières racines invisibles de l'union de la gauche alors que, à Longwy, M. Le Pors souhaitait peut-être faire du repiquage de boutures.

OLIVIER BIFFAUD.

## unesse !

ts, n'auront plus les moyens de poursuivre leur action. nent ce secteur associatif sa propre conception d'éducation populaire et ion — pourra-t-il lutter à gales avec les organismes la formation que vous semoir privilégier?

projet est un mauvais coup in secteur associatif que les ministres avaient pourtant dans les faits. Il s'inscrit que oulez ou non, dans un projetatation, à l'heure où tout e s'accorde à dénoncer les lu « tout-Etat ».

ain, l'animation et la forma- : mains du secteur public. tre projet, ce n'est pas le

L'espoir que vous voudrez umettre à une véritable tion un projet si lourd de nces, nous vous prions de Monsieur le ministre, à ion de notre haute considé-

DE LOISIRS

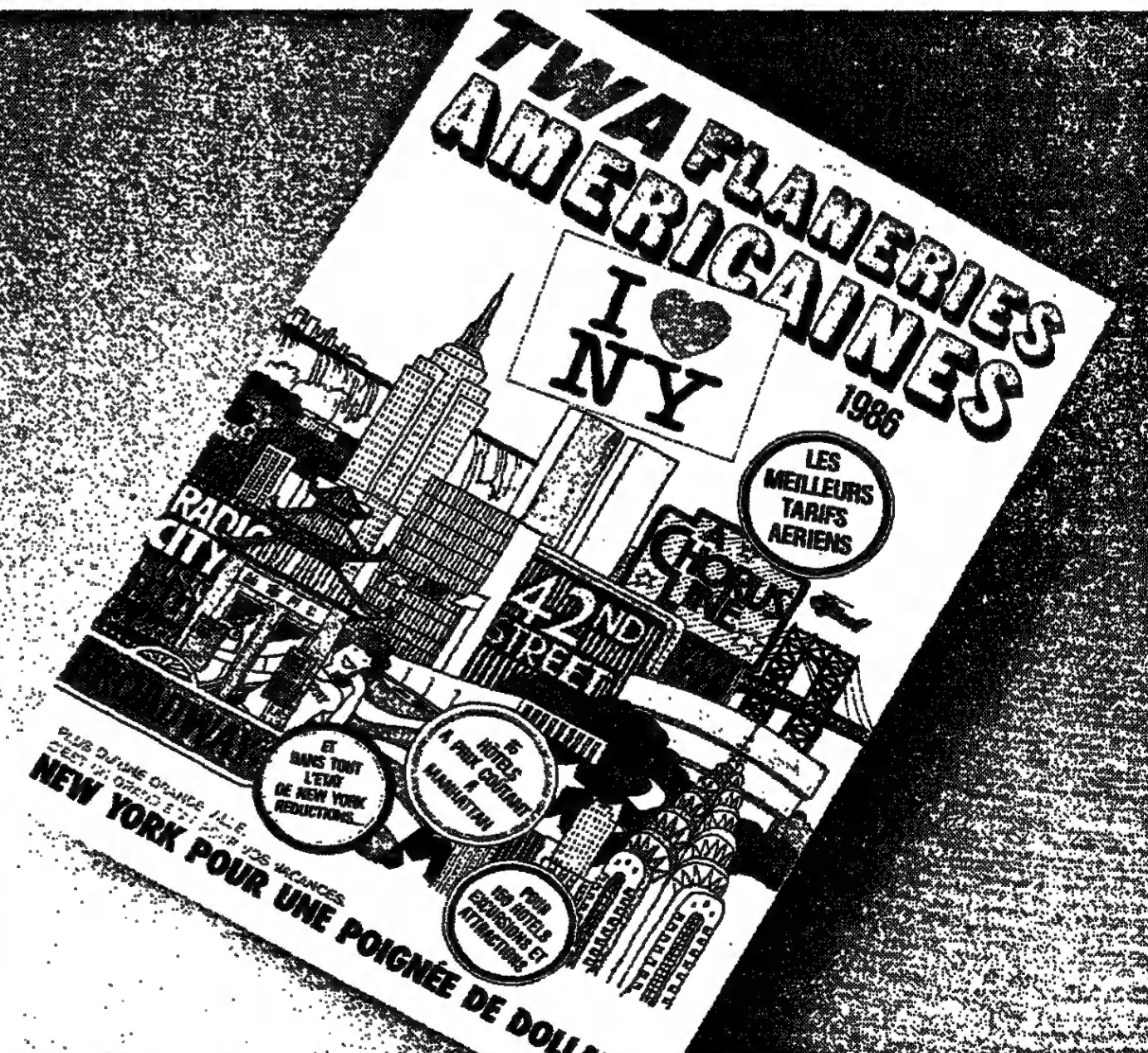
## ANDRE KEDROS

### LES SOCIALISTES AU POUVOIR

EUROPE 1981 / 1985

France, Espagne, Portugal, Grèce, Suède : dans tous ces pays, les partis socialistes sont arrivés au pouvoir presque en même temps. En analysant et en comparant avec sympathie, mais sans complaisance, le chemin que les partis socialistes au pouvoir ont parcouru depuis 1981, le présent ouvrage — qui s'impose dès à présent comme un livre de référence — se propose de mieux éclairer les choix à venir.

PLON



## DECouvrez NEW YORK DANS UN BEL ETAT

Ciel! New York vous gratte, New York vous démange. N'attendez pas le dégel. Précipitez-vous sur la brochure "TWA Flaneries Américaines" I LOVE NY. "TWA Flaneries Américaines" vous propose des forfaits excursions dans l'Etat de New York à des prix stupéfiants.

Si ça vous chante, n'hésitez pas à sillonner l'Etat dans tous les sens avec la formule vol plus voiture. "TWA Flaneries Américaines" et I LOVE NY.

c'est aussi: un certain nombre d'hôtels à tarif réduit, les meilleurs spectacles de Broadway, un très grand nombre de spectacles dans tout l'Etat de New York à un prix alléchant

(30% à 50% moins cher). Avec TWA c'est sûr, vous allez adorer New York de long en large. Alors dévorez la brochure: ça va vous mettre en appétit.

Pour recevoir gratuitement et très vite votre brochure, adressez ce coupon à "TWA Flaneries Américaines" I LOVE NY, 19 bis, rue du Mont-Thabor, 75001 Paris.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

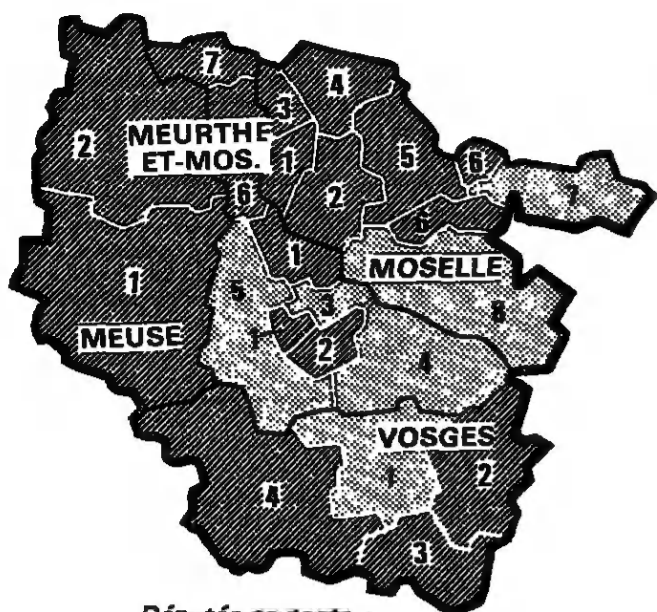
Transporteur officiel I LOVE NY.





# LORRAINE

## « Cœur d'acier » retourne à droite



Députés sortants :  
■ Droite ■ Gauche

Un député en 1973, deux en 1978, treize sur vingt en 1981 : la progression du Parti socialiste a été fulgurante en Lorraine, une de ses « terres de mission ». Le reflux pourrait être aussi impressionnant, n'épargnant que la moitié de ses élus. L'opposition le croit. Pour elle, l'explication est simple : la gauche n'a pas tenu ses promesses envers la région. Plus, elle a réalisé ses engagements. En choisissant la Lorraine - région « sinistrée » - pour son premier déplacement en province, le président de la République avait, en octobre 1981, conforté les espoirs qu'il avait fait naître. La sidérurgie devait être, disait-il, « le fer de lance de la rénovation industrielle ».

Puis vint la révision déclinante, et, le 22 mars 1984, l'électrochoc qui fut l'abandon du projet de construction d'un train universel de l'axe de la Moselle. Dans le mouvement de colère, quatre parlementaires socialistes mosellans - René Drouin, Robert Malgras, Jean-Pierre Masseret et Nicolas Chiffier - quittèrent leur groupe politique.

Aujourd'hui, en dépit de l'action d'un préfet ancien syndicaliste, Jacques Chérèque, et de la mobilisation d'aides financières publiques importantes, le traumatisme n'est pas effacé. Plus que sur leurs actes et leurs résultats, les socialistes ne risquent-ils pas d'être

d'avantage sanctionnés pour leurs promesses ?

Vouloir remonter le courant n'est pas une sinécure. Jacques Chérèque, chargé du redéploiement industriel en Lorraine, le sait : les premiers résultats de son action (6000 créations d'emplois aidées en dix-huit mois) sont gommés par l'accélération des plans de restructuration d'Uimetal, Ascometal et Solac, prévoyant plus de 6000 suppressions d'emplois supplémentaires cette année.

Il s'agit néanmoins significatifs au regard de la diversification industrielle de la région. L'implantation d'une unité Thomson (semi-conducteur) à Maxéville, près de Nancy, de même que celle d'un département de l'École supérieure d'électricité et du Centre national de recherche-images de TDF sur le technopôle Metz 2000, sont des exemples porteurs d'espoir. Huit ministres et M. Laurent Fabius se sont relayés pour expliquer l'importance, pour la Lorraine, de ces créations de postes dans le domaine des nouvelles technologies.

L'emploi (102 000 demandeurs fin janvier 1986, 10,7 % de la population active), qui reste le point noir du bilan de la gauche, avait été aussi un fardeau fatal pour l'opposition. En 1979, l'automobile devait créer plus de

13 000 emplois dans la région. 5000 à peine ont vu le jour. Cette rime de secours - si l'on ose dire - promise par Raymond Barre pour endiguer les premières restructurations dans la sidérurgie s'est dégonflée.

L'économie régionale cherche toujours un nouveau souffle. La création d'un parc d'attractions (le Nouveau Monde des Schtroumpfs, à Hagondange, en Moselle, sur d'anciens sites industriels) est un dossier symbolique pour les socialistes. En lui accordant les mêmes avantages qu'au Disneyland de Marne-la-Vallée, le premier ministre vient de donner un coup de pouce à sa concrétisation. Si ce projet, conçu par deux commerçants lorrains, emporte un assentiment quasi général, d'autres sont de véritables pommés de discorde. Le projet d'aéroport régional est de ceux-là. Le PS, après y avoir été opposé, est favorable à sa construction, point de vue toujours défendu par l'UDF. Jean-Marie Rausch, président du conseil régional, qui souhaite faire de la Lorraine au pôle d'excellence en matière de communication, affirme que cette réalisation est indispensable pour inciter les industries de haute technologie à venir s'implanter. Le RPR ne partage pas cette analyse. Jugant la rentabilité de l'investissement trop aléatoire, il lui préfère un TGV Paris-Metz.

PIERRE MESSMER, JEAN LAURAIN, JEAN-MARIE RAUSCH

## Trois hommes et une région

De notre correspondant

Metz - Le premier a déjà été ministre, le deuxième l'est, le troisième ambitionne de le devenir. Tous trois sont engagés dans la bataille en Moselle. Ils ont eu fort à faire ces dernières semaines pour calmer des appétits gloutons dans leurs rangs. Le premier, refusant de partager son pouvoir, combattit sur deux fronts. Le deuxième, plus résigné qu'enthousiaste, se ménagea pour les législatives. Le troisième, dont les choix personnels ont été les plus délicats, se réserve pour les régionales : Pierre Messmer, député maire de Sarrebourg, ancien premier ministre ; Jean Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; Jean-Marie Rausch, sénateur maire de Metz, président du conseil régional, sont les trois clés des deux scrutins du 16 mars, pour la Moselle bien sûr, mais aussi et surtout pour la Lorraine.

A tout seigneur tout honneur : M. Messmer, le premier, a annoncé la couleur. L'homme tranquille du gaullisme en Lorraine est sorti de sa réserve au printemps 1985, pour définir la règle du jeu : RPR et UDF feront campagne avec des listes séparées. L'idée n'a pas surpris, mais elle a fait grincer quelques dents, et a placé le RPR voisin de Meurthe-et-Moselle, faiblement implanté dans ce département, en position délicate.

Car André Rossinat, député, maire de Nancy, président du Parti radical valaisien (second derrière le général Marcel Bigard pour les législatives et tête de liste pour les régionales), a eu beau jeu, dans ce contexte, de fixer à son tour des conditions draconiennes aux chiraquiens de Meurthe-et-Moselle, qui caressaient l'espoir d'une possible union avec l'UDF avant d'être secourus par une profonde crise interne. (Le maire de Toul, Jacques Gosset, et le député régional, Roland Moine, tous deux candidats potentiels sur les listes du RPR, ont été suspendus du mouvement.)

La volonté de Pierre Messmer de régner sans partage, à soixante-neuf ans, sur sa propre fédération est aussi à l'origine de quelques coups d'éclat. En ne se représentant pas aux cantonales de 1982, l'ancien premier ministre de Georges Pompidou avait laissé croire à ses dauphins potentiels que l'heure de la succession était proche. Il n'en est rien. « Pierre Messmer reste notre meilleure locomotive », disent ses fidèles pour expliquer qu'il conduit les deux listes mosellanes.

### Crise au RPR

Julien Schwartz, réélu en mars 1985 à la présidence du conseil général de Moselle, ne l'entendait pas ainsi. Il a préféré se retirer plutôt que d'apparaître en seconde place pour les régionales. Bénéficiant, au sein de l'Assemblée départementale, du soutien d'élus non inscrits, M. Schwartz voulait en placer deux en position d'éligibilité. Ce souci d'ouverture n'a pas été du goût de tous les jeunes élus RPR ni des responsables départementaux. A son tour, André Lacroix a claqué la porte du mouvement furieux de n'avoir pas été retenu dans les trois premiers tirs législatifs qu'il avait régionaux. « Je n'ai pas été un bon courtisan », lance-t-il. En dépit de sa victoire aux cantonales de 1982 contre le député socialiste Robert Malgras, il a été sanctionné pour avoir échoué à deux reprises dans sa tentative d'enlever la mairie de Thionville, tenue depuis 1977 par Paul Souffrin, seul sénateur commu-

niste de Lorraine et tête de liste du PC pour les régionales.

Refusant de répondre à cette polémique interne, Pierre Messmer, qui reste mystérieux sur ses ambitions pour l'après-mars, mène une campagne qu'il veut politique : le RPR doit, selon lui, devenir le premier parti en Lorraine. Pour y parvenir, il n'a pas fait de cadeaux à l'UDF, notamment en Meuse. Dans ce département, le seul de Lorraine où l'opposition a constitué des listes uniques afin d'accroître ses chances de reprendre au PS les deux sièges de député, le RPR a réussi à obtenir la moitié des places éligibles pour ses candidats, alors que les amis de Gérard Longuet, ancien député de Bar-le-Duc et trésorier du RPR, sont largement majoritaires. L'opération a été facilitée par les divisions de l'UDF. M. Longuet ne faisant pas l'unanimité.

### « Un chrétien doit être socialiste »

Alors que Pierre Messmer était encore à Matignon, Jean Laurain enseignait à Metz. Plus à l'aise devant les étudiants qu'à la tribune d'un meeting électoral, il répondait volontiers, durant la campagne présidentielle de 1974, aux invitations de groupes de lycéens et d'étudiants désireux de s'engager en politique. « Un chrétien doit être socialiste », plaçait-il.

Ces traits lui sont restés. Aujourd'hui encore, il préfère les remises de décorations (qu'il multiplie ces dernières semaines) aux anciens combattants et les cercles restreints plutôt que les grands rassemblements populaires ou les joutes électorales. Ses amis avaient déjà dû le pousser pour qu'il prenne, en 1983, la tête de la liste pour les municipales à Metz. Plus que l'échec face à Jean-Marie Rausch, c'est son ampleur qui a été durement ressentie : le PS, allié au PC et au MRG, a recueilli que 35,5 % des suffrages contre près de 49 % pour François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1981.

« Jean Laurain est un homme honnête mais il n'est pas un meneur d'hommes », affirme Philippe Raymond, président du MRG de Moselle et coadjuteur du secrétaire d'Etat en 1983. Aujourd'hui, il règle ses comptes avec le Parti socialiste. Les radicaux de gauche seront présents sous leur propre bannière tant en Moselle qu'en Meurthe-et-Moselle, conformément à l'accord national conclu entre le PS et le MRG.

En dépit de sa timidité, la présence de Jean Laurain évite une guerre de succession qui n'arrangerait pas les intérêts du PS. Celle-ci a d'ailleurs failli éclater. Avec un secrétaire d'Etat et cinq députés sortants, les choix n'ont pas été aisés. Leur implantation géographique n'a pas non plus facilité la tâche du premier secrétaire de la fédération, René Leucart, fin tacticien.

En prenant la tête de liste, Jean Laurain condamnait Nicolas Schiffer, son suppléant (troisième aux régionales). Il restait ensuite à départager René Drouin et Robert Malgras, tous deux élus du bassin sidérurgique. Le premier secondait Jean Laurain. Depuis 1981, il s'est fait successivement élire conseiller général et maire de Moyeuvre-Grande, enlevant ces mandats au communiste César Depietri, ancien député de la circonscription. Le second mènera la bataille des régionales.

Le choix, dans le bassin houiller, a tourné à l'affrontement de personnes. Charles Metzinger, qui est allé défendre son dossier chez Lionel

Jospin, s'est imposé pour la troisième place. « Il a toujours été élu au premier tour sans l'aide des voix communistes », plaide René Leucart.

Furieux d'être ainsi relégué, Paul Bladt, le tonneur en 1981 de Jean-Marie Rausch (RPR), à Forbach, s'est retiré, refusant la quatrième position. « Je ne peux pas cautionner une liste placée par trois enseignants en tête dans un département parmi les plus industrialisés de France », regrette cet ancien mineur de charbon.

### Un choix présidentiel

Pour éviter les querelles internes auxquelles ont été confrontés Pierre Messmer et Jean Laurain, le sénateur et maire CDS de Metz, Jean-Marie Rausch, a attendu le dernier moment pour dévoiler sa liste régionale. Son objectif prioritaire - il a reçu le soutien de Raymond Barre - est de rentrer à la tête du conseil régional, qu'il préside depuis 1982. Il fait campagne sur ce thème : « Jean-Marie Rausch, un président pour la Lorraine ».

Le plus dur pour lui a été de déterminer la meilleure stratégie. Ses choix personnels n'ont pas été simples. Pour atteindre son but, devait-il ou non prendre la tête des deux listes ? Il a choisi de se consacrer exclusivement aux régionales, misant sur son bilan : le plan lorrain adopté à l'unanimité et les aides apportées par l'Etat à la région au terme de dures négociations (4 mil-

liards de francs, dont 3 au titre du contrat de plan).

Le choix de Jean-Marie Rausch a également été dicté par sa volonté de ne pas rendre « son image floue », selon son expression, même si sa présence aux législatives aurait sans doute permis à l'UDF de faire passer un député supplémentaire. Il est également vrai qu'il conserve un mauvais souvenir des législatives. En 1973, alors tout jeune maire de Metz à la recherche d'un mandat national, il avait été battu par le bouillonnant maire d'Amneville, Jean Kiffer (qui tenta de retrouver un siège perdu en 1978 face à Jean Laurain).

En n'apparaissant qu'aux régionales, Jean-Marie Rausch entend réaliser un score personnel. Il figure d'ailleurs seul sur ses affiches. « Faire passer la Lorraine de la civilisation industrielle à celle de la communication », tel est le message du maire de Metz, qui ne refuserait pas, par exemple, le ministère des télécommunications qu'il avait décliné en 1981 Jean Laurain.

Le choix de Jean-Marie Rausch a laissé à Jean Seilinger, son député UDF de Moselle, la voie libre. Il s'y est engouffré. La seconde place, très disputée entre Denis Jacquet et Pierre Ferrari, tous deux adjoints au maire de Metz, est finalement revenue au premier, au nom de l'équilibre entre les composantes de l'UDF, le second étant troisième pour les régionales.

JEAN-LOUIS THIS.

## Le maître et l'élève

De notre correspondant

Metz - Qui, du maître ou de l'élève, sera le meilleur ? Christian Poncelet, sénateur et maire de Remiremont, président du conseil général des Vosges, a mis tous les atouts de son côté. Il veut démontrer au toujours jeune député et maire d'Épinal, Philippe Séguin, vice-président de l'Assemblée nationale, qu'il est et reste le patron, non seulement du RPR dans les Vosges, mais aussi de tout le département.

L'arbitre de ce match quelque peu étrange, puisque les deux protagonistes ne sont pas directement opposés l'un à l'autre (le premier est candidat pour les régionales, le second pour les législatives), est Christian Piarret, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, et double vicaire de liste du PS.

En tranchant en faveur de Philippe Séguin, dans le débat d'idées qui l'oppose au président du conseil général, les instances nationales du RPR, en acceptant l'option des listes d'opposition séparées, ont servi les intérêts de Christian Poncelet.

Cet ancien secrétaire d'Etat (il l'a été cinq fois dans les gouvernements de Pierre Messmer, Jacques Chirac et Raymond Barre), indispensable en campagne électorale, a réussi le tour de force de regrouper derrière son nom deux socio-professionnels de poids (Daniel Gremillet, trésorier du Centre national des jeunes agriculteurs, et Jean-Louis Nier, président de l'Union patronale lorraine, seul conseiller général UDF des Vosges engagé pour les régionales).

Bénéficiant de solides amitiés, après vingt-cinq années de vie politique, Christian Poncelet entend bien enlever sept des treize sièges vosgiens au conseil régional, dont il est le puissant président de la commission des finances. Bien qu'il refuse de s'engager plus avant, ses ambitions pourraient ne pas s'arrêter là.

Pense-t-il à la présidence de l'Assemblée régionale, où l'opposition est assurée de conserver une confortable majorité ? Officiellement, le sujet n'est pas à l'ordre du jour. UDF et RPR s'apprêtent à signer, le 1<sup>er</sup> mars, une plate-forme commune baptisée « Accord pour diriger ensemble la Lorraine ». Le texte sera paraphé par Jean-Marie Rausch et Pierre Messmer, sous l'œil d'André Rossinat et de Christian Poncelet.

La région tout comme le département n'intéresse pas Philippe Séguin. Sa vision de la décentralisation ne comporte que deux échelons : la commune et l'Etat.

Propulsé, à sa sortie du cabinet de Raymond Barre, sur la scène politique vosgienne en 1978 par... Christian Poncelet, ce trublion sérieux sera jugé la première fois sur ses qualités de gestionnaire. Depuis son élection à la mairie d'Épinal en 1983, il a tenté des paris audacieux. Tel que le câblage de la ligne opération évaluée entre 60 et 70 millions de francs.

Outre Christian Piarret dont la réélection paraît acquise, Philippe Séguin trouve sur sa route l'UDF Hubert Voilquin, ancien député, qui a pour lui une solide implantation locale. La tâche de l'enfant terrible du RPR n'est pas des plus aisées.

J.-L. T.

## REPÈRES

### MEURTHE-ET-MOSELLE

**PRÉSIDENTIELLE, 1<sup>er</sup> tour**  
(26 avril 1981)  
Ins., 463 469 ; abst., 19,38 % ; suff. ex., 368 014. MARCHAIS, 65 345 (17,75) ; MITTERRAND, 98 100 (26,65) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 104 828 (28,48) ; GISCARD D'ESTAING, 108 543 (29,49) ; CHIRAC, 50 693 (13,77) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 62 211 (16,90).

**LÉGISLATIVES, 1<sup>er</sup> tour**  
(14 juin 1981)  
Ins., 465 226 ; abst., 31,03 % ; suff. ex., 315 982. PC, 51 098 (16,17) ; PS-MRG, 128 813 (40,76) ; UDF-RPR, 119 895 (37,94).

**EUROPÉENNES (17 juin 1984)**  
Ins., 463 196 ; abst., 48,28 % ; suff. ex., 230 196. PC, 27 595 (11,98) ; PS, 42 408 (18,42) ; UDF-RPR, 96 166 (41,77) ; FN, 26 689 (11,59).

### MEUSE

**PRÉSIDENTIELLE, 1<sup>er</sup> tour**  
(26 avril 1981)  
Ins., 139 031 ; abst., 16,96 % ; suff. ex., 113 376. MARCHAIS, 13 825 (12,19) ; MITTERRAND, 30 700 (27,07) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 32 372 (28,33) ; GISCARD D'ESTAING, 37 539 (33,11) ; CHIRAC, 17 838 (15,73) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 21 397 (18,87).

**LÉGISLATIVES, 1<sup>er</sup> tour**  
(14 juin 1981)  
Ins., 139 136 ; abst., 24,60 % ; suff. ex., 103 179. PC, 8 836 (8,56) ; PS, 42 137 (40,83) ; UDF-RPR, 49 086 (47,57).

**EUROPÉENNES (17 juin 1984)**  
Ins., 139 550 ; abst., 41,63 % ; suff. ex., 77 429. PC, 5 396 (6,96) ; PS, 15 093 (19,49) ; UDF-RPR, 35 208 (45,47) ; FN, 8 469 (10,93).

### MOSELLE

**PRÉSIDENTIELLE, 1<sup>er</sup> tour**  
(26 avril 1981)  
Ins., 634 162 ; abst., 18,60 % ; suff. ex., 506 638. MARCHAIS, 59 771 (11,79) ; MITTERRAND, 132 988 (26,24) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 139 833 (27,60) ; GISCARD D'ESTAING, 172 259 (34) ; CHIRAC, 82 234 (16,23) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 97 820 (19,30).

**LÉGISLATIVES, 1<sup>er</sup> tour**  
(14 juin 1981)  
Ins., 635 558 ; abst., 32,54 % ; suff. ex., 419 955. PC, 41 578 (9,97) ; PS, 171 019 (40,72) ; UDF-RPR, 184 535 (43,94).

**EUROPÉENNES (17 juin 1984)**  
Ins., 649 311 ; abst., 48,39 % ; suff. ex., 317 662. PC, 20 949 (6,59) ; PS, 83 240 (26,17) ; UDF-RPR, 136 654 (43,01) ; FN, 44 602 (14,04).

### VOSGES

**PRÉSIDENTIELLE, 1<sup>er</sup> tour**  
(26 avril 1981)  
Ins., 271 274 ; abst., 17,60 % ; suff. ex., 218 363. MARCHAIS, 25 136 (11,51) ; MITTERRAND, 59 205 (27,11) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 62 982 (28,84) ; GISCARD D'ESTAING, 65 333 (29,91) ; CHIRAC, 39 975 (18,30) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 47 511 (21,75).

**LÉGISLATIVES, 1<sup>er</sup> tour**  
(14 juin 1981)  
Ins., 271 541 ; abst., 26,26 % ; suff. ex., 196 246. PC, 14 972 (7,62) ; PS, 84 996 (43,31) ; UDF-RPR, 87 365 (44,51).

**EUROPÉENNES (17 juin 1984)**  
Ins., 273 533 ; abst., 44,93 % ; suff. ex., 141 760. PC, 8 245 (5,81) ; PS, 27 604 (19,47) ; UDF-RPR, 66 147 (46,66) ; FN, 15 580 (10,99).



## droite

13 000 emplois dans la région, 5 000 à peine ont vu le jour. Cette roue de secours - si l'on ose dire - promise par Raymond Barre pour endiguer les premières restructurations dans la sidérurgie s'est dégonflée.

L'économie régionale cherche toujours un nouveau souffle. La création d'un port d'attractions de Nouveau Monde des Schtroumpfs, à Hagondange, en Moselle, est un symbole pour les socialistes. En lui accordant les mêmes avantages qu'au Dôme de Marne-la-Vallée, le premier ministre a donné un coup de pouce à sa conception. Si le projet, conçu par deux commerçants lorrains, emporte un assentiment quasi général, d'autres sont de véritables pommés de discorde. Le projet d'aéroport régional de ceux-là. Le PS, après s'être opposé, est favorable à la construction, point de vue toujours défendu par l'UDF. Jean-Marie Rausch, président du conseil régional, souhaite faire de la Lorraine un pôle d'attraction en matière de communication, affirme que cette réalisation est indispensable pour attirer les industries de haute technologie à venir s'implanter. Le RPR ne partage pas cette analyse. Jugant la rentabilité de l'investissement trop aléatoire, il lui préfère un TGV Paris-Metz.

## JEAN-MARIE RAUSCH

## une région

Le député Jean-Marie Rausch a toujours été élu sans l'aide des voix pleines René Leu-

Le député Jean-Marie Rausch a toujours été élu sans l'aide des voix pleines René Leu-

## présidentiel

Le député Jean-Marie Rausch a toujours été élu sans l'aide des voix pleines René Leu-

Le député Jean-Marie Rausch a toujours été élu sans l'aide des voix pleines René Leu-

## maître et l'élève

## correspondant

Le député Jean-Marie Rausch a toujours été élu sans l'aide des voix pleines René Leu-

Le député Jean-Marie Rausch a toujours été élu sans l'aide des voix pleines René Leu-

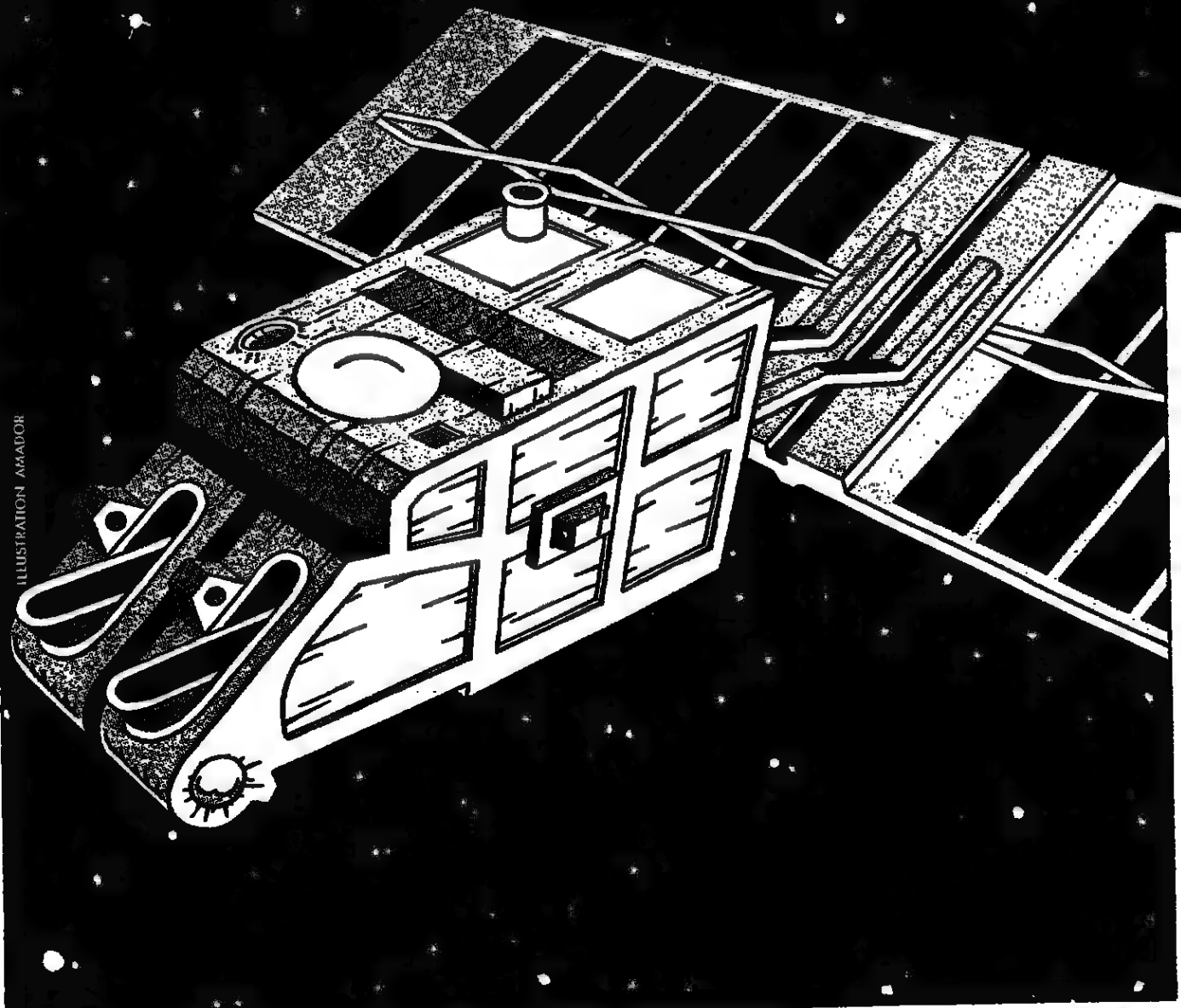
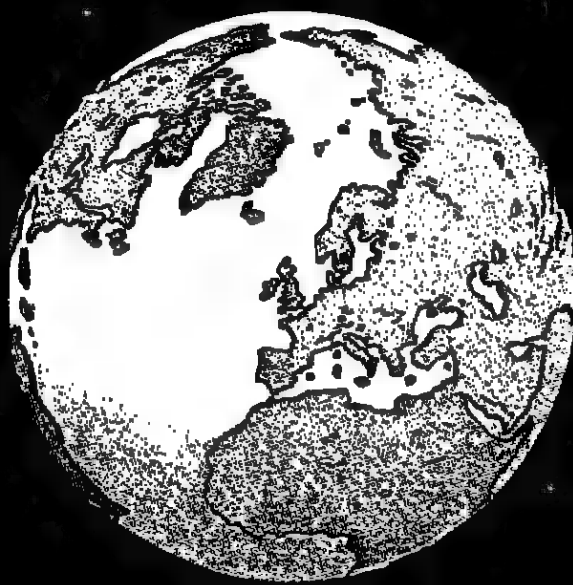
Le député Jean-Marie Rausch a toujours été élu sans l'aide des voix pleines René Leu-

JEAN-LOUIS THIR

J.-L. T.

## SPOT ET L'IGN

## POUR AVANCER, NOUS PRENONS DU RECUL.



## L'IGN PREND DE L'AVANCE.

Aujourd'hui, le lancement de SPOT, l'IGN fait un bond en avant en abattant une carte décisive dans la compétition internationale.

L'Institut Géographique National est heureux de faire ainsi franchir une étape aux technologies françaises d'information géographique. Et ceci, au moment même où le groupe développe sa présence sur les marchés extérieurs avec la création de sa filiale «IGN FRANCE INTERNATIONAL».

L'IGN remercie tous ceux qui ont permis la mise sur orbite du 1<sup>er</sup> satellite français de télédétection : CNES, SPOT-IMAGE, MATRA ESPACE, SEP ainsi que l'AÉROSPATIALE, ALCATELESPACE, CROUZET et SODERN.

Autant de collaborateurs de partenaires, qui font qu'aujourd'hui, la terre brille sous le SPOT!

**ign**  
FRANCE

136 bis, rue de Grenelle - 75007 PARIS



# Le Monde

## EDUCATION

### Les collèges en cure de rénovation

Le pari de la rénovation des collèges est loin d'être gagné. La petite révolution prônée par le rapport Legrand au début de 1983 devait permettre aux collèges de s'adapter à la grande hétérogénéité de leur public, désespérant pour les enseignants et souvent dramatique pour les élèves. Pédagogie différenciée, suivi individualisé des élèves, concertation entre les professeurs : les idées ne manquaient pas. Aujourd'hui, M. Hussonet, directeur des collèges au ministère de l'éducation nationale, observe : « la formidable décalage entre les projets et leurs réalisations ». Il commente avec amertume le bilan mitigé dressé en avril 1985 par l'inspection générale des collèges dans deux rapports publics qui évoquent « l'inquiétude flottante » qui régnait dans certains collèges après quelques années de rénovation. M. Hussonet ne pourrait être mesuré sérieusement qu'après plusieurs années, à moins qu'il ne soit une dynamique propre et ne soit pas remise en cause.

Prudemment mise en œuvre par M. Savary, qui avait cumulé le « malaise profond » régnant dans les collèges, la politique de « rénovation » a été poursuivie et même renforcée par son successeur, qui l'a baptisée en un slogan : « Construire le collège de la réussite ». Sans parvenir à séduire l'ensemble du corps enseignant, appelé pourtant à généraliser les nouvelles méthodes dans tous les collèges d'ici à 1988.

Tandis que la Syndicat national des instituteurs (à majorité socialiste) se déclare « mécontent » d'avoir obtenu que la réorganisation des collèges ne soit qu'un abaissement de niveau, les syndicats d'enseignants des collèges (PEGC) à 18 collèges au lieu de 21, le SNALC (proche de l'opposition) qualifie la réorganisation de « vote de garage » et le SNES (dirigé par une majorité communiste) parle de « bricolage ». Ce dernier syndicat fait état de la déception de ses adhérents et souligne le flou qui entoure certaines orientations et le surcroît de travail qu'elles occasionnent. Certes, le souci de différencier les catégories d'enseignants modelait depuis les origines les positions syndicales sur la rénovation. Le fait que les professeurs aient eu un avantage horaire explique en partie leur hostilité.

#### Travail individualisé

Il paraît que la grande des derniers recoupe en partie le constat opéré par l'inspection générale de l'éducation nationale à l'inspection générale de l'administration en 1984-1985, première année de mise en œuvre de la rénovation.

Selon la direction de M. Savary, la réforme avait d'abord été appliquée aux seuls collèges volontaires (10 % du total), choisis pour avoir présenté un projet cohérent de travail collectif des enseignants, de réorganisation du temps scolaire et de groupement des élèves. Mais, dans la première étape, les PEGC enseignants dans les collèges volontaires voyaient leur obligation de service ramenée à dix-huit heures (horaire de leurs collègues certifiés), auxquels s'ajoutaient huit heures supplémentaires à la constitution d'équipes pédagogiques.

Avec M. Chevènement, qui qualifie le collège de « maillon sensible du système éducatif », le ministère conserve ses objectifs, bien que le ministre évite de faire désormais la moindre allusion au rapport Legrand, qui sent le souffre dans les enseignants. Trois équipes pédagogiques sont retenues : la constitution de groupes de niveau homogène (mais dont les élèves peuvent changer en cours d'année en fonction de leur progression) en français, mathématiques ou première langue vivante ; l'aide au travail individualisé par l'organisation d'études surveillées

La politique de rénovation - qui doit porter remède au « malaise profond » des collèges - généralise peu à peu. Les premiers bilans montrent les difficultés de l'opération.

(prise en charge éventuellement par des TUC) ou dirigées (le tuteurat prôné par M. Legrand est officiellement abandonné) ; ces orientations doivent être appliquées grâce au travail collectif des enseignants dont les tâches, rappelle le nouveau ministre, ne se sont jamais limitées à faire les cours.

Commencée dans le volontariat, la rénovation passe à la généralisation avec M. Chevènement, puisque sa généralisation à tous les établissements est programmée par tranches : 25 % à la rentrée 1985, puis 25 % en plus chaque année pour atteindre la totalité en 1988-1989. Au-delà, le ministre met l'accent sur les nouveaux programmes, publiés en livre de poche et mis en

Il est donc à craindre que les collèges qui entreront en rénovation dans les dernières années du mouvement s'effiloche peu à peu. D'autant que les actions de formation spécifiques, l'une des « carottes » proposées aux enseignants pour la rénovation, se sont révélées décevantes en 1984, selon l'inspection générale : stages trop brefs, saupoudrés, formateurs peu compétents, contenus flous, et surtout désorganisation du travail par l'absence de remplacements.

L'analyse des projets et des actions pédagogiques mises en œuvre révèle un grand conformisme par rapport au cadre national. L'idée d'une « pédagogie différenciée » a réduit souvent l'organisation de

ciers supplémentaires, voire une réduction de leur temps d'enseignement. D'où la pratique de « l'autoréduction » de la durée des cours dans certains établissements pour compenser les heures nouvelles. Les limites du bénévolat ne sont pas indéfiniment extensibles, reconnaît l'inspection générale. Quant au directeur des collèges, il admet que la mise en place des nouvelles équipes peut demander un effort supplémentaire aux professeurs, mais que, ensuite, « les équipes se stabilisent » et travaillent ensemble « une autre façon de travailler ».

A la fin de l'année 1984-1985, la tendance générale était cependant, selon le rapport, à la « clarification des objectifs ». Le diagnostic globalement peu encourageant de l'inspection générale a inspiré à l'éducation nationale une série de mesures et une série inflexible de critères des nouveaux programmes des collèges, qui doivent entrer en application à la prochaine rentrée. Le ministère veut ainsi éviter que la rénovation soit limitée à la seule mise en place de groupes de niveau homogène et se dérive vers la reconstitution de classes ségrégatives. D'autres formules de regroupement temporaire d'élèves doivent être inventées par les équipes pédagogiques.

#### « Irréversible »

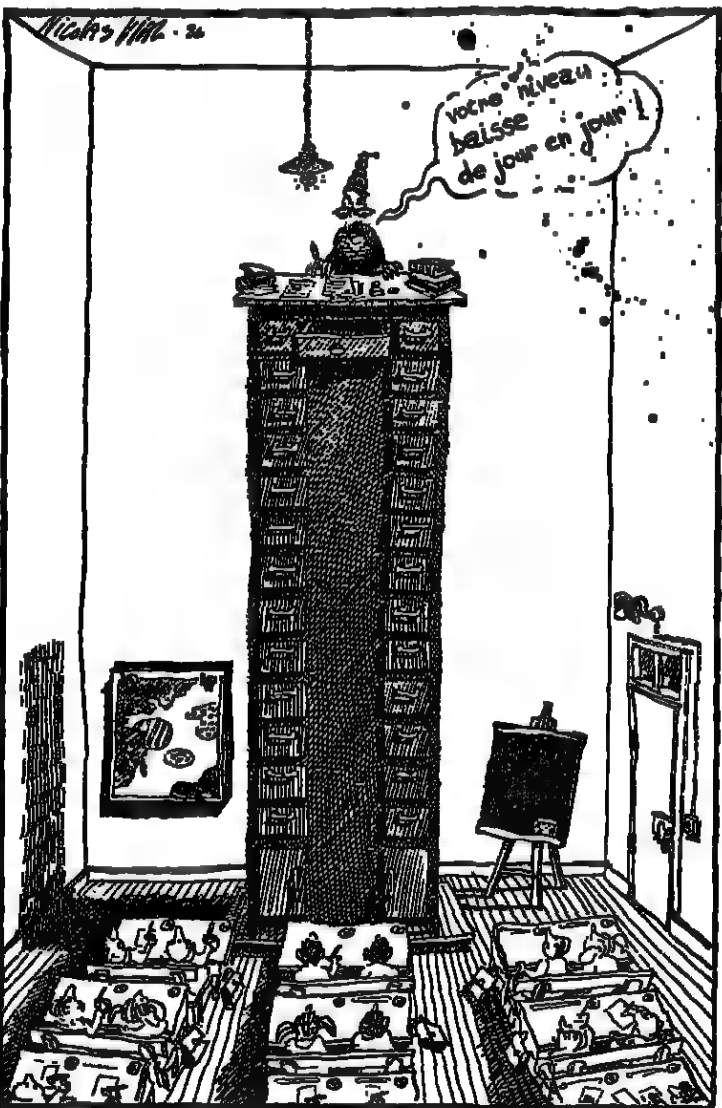
À la rentrée 1986, la réforme hétérogène devra être mise en place dans une partie de l'école de chaque collège. En l'absence de leurs collègues d'enseignement, toutes les catégories de professeurs devraient avoir les mêmes obligations : concertation, suivi individualisé des élèves, travail avec les parents, conseils de classe... sans que ces tâches puissent correspondre à un horaire précis. Une heure et demie d'activités dirigées équivalra pour les enseignants volontaires à une heure de cours.

La formation à la didactique des disciplines a été adaptée depuis 1981 à une demande de plus en plus nombreuse. En volume, les objectifs de formation fixés pour 1986 par le IX<sup>e</sup> Plan sont d'ores et déjà atteints. L'insuffisance des moyens de remplacement devrait être partiellement compensée par l'organisation de stages et les études pour certaines disciplines, et surtout par la programmation des sessions, désormais prévues en deux années, et la prise en compte pour l'établissement des emplois du temps.

Mais le ministère compte aussi beaucoup sur les nouveaux programmes, qui fixent des objectifs plus précis, pour conforter la « rénovation ». Les compléments à ces programmes, à paraître dans les semaines à venir, dessineront la liste des connaissances à acquérir dans chaque domaine pour chaque matière ; ces textes proposeront une pratique concrète de la pédagogie différenciée et indiqueront des modes d'évaluation possibles, pour la classe et à l'extérieur d'un premier temps.

Toutes ces mesures doivent, dans l'esprit de leurs auteurs, consolider un mouvement déjà considéré comme « irréversible ». Mais suffiront-elles à faire oublier, à des enseignants très chahutés sur ce point, la hausse des effectifs par classe (près de 30 en moyenne, au lieu de 24,71 cette année) qui attend à la prochaine rentrée ? « L'une des rentrées les plus délicates sur le plan », admet-on au ministère. Les effets de la démographie déjà amorcée en se feront pleinement sentir qu'en 1987...

PHILIPPE BERNARD.



œuvre à la rentrée 1986, introduit la technologie et l'éducation civique et insiste sur la formation des PEGC.

Le passage du volontariat à la généralisation progressive d'une « rénovation », à laquelle tous les enseignants n'adhèrent pas, est une tâche l'un des points les plus sensibles du dispositif. L'inspection générale estime que, dans les collèges où la réforme se met en place, mais le principal est une minorité d'enseignants (5 % à 15 %) jouent un rôle négatif.

Dans certains établissements, la rénovation n'est que partielle et concerne qu'une partie souvent minoritaire des professeurs, les autres ne participant pas. Ailleurs, l'ensemble du corps enseignant s'implique, à l'exception de quelques irréductibles. Les collèges qui manifestent la plus de difficultés sont généralement présentés les projets de rénovation les plus intéressants et efficaces. A l'inverse, les collèges situés en milieu favorisé et ceux que les enseignants qualifient de « brisés », pour qu'ils adoptent les nouveaux mots d'ordre, ont déposé des projets de « faible intérêt » et dont les résultats de développement sont « aléatoires ».

Des enseignants, dépourvus d'instruction méthodologique précise et d'expérience d'évaluation, ont eu tendance à considérer les « groupes de niveau » comme une panacée pour traiter l'hétérogénéité de leurs élèves, leur difficulté majeure. Hélas ! aucun miracle ne leur a produit immédiatement les déceptions liées à la hauteur des espérances. De même, l'adaptation du contenu des enseignements à la nouvelle organisation des cours n'a généralement pas été réalisée et l'inspection générale estime que les améliorations constatées dans les premiers mois ne sont que des effets de nouveauté.

Autre point d'achoppement essentiel, la réduction de l'horaire d'enseignement des PEGC, source d'inégalités et d'un malaise dans les catégories de professeurs. Quelques rares PEGC, mis à la rénovation, ont pu bénéficier de la concertation au soutien, comme cela leur est implicitement demandé. A l'inverse, des professeurs certifiés estiment que la réforme exige d'eux un travail supplémentaire non toujours rémunéré.

D'où la difficulté de motiver leur adhésion au système en revendiquant des moyens finan-

#### LIVRE

### Lycée mode d'emploi

Le lycée n'est plus ce qu'il était. Les souvenirs du « bahut » de papa et de sa « math, élém. » sont d'une maigre utilité pour comprendre cette institution qui accueille aujourd'hui trois fois plus d'élèves qu'en 1960, en moyenne de conduire, mais les vœux de M. Chevènement, ministre de l'éducation nationale, en l'an 2000. Les enseignants et les élèves qui font (ou défont) la réputation des lycées ne s'apparaissent guère plus fidèles pour guider les futurs parents d'élèves ou les élèves eux-mêmes d'assurer la réussite scolaire de leur progéniture. Le mieux est encore de juger sur pièces, d'enquêter sur le terrain, d'interroger les acteurs qui, du parent d'élève au proviseur, de l'apprenti bachelier au professeur agrégé, tentent de vivre sur la planète lycée.

C'est ce qu'ont fait Jean-Michel Croissant, rédacteur en chef du Monde de l'éducation, Christine Garin, Michèle Gaudier et Yves-Marie Labé, tous journalistes spécialisés dans les questions scolaires. Leur Guide du lycée n'est ni un livre de recettes pour parents angossés, ni un bré-

viaire d'enseignement modéré, ni un pamphlet amusant sur l'école, mais il dresse le bilan de santé complet de ce maillon essentiel au système éducatif. Ouvrage de référence pour ceux qui cherchent leur voie dans le secondaire, le Guide du lycée est surtout un gros livre bourré de conseils concrets qui ouvre des pistes de réflexion loin des grosses lignes ministérielles et des sursauts idéologiques. Les réponses à des questions toutes faites, pas de solution miracle à la situation désespérée du lycée X, mais des informations, des propos de professionnels et d'usagers divers qui éclairent le débat.

Lycée-mode d'emploi, lycée-portrait de famille, lycée-clé pour l'avenir, les lecteurs apprendront à déjouer les pièges de l'orientation, à pénétrer dans le bureau du proviseur ou même dans la salle du conseil de classe, rencontreront l'inspecteur de l'inspection, découvriront ce qu'un examinateur déteste entendre à un oral du bac, emprunteront enfin les difficiles chemins de la démocratisation de l'enseignement secondaire.

#### Pour une « évaluation raisonnée »

Au lycée, le professeur n'est pas particulièrement brillant : sélection sociale, programmes rigides, hiérarchie des cours et des matières, obsession du bac, professeurs solitaires et élèves désorientés, absence d'information du public sur l'efficacité des établissements. Les lycées, décidément, pourraient mieux faire et cesser de produire « des élèves ni cultivés ni savants, mais gâtés ». Mais y a-t-il des exceptions ? Existe-t-il des « bons lycées » ? Comment les reconnaître ? Les questions parcourent le livre comme autant d'interrogatoires.

Au-delà de l'interrogation légitime sur les parents, l'évaluation est un enjeu social indispensable à la décentralisation administrative (les lycées sont désormais rattachés aux régions) et à l'élaboration de projets pédagogiques spécifiques à chaque établissement, sans oublier l'éventualité d'un assouplissement, voire d'une disparition, de la sectorisation scolaire. L'évaluation des lycées - selon le principe des établissements retenus par l'inspection nationale - est un problème complexe.

que que sa nécessité est impérieuse.

Le Guide du lycée pour une « évaluation raisonnée » des établissements, dont l'uniformité proclamée n'est qu'un mythe. Mais l'ouvrage tente aussi de démystifier l'école selon la méthode dans l'absolu de « bons lycées », sans en faire un mythe non plus. Il résume le baccalauréat, la diversité des établissements, née de leur environnement social et de la stratégie plus ou moins consciente de leurs proviseurs, broille les cartes et exige des indicateurs plus sophistiqués.

Lieu d'enseignement au lieu de vie, le lycée est un enjeu social à première importance. Mais il n'est pas besoin de lui entre les lignes du guide qui lui est consacré pour discerner aussi la passion d'enseigner et le bonheur d'apprendre.

Ph. B.

Le Guide du lycée à l'usage des élèves, de leurs parents et de leurs professeurs, par Jean-Michel Croissant, Christine Garin, Michèle Gaudier et Yves-Marie Labé. (Le Seuil, 390 p., 17 F.)

### Racine fête son centenaire

Sonnez hautbois, résonnez musettes ! Le lycée Racine (20, rue du Rocher, Paris 8<sup>e</sup>) fête son centenaire et organise à cette occasion une exposition sur la Paris des années 1880 et diverses manifestations.

La petite histoire, en l'occurrence, rencontre la grande : son centenaire en mai 1988 et son centenaire au tournant de mars 1989 témoignent d'une solide inscription dans le siècle. En l'évolution du lycée accompagne fidèlement l'élargissement progressif

de l'enseignement féminin en France.

C'est pour accueillir les jeunes filles de la bourgeoisie libérale et « éclairée » et pour former cinq ans des femmes instruites, sinon savantes, le lycée Racine en 1902 la création du premier baccalauréat qui ouvre aux filles les portes de l'Université et, vingt ans plus tard, de l'agrégation.

Il faudra attendre les années 60 pour voir s'ouvrir les premières classes mixtes et s'envelopper, sans doute, un peu du charme du second lycée de jeunes filles parisiennes après Fénelon.

RM 85 : LES RÉSULTATS LYCÉE PAR LYCÉE  
L'Éducation NUMÉRO DE MARS  
EN VENTE PARTOUT

(Publicité)  
Un séjour à la langue  
**différent.**  
A l'Ecole Américaine au lycée ou en Anglaise.  
Suissesse : Quatre semaines de cours intensifs en anglais, français, allemand ou italien. Pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.  
Anglais : Quatre semaines de cours intensifs en anglais pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.  
En Suisse comme en Angleterre, activités variées : sports, musique, arts, excursions.  
TASIS England Ext. 19, Colindale Avenue, Thorpe, Surrey, England TW20 8TE.  
Tel. (09320) 65252, Mox 52972.  
**The American School in Switzerland**

15 à 18 ans  
**Une année scolaire aux U.S.A.**  
avec Eurolangues  
documentation sur demande  
35, bd des Capucines 75002  
Paris Téléphone (1) 42.61.53.35

VO

La modernisation de l'industrie française peut-elle être efficace sans une réforme de l'éducation ? (rouges, votes fermés, etc.)

L'activité des Travaux Publics a chuté en 1980 et 1985 de 22 %. La raison en est-elle la conjoncture ou le manque de choix, de...

Pensez-vous qu'une politique ambitieuse de travaux publics crée de l'emploi, stimule le développement économique ?

Êtes-vous favorable à un complément de financements publics et pour permettre la réalisation de certains projets (autoroutes, ports, tunnels, au point de vue du coût du voyage (peage) plutôt que du coût du transport ?

Sous réserve des questions posées, laissez la place à l'initiative privée pour la réalisation de certains projets sur le marché intérieur ?

LES EN



**Switzerland**

# LES ENTREPRISES FRANÇAISES DE TRAVAUX PUBLICS



# société

## CHALLENGER

### M. Beggs démissionne

L'administrateur de la NASA, M. James Beggs, a été amené à démissionner de son poste et le processus de sélection d'un nouveau patron de la NASA est en cours, a annoncé mardi 25 février, un porte-parole de la présidence américaine. M. Beggs avait demandé, il y a trois mois, un congé sans solde pour pouvoir se consacrer à la défense de la NASA contre les attaques de fraudeurs lancées contre lui, concernant l'époque où il était, entre 1978 et 1981, directeur de la firme General Dynamics. M. Beggs avait été remplacé dans ses fonctions à la NASA par M. William Graham, mais il était toujours administrateur en titre.

D'autre part, témoignant devant la commission d'enquête sur l'explosion de Challenger, M. Allan McDonald, un ingénieur de la firme Morton Thiokol (constructeur des fusées d'appoint de la navette) a réaffirmé qu'il avait invité la NASA à différer le tir de la navette, plusieurs heures avant son lancement, mais que ses recommandations n'avaient pas été suivies.

## ÉDUCATION

### Mieux accueillir les handicapés à l'école

Maintenir les enfants handicapés dans les classes normales est l'objectif fixé par la loi de juin 1975, précise par deux circulaires de janvier 1982 et février 1983. Cette intégration, qui, selon le rapport de M. Henri Lefay, professeur agrégé de médecine à Paris-XIII, « est bénéfique non seulement à l'enfant handicapé mais aussi aux enfants normaux », se heurte cependant à des résistances.

En liaison avec le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Jean-François Chevenement vient de prendre un certain nombre de mesures en vue d'améliorer et de sensibiliser le grand public et les acteurs de l'intégration. Parmi celles-ci : la parution d'un Guide pratique de l'intégration en livre de poche, l'amélioration des liens entre les familles des enfants handicapés et les commissions spécialisées; l'introduction d'un enseignement sur la pédagogie des handicapés dans la formation des instituteurs; enfin, la mise en commun des moyens matériels à l'échelon départemental pour permettre des échanges entre établissements.

## RELIGION

### Un « printemps » des vocations

Quatre-vingt mille trois cent deux séminaristes dans le monde en 1984, soit 77 000 en 1983 et 73 000 en 1982 : la courbe des séminaristes dans l'Eglise catholique, qui compte 405 950 prêtres diocésains et religieux. En France, le chiffre des ordinations augmente aussi : 116 l'an dernier, contre 111 en 1984 et 98 en 1983. En 1983, le nombre des séminaristes avait légèrement baissé entre 1984 et 1985 : 1 188 à la fin de la dernière année scolaire, contre 1 211 précédemment.

Le pape ne se tient pas quitte pour autant de ce « printemps des vocations » qu'il appelle « l'Eglise » un « urgent besoin de prêtres », écrit-il dans un message publié le 25 février, à l'occasion de la journée mondiale de prières pour les vocations (20 avril). « C'est, ajoute-t-il, l'un des problèmes les plus urgents auxquels les communautés chrétiennes doivent faire face. La Christ ne souhaiterait pas une Eglise sans prêtres. Si le prêtre manque, c'est le Christ qui manque dans le monde. »

## TRAVAIL

### Féminin en hausse et disparité en baisse

Sur trois cent cinquante entreprises interrogées pour une enquête de l'Institut ADIA de gestion économique et sociale (1), publiée le 18 février, il apparaît que les femmes sont de plus en plus nombreuses à trouver une place dans le monde du travail, particulièrement depuis 1981. En 1979, les secteurs et toutes catégories confondues, elles représentaient 23,5 % des salariés. En 1983, elles sont 27,7 %.

Les écarts de rémunérations entre les hommes et les femmes restent importants mais ils ont diminué : l'écart de salaire moyen est passé de 27 % en 1979 à 22 % en 1983. La situation s'est améliorée aussi pour la formation des femmes, notamment dans les grandes entreprises (23,6 % des femmes en formation en 1979 et 28,5 % en 1983). Mais les disparités demeurent, tant pour les rémunérations que pour la promotion, pour les employés, les ouvrières et les techniciennes.

Dans les petites entreprises, les femmes sont les premières victimes des retards de promotion. Elles sont de plus en plus nombreuses dans les voies qui sont traditionnellement « féminisées » (les services, les commerces, la banque, mais dans tous les secteurs d'activité on observe une réduction des disparités et une très forte progression du nombre de femmes cadres.

(1) Institut ADIA, 53, rue de Valenciennes, 75017 Paris.

## L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES HANDICAPÉS

### Une communication au conseil des ministres

L'insertion sociale et professionnelle des handicapés fait l'objet d'une communication de M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, au cours du conseil des ministres de ce 26 février.

Les lois de 1923 et de 1957 qui réglementaient le travail des handicapés en entreprise sont devenues caduques. Elles imposaient un quota de 10 % pour les mutilés (de guerre notamment) et de 3 % pour les handicapés. Les lois n'étaient en fait pas appliquées et les entreprises ne respectaient plus les quotas en dépit de la menace de lourdes sanctions.

Une révision s'imposait donc et un texte unique a été étudié par le ministère du travail : le quota des salariés handicapés serait uniformé-

ment fixé à 6 %. D'autre part, le champ d'application de la loi s'étendrait à tous les secteurs public ou privé. L'administration désignerait son principe de « priorité » par secteur. Le chef de petites entreprises serait allégué. Une commission paritaire veillerait au bon fonctionnement de la réglementation. Enfin, le système des pénalités versées aux pouvoirs publics serait modifié : les amendes viendraient alimenter un fonds d'insertion professionnelle des handicapés qui financerait leur formation.

Actuellement, on compte en France trois cent quarante-cinq mille salariés handicapés. C'est ce qui vient compléter la loi d'orientation de 1975.

## Ordre national du mérite

Sont élevés à la dignité de grand-croix :

MM. Jean Laroque, procureur général honoraire à la Cour de cassation; Etienne Manac'h, ambassadeur de France; Georges Vedel, membre du Conseil constitutionnel.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

Mme Jacqueline Beytout, président-directeur général d'Echos; MM. Henri Colliard, représentant la France à l'Assemblée des droits de l'homme de l'ONU; Yvan Comolli, président-directeur général d'une société; Henri Michel, président du conseil d'his-

toire de la deuxième guerre mondiale; Joseph, dit Jean Lagubeau, administrateur national de la Fédération nationale des blessés du ponton et des chirurgiens; Roumagnac, ancien trésorier-payeur général; Claude Simon, homme de lettres.

Le Journal officiel du jeudi 13 février publie, en outre, une liste de promotions au grade de commandeur d'officier, une liste de promotions au grade de chevalier dans l'ordre national du mérite.

## IMMIGRATION

### SÉRIE D'ACTES DE SABOTAGE DANS LE MÉTRO DE PARIS

Plusieurs actes de sabotage ont été commis, le mercredi 26 février, dans le métro parisien au nom des manifestants de la prise d'otages du palais de justice de Nantes.

Ces actes de malveillance ont perturbé le trafic sur quatre lignes de métro : les deux lignes du RER, entre les gares de 7 et 45.

Selon la direction de la RATP, les actes de sabotage ont été commis par des manifestants d'Eau, Pont-Marie, Ourcq, Volontaires et du RER Vincennes, Nanterre-Ville et Cité-Universitaire. De plus, des plaques de lin ont été jetées sur la voie à la station Oberkampf et des courroies de câbles sur la voie à la station Liège.

Ces actes de sabotage ont été revendiqués par un communiqué s'intitulant Les travailleurs du négatif. Les actes de sabotage sur les lieux de plusieurs sabotages.

Cette organisation, qui a lancé, il y a une dizaine de jours, une campagne d'affichage sauvage sur les autobus et les cabines téléphoniques, a revendiqué ces actes de sabotage au nom de Georges Courtès, Patrick Thiolet et Abdel Karim Khalil, emprisonnés à Nantes après l'affaire de la prise d'otages au palais de justice de Nantes en décembre 1985.

## DÉFENSE

### LA PREMIÈRE VISITE DE M. QUILLÈS A UN SOUS-MARIN NUCLÉAIRE

### « Bonne chance » au « Terrible » !

De l'envoi spécial

A bord du Terrible. — Pour sa dernière patrouille, la huitième depuis qu'il est dans la « sous-marine » nucléaire, le capitaine de frégate Michel Hourcade avait, mardi 25 février, un bête de marque à bord du Terrible, qu'il commande depuis juillet 1984 : le médecin de la défense, M. Paul Quillès, en effet, venu assister au départ de la quarante-deuxième mission opérationnelle de la sous-marine depuis son entrée en service, il y a quatorze ans, et il a souhaité « bonne chance » à l'équipage au nom du président de la République. C'était la première fois que M. Quillès embarquait à bord d'un sous-marin nucléaire lance-missiles.

« Vous êtes, pour longtemps encore, l'instrument indispensable de notre défense nationale », a dit le ministre de la Défense, en présence de l'équipage, dont l'âge moyen est de vingt-sept ans.

Avant de plonger pour presque dix semaines de patrouille au fond des océans, le commandant Hourcade a fait les honneurs de son bâtiment à M. Quillès, qui était accompagné notamment de l'amiral Yves Lehar, chef d'état-major de la marine nationale, et du vice-amiral Alain Costantini, commandant la Force océanique stratégique (FOS). Le ministre, polytechnicien et ancien ingénieur, a posé beaucoup de questions techniques. « La densité des compétences à bord est impressionnante », a conclu M. Quillès. « Il y a quantité de petits problèmes techniques qui m'intéressent et, si j'avais dû écouter mon cabinet, j'aurais passé quatre jours, et non quelques heures, à bord. »

Le Terrible accomplit, la cent soixante-douzième patrouille opérationnelle de la FOST depuis la première mission, en janvier 1972, du premier sous-marin nucléaire lance-missiles, le Redoutable. Au total, deux cent cinquante mille heures de marche de ces sous-marins en patrouille, à ce jour, avec seulement deux interruptions momentanées de la mission : le médecin du bord de l'un des sous-marins a eu l'appendicite, et un officier d'un autre sous-marin, a été victime d'une péritonite. Ils ont dû être évacués par hélicoptère.

Depuis janvier 1983, et de façon permanente, trois sous-marins sont simultanément en patrouille opérationnelle, avec, au total, une cinquantaine de charges nucléaires à bord. En 1991, lorsque le Terrible, le Foudroyant, l'Indomptable et le Tonant seront sur le même modèle que l'Inflexible actuel, qui est armé de missiles M 4 à plusieurs têtes explosives, trois sous-marins nucléaires français à la mer représenteront trois cents charges. Trop ancien, le Redoutable s'embarquera pas de missiles M 4.

Commandant la base de l'île Longue, en rade de Brest, et l'escadillon des sous-marins nucléaires lance-missiles, le capitaine de vaisseau Henri Lacaille se déclare persuadé de la quasi-invulnérabilité de ce système d'armes pour des années encore. « On étudie, dit-il, un sous-marin de nouvelle génération, qui sera plus silencieux et qui sera prêt pour la mi-1994. » Un deuxième sous-marin du même type, ajoute M. Lacaille, le directeur de cabinet du ministre de la Défense, sera prêt, lui, pour 1997. »

J. L.

## IMMIGRATION

### Au secours ! La gauche s'en va

« Au secours ! La droite revient », avertissent les socialistes dans leurs affiches électorales. Ils ont été pris au mot : c'est sur ce thème qu'une dizaine d'associations de soutien aux immigrés, des intellectuels et des artistes ont lancé, mardi 25 février, un appel pressant au gouvernement de gauche (1). Leur SOS se résume ainsi : de nombreux étrangers se voient refuser une carte de résident, alors qu'ils sont régulièrement arrivés en France ; il reste vingt jours pour mettre fin à ces injustices et améliorer la réglementation en vigueur.

Les défenseurs des immigrés reconnaissent qu'une « bonne loi » a été votée le 17 juillet 1984. Une loi qui institue la carte de dix ans, renouvelable de plein droit. C'en était fini, pour beaucoup d'étrangers, de la quête incessante et humiliante des papiers. Mais la loi a été mal appliquée, et des milliers de personnes ont été exploitées par certains fonctionnaires chargés de leur application. Quatre catégories d'étrangers en seraient victimes aujourd'hui.

Première cas : celui de personnes vivant en France depuis trois ans, ayant donc droit à une carte normale de résident et à qui on ne délivre que des autorisations provisoires de séjour. Ce serait vrai notamment à Paris, dans les départements de la Seine-Saint-Denis, de la Seine-Saint-Denis, de la Seine-Saint-Denis.

Deuxième cas : celui de personnes arrivées en France entre dix et seize ans, à qui on refuse la carte de résident, alors qu'ils ont été scolarisés en France. A seize ans en effet, s'ils interrompent leurs études pour chercher un emploi ou postuler à un stage de formation, ils se voient refuser l'autorisation de travail et sont assimilés à des primoimmigrés. Or ces jeunes n'ont aucune intention de quitter la France, où réside leur famille. Ils ont toutes les chances de devenir des migrants.

Troisième cas : celui de conjoints ou d'enfants de travailleurs immigrés qui n'étaient pas entrés en France selon la nouvelle procédure du regroupement familial. Certains sont là depuis un ou deux ans et n'ont toujours pas de titre de séjour. Sans compter, ajoutent les associations, tous ceux qui ne peuvent venir en France parce que le travailleur qui les accueille doit disposer d'un logement assez grand et qu'on lui refuse souvent un tel logement parce qu'il est seul, véritable cercle vicieux.

Quatrième cas : celui des Algériens au chômage. Le protocole

de l'appel du 25 février. Ainsi, au moment de leur délivrance, des cartes d'un an auraient une validité déjà fortement entamée. Et des récépissés de trois mois, porteurs de cases mal cochées ou de tampons les rendant illisibles, inspireraient encore moins confiance à des employeurs éventuels.

### Épée de Damoclès

Deuxième cas : celui de jeunes étrangers, arrivés en France entre dix et seize ans, à qui on refuse la carte de résident, alors qu'ils ont été scolarisés en France. A seize ans en effet, s'ils interrompent leurs études pour chercher un emploi ou postuler à un stage de formation, ils se voient refuser l'autorisation de travail et sont assimilés à des primoimmigrés. Or ces jeunes n'ont aucune intention de quitter la France, où réside leur famille. Ils ont toutes les chances de devenir des migrants.

Troisième cas : celui de conjoints ou d'enfants de travailleurs immigrés qui n'étaient pas entrés en France selon la nouvelle procédure du regroupement familial. Certains sont là depuis un ou deux ans et n'ont toujours pas de titre de séjour. Sans compter, ajoutent les associations, tous ceux qui ne peuvent venir en France parce que le travailleur qui les accueille doit disposer d'un logement assez grand et qu'on lui refuse souvent un tel logement parce qu'il est seul, véritable cercle vicieux.

Quatrième cas : celui des Algériens au chômage. Le protocole

de l'appel du 25 février. Ainsi, au moment de leur délivrance, des cartes d'un an auraient une validité déjà fortement entamée. Et des récépissés de trois mois, porteurs de cases mal cochées ou de tampons les rendant illisibles, inspireraient encore moins confiance à des employeurs éventuels.

Le 22 février, dernier jour de l'année algérienne, le ministre de l'Intérieur, mercredi 26 février, en fin de matinée, a annoncé la décision qu'il avait prise de laisser repartir en France, au mois de décembre 1985, un dangereux terroriste. Au 1985, un dangereux terroriste, ministre des relations extérieures, opposant à un « démenti catégorique » aux informations publiées le jour même à ce sujet par certains journaux.

Ce dangereux terroriste, un extrême-droite algérien responsable de l'attentat d'octobre 1983 contre le président de l'Assemblée nationale à Beyrouth, est mort parmi les parachutistes de l'enlèvement des quatre otages français détenus depuis près d'un an au Liban, aurait été libéré à Paris récemment, mais la DST ne l'a pas arrêté à la demande du ministère des relations extérieures. Selon France-Soir du 26 février, avant la lettre confidentielle Marché.

Par ailleurs, il a été prévenu de l'attentat d'Alger par un télégramme de la Mission Blanche. Magnan a réagi le chef du groupe « action » des Hebertistes des Fous de Dieu, par ailleurs, il a été identifié par

Robert Solé.

(1) Parmi les signataires : CAIF (Conseil des associations d'immigrés en France), CLAP (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion), FASTI (Fédération des associations de travailleurs immigrés), MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'abolition des lois raciales), MM. Jean Ferrat, Maxime Le Forestier, Jean-Pierre Bredin et Alain Memmi.

Attentat à Paris. — Un engin explosif a provoqué, mardi 26 février, peu avant minuit, une explosion dans un appartement à Paris. L'engin avait été placé devant l'immeuble qui abrite, le siège social de la BNP, ainsi que le siège social de la Mutualité militaire.

Il n'y a pas eu de victime. L'attentat n'avait pas été revendiqué mercredi en fin de matinée.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ

## Graphologue MSI

Un cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 150 analyses graphologiques par semaine. Vous pouvez avoir une formation par correspondance très intéressante. Informations gratuites à : MSI, LM, 2001, rue de la République, 92100 St-Denis, Paris, France.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

### CONTREFAÇON DES MARQUES

### « CHANEL » et « C »

### Sur des VÊTEMENTS et SUBSTITUTION FRAUDULEUSE de PRODUITS

Par un jugement du Tribunal de Grande Instance de MARSEILLE en date du 27 novembre 1985 :

Dit que l'utilisation, par la Société LYDIA MARTIN de la dénomination « CHANEL » sur des vêtements qui ne sont pas de provenance CHANEL ainsi que l'apposition de cette dénomination sur des vêtements constitue les délits de contrefaçon, d'usage illicite et d'apposition frauduleuse de la marque « CHANEL » numéro 649 906/1 223 099 et ce, au sens respectivement de l'article 422-1<sup>er</sup> et de l'article 422-4 du Code Pénal, punis par les articles 27 et 28 de la Loi du 31 décembre 1984.

Dit que l'usage, par la Société LYDIA MARTIN de la dénomination « CHANEL » sur des boutons, comportant deux C majuscules entrecroisées en sens contraire, leur disposition sur les vêtements, constitue la contrefaçon de la marque figurative N° 938 201 dont la Société CHANEL est propriétaire, au sens de l'article 422-1<sup>er</sup> du Code Pénal.

Dit que la vente, par la Société LYDIA MARTIN, d'un article qui n'est pas de provenance CHANEL mais qui se trouve identifié par la marque « CHANEL » constitue le délit de substitution frauduleuse de produit au sens de l'article 422-4 du Code Pénal.

Interdit à la Société LYDIA MARTIN de faire usage, à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, de la dénomination « CHANEL » et/ou du motif figuratif constitué de deux C majuscules entrecroisées en sens contraire, sous l'ouverture est orientée vers l'extérieur, sous astreinte définitive de trois mille francs (3 000 F) par infraction constatée, à compter de la signification du présent jugement.

Condanne la Société LYDIA MARTIN à payer à la Société CHANEL la somme de cent mille francs (100 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL ».

La condamne à payer à la Société CHANEL la somme de cent mille francs (100 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque figurative N° 938 201.

Condanne la Société LYDIA MARTIN à payer à la Société CHANEL la somme de deux cent mille francs (200 000 F) en réparation de son manque à gagner sur les produits perdus.

Ordonne la publication du dispositif du présent jugement cinq quotidiens ou hebdomadaires d'importance nationale, le coût de chaque publication supporté par la Société LYDIA MARTIN étant fixé à douze mille francs (12 000 F).

Condanne la Société LYDIA MARTIN à payer à la Société CHANEL la somme de dix mille francs (10 000 F) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile.

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, en toutes ses dispositions.

Condanne la Société LYDIA MARTIN en tous les dépens.

## الموسوعة

### ENCYCLOPÉDIE UNIVERSELLE ARABE EN COULEURS

(ouvrage entièrement en arabe)

Complément indispensable pour programmes scolaires, conçu par des pédagogues, et majeur pour la réussite scolaire.

21 volumes grand format (22x29 cm) - 4 000 pages illustrées en couleurs, plus de 600 monographies et de 9 000 illustrations.

En vente chez :

### MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS Tél. 01 42 60 11 11

Nom/Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Bon pour une documentation gratuite EA

## Le Quai d'Orsay dément ait laissé repa

On se refusait à tout commentaire au ministère de l'Intérieur, mercredi 26 février, en fin de matinée, à propos de la décision qu'il avait prise de laisser repartir en France, au mois de décembre 1985, un dangereux terroriste. Au 1985, un dangereux terroriste, ministre des relations extérieures, opposant à un « démenti catégorique » aux informations publiées le jour même à ce sujet par certains journaux.

Ce dangereux terroriste, un extrême-droite algérien responsable de l'attentat d'octobre 1983 contre le président de l'Assemblée nationale à Beyrouth, est mort parmi les parachutistes de l'enlèvement des quatre otages français détenus depuis près d'un an au Liban, aurait été libéré à Paris récemment, mais la DST ne l'a pas arrêté à la demande du ministère des relations extérieures. Selon France-Soir du 26 février, avant la lettre confidentielle Marché.

Par ailleurs, il a été prévenu de l'attentat d'Alger par un télégramme de la Mission Blanche. Magnan a réagi le chef du groupe « action » des Hebertistes des Fous de Dieu, par ailleurs, il a été identifié par

Robert Solé.

(1) Parmi les signataires : CAIF (Conseil des associations d'immigrés en France), CLAP (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion), FASTI (Fédération des associations de travailleurs immigrés), MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'abolition des lois raciales), MM. Jean Ferrat, Maxime Le Forestier, Jean-Pierre Bredin et Alain Memmi.

Attentat à Paris. — Un engin explosif a provoqué, mardi 26 février, peu avant minuit, une explosion dans un appartement à Paris. L'engin avait été placé devant l'immeuble qui abrite, le siège social de la BNP, ainsi que le siège social de la Mutualité militaire.

Il n'y a pas eu de victime. L'attentat n'avait pas été revendiqué mercredi en fin de matinée.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ

Graphologue MSI

Un cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 150 analyses graphologiques par semaine. Vous pouvez avoir une formation par correspondance très intéressante. Informations gratuites à : MSI, LM, 2001, rue de la République, 92100 St-Denis, Paris, France.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇON DES MARQUES

« CHANEL » et « C »

Sur des VÊTEMENTS et SUBSTITUTION FRAUDULEUSE de PRODUITS

Par un jugement du Tribunal de Grande Instance de MARSEILLE en date du 27 novembre 1985 :

Dit que l'utilisation, par la Société LYDIA MARTIN de la dénomination « CHANEL » sur des vêtements qui ne sont pas de provenance CHANEL ainsi que l'apposition de cette dénomination sur des vêtements constitue les délits de contrefaçon, d'usage illicite et d'apposition frauduleuse de la marque « CHANEL » numéro 649 906/1 223 099 et ce, au sens respectivement de l'article 422-1<sup>er</sup> et de l'article 422-4 du Code Pénal, punis par les articles 27 et 28 de la Loi du 31 décembre 1984.

Dit que l'usage, par la Société LYDIA MARTIN de la dénomination « CHANEL » sur des boutons, comportant deux C majuscules entrecroisées en sens contraire, leur disposition sur les vêtements, constitue la contrefaçon de la marque figurative N° 938 201 dont la Société CHANEL est propriétaire, au sens de l'article 422-1<sup>er</sup> du Code Pénal.

Dit que la vente, par la Société LYDIA MARTIN, d'un article qui n'est pas de provenance CHANEL mais qui se trouve identifié par la marque « CHANEL » constitue le délit de substitution frauduleuse de produit au sens de l'article 422-4 du Code Pénal.

Interdit à la Société LYDIA MARTIN de faire usage, à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, de la dénomination « CHANEL » et/ou du motif figuratif constitué de deux C majuscules entrecroisées en sens contraire, sous l'ouverture est orientée vers l'extérieur, sous astreinte définitive de trois mille francs (3 000 F) par infraction constatée, à compter de la signification du présent jugement.

Condanne la Société LYDIA MARTIN à payer à la Société CHANEL la somme de cent mille francs (100 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL ».

La condamne à payer à la Société CHANEL la somme de cent mille francs (100 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque figurative N° 938 201.

Condanne la Société LYDIA MARTIN à payer à la Société CHANEL la somme de deux cent mille francs (200 000 F) en réparation de son manque à gagner sur les produits perdus.

Ordonne la publication du dispositif du présent jugement cinq quotidiens ou hebdomadaires d'importance nationale, le coût de chaque publication supporté par la Société LYDIA MARTIN étant fixé à douze mille francs (12 000 F).

Condanne la Société LYDIA MARTIN à payer à la Société CHANEL la somme de dix mille francs (10 000 F) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile.

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, en toutes ses dispositions.

Condanne la Société LYDIA MARTIN en tous les dépens.

ENSEMBLE, PR



## JUSTICE

### Le Quai d'Orsay dément « catégoriquement » que la France ait laissé repartir un dangereux terroriste

On se refusait à tout commentaire au ministère de l'Intérieur, mercredi 26 février en fin de matinée, à propos de la décision qu'aurait prise le gouvernement de laisser repartir de France, au mois de décembre 1985, un dangereux terroriste. Au ministère des Relations extérieures, on a répondu un « démenti catégorique » aux informations publiées le jour même par certains journaux.

Ce dangereux terroriste, un extrémiste chiite libanais responsable de l'attentat d'octobre 1983 contre le Drakkar, poste de l'armée française à Beyrouth, dont l'un avait été tué. Mais les Soviétiques avaient obtenu rapidement la libération de leurs hommes en enlevant, à leur tour, des militaires chiites qu'ils avaient abattus, selon France-Soir, qui reprend un mercredi une information publiée dans L'Express du 11 décembre 1985.

Craignant la vengeance des Soviétiques, Mugniyah serait parti se cacher en France, où il a trouvé refuge chez les militants du Front de libération de la Palestine (FLP), qui lui aurait demandé « de vouloir l'appréhender et le placer en garde à vue quelques heures, le temps qu'arrive la demande d'extradition ».

les services de renseignements américains et français comme le responsable du double attentat contre le Drakkar et contre le PC des « marines » américains le 23 octobre 1983, commandité par la Syrie. Il aurait aussi contribué à l'enlèvement de Marcel Carton, Marcel Fontaine, Jean-Paul Kauffmann et Michel Scurat.

Mugniyah aurait, en outre, organisé, il y a quelques mois, l'enlèvement de plusieurs diplomates américains à Beyrouth, dont l'un avait été tué. Mais les Soviétiques avaient obtenu rapidement la libération de leurs hommes en enlevant, à leur tour, des militaires chiites qu'ils avaient abattus, selon France-Soir, qui reprend un mercredi une information publiée dans L'Express du 11 décembre 1985.

Craignant la vengeance des Soviétiques, Mugniyah serait parti se cacher en France, où il a trouvé refuge chez les militants du Front de libération de la Palestine (FLP), qui lui aurait demandé « de vouloir l'appréhender et le placer en garde à vue quelques heures, le temps qu'arrive la demande d'extradition ».

tradition présentée par la justice américaine.

Le lendemain, les services de renseignements français auraient repéré le chiite, et M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, aurait demandé à l'Élysée le feu vert pour l'arrêter. Mais « les proches du réseau des relations extérieures Roland Dumas pèsent de leur poids pour exiger qu'on laisse repartir Mugniyah en faisant valoir sa libération des otages » le 16 mars doit tout primer et que ce n'est pas le moment d'indisposer leurs gosses », affirme France-Soir.

Les services français auraient donc fait. Par la suite, « l'homme qu'il faut faire sortir de la Syrie », la police politique de l'Ayatollah Khomeiny, serait venu à Paris pour repartir « être in-quéte ».

## SPORTS

**AUTOMOBILISME :** forfaits du rallye du Portugal. Les deux BX 4TC pilotés par les Français Jean-Claude Aumont et Philippe Wambert se participent pas, au 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> du rallye du Portugal qui constituera la troisième manche du championnat du monde. Ils ont tenté d'obtenir le répit pour tenter d'améliorer la compétitivité de la BX 4TC qui souffre toujours d'un handicap de poids (1 180 kg au lieu de 960 kg autorisés) et de puissance (380 ch au lieu de 450 à 500 pour ses rivaux).

**FOOTBALL :** Coupe de France. — Chaumont a battu Bastia par 2 buts à 0, mardi 25 février, en match retour des seizièmes de finale de la Coupe de France. Les Corvies, vainqueurs à l'aller par 4 buts à 1, sont éliminés.

**RUGBY :** équipe de France. — Pour reconstruire le Pays de Galles, samedi 1<sup>er</sup> mars à Cardiff pour son troisième match, le tournoi des cinq nations, l'équipe de France aura la composition suivante : Blanco; Jean-Baptiste L'Amat, Phi-

## MÉDECINE

### Première expérimentation humaine d'un vaccin contraceptif synthétique

Pour la première fois au monde, un vaccin synthétique contraceptif va être expérimenté chez la femme. Cette expérimentation, annoncée officiellement par l'Organisation mondiale de la santé, va, dans un premier temps, être menée chez trente femmes volontaires du Filders Medical Center

d'Adélaïde (Australie). L'Organisation mondiale de la santé estime que, si les essais se déroulent de manière satisfaisante, ce vaccin — qui pourrait modifier profondément les données actuelles en matière de contraception — sera mis sur le marché « vers le milieu des années 90 ».

C'est — déjà — une vieille idée que celle de mettre au point un vaccin « contre la grossesse ». Une idée qui, à l'expérience, se révèle difficile à traduire dans les faits pour l'espèce humaine. Le principe est simple : utiliser l'une des hormones naturellement indispensables au bon déroulement de la grossesse : des fins viciales. On injecte dans l'organisme féminin une molécule qui fait croire à ce même organisme des anticorps qui auront pour fonction d'interdire toute grossesse ultérieure. La molécule-cible est l'hCG (hor-

monie gonadotrophine chorionique), produite par l'organisme féminin peu après la fécondation et indispensable à la nidation, puis au développement de l'embryon. Plus exactement, il s'agit d'une fraction de l'hCG baptisée Béta. On dispose là en théorie de la molécule idéale qui pourrait inhiber le signal de la grossesse dans l'espèce humaine.

Il y a une dizaine d'années déjà, des essais ponctuels de vaccination contre la grossesse avaient été menés en Inde. Il s'agissait alors d'un vaccin synthétique utilisant la Béta HCG (obtenue à partir d'urines de femmes enceintes) et l'anatoxine tétanique.

La difficulté — majeure — tient à la similitude de structure entre cette molécule et une hormone baptisée LH (hormone lutéinisante), indispensable, elle, au bon fonctionnement des ovaires. Cette difficulté pose à l'évidence un problème éthique : peut-on vacciner contre la grossesse avec une structure moléculaire produite par l'organisme, c'est-à-dire en prenant le risque d'induire une pathologie ovarienne (troubles de l'ovulation, mauvaise imprégnation hormonale de l'organisme, etc.) ?

L'Organisation mondiale de la santé semble avoir réglé cette question — de même que celle de la réversibilité de cette méthode — avec un vaccin synthétique mis au point par l'université de l'Ohio (Etats-Unis), puisqu'elle annonce officiellement le début de la première expérimentation humaine après dix ans de recherches obtenues chez le babouin. Trente femmes volontaires — mais saines — participeront à la première phase de l'expérimentation, qui vise à établir l'innocuité du vaccin. « Si cette première phase est couronnée de succès », explique-t-on à l'OMS, le vaccin sera ensuite expérimenté sur des femmes fertiles afin de déterminer son efficacité comme méthode de contraception. « Il s'agira d'un moment de connaître sa durée d'effet ».

**Un nouveau marqueur biologique du SIDA.** — Un groupe de chercheurs américains révèle dans le prochain numéro du *Proceedings of National Academy of Sciences*, avoir découvert un nouveau marqueur biologique du SIDA. Ce marqueur explique notamment avoir mis en évidence une corrélation étroite entre l'infection par le virus et l'augmentation du taux d'une enzyme particulière (l'adénosine déaminase). S'il est confirmé, ce résultat pourrait ouvrir la voie à de nouveaux tests de dépistage de masse du SIDA. Ce marqueur biologique a, en particulier, été retrouvé chez des malades porteurs d'anticorps anti-LAV, mais indemnes de tout symptôme. Aux Etats-Unis, le SIDA a touché 17 517 personnes. 9 114 sont décédées.

JEAN-YVES NAU.

## gauche s'en va

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

## Démocrates

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

Le 22 décembre dernier, le Parti communiste français a décidé de se retirer du gouvernement. Cette décision a été prise à l'unanimité par le bureau politique du PCF. Elle marque la fin d'une collaboration qui a duré plus de dix ans.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

### CONTREFAÇON DES MARQUES

« CHANEL » et « 3 »

### VÊTEMENTS et SUBSTITUTION RAUDULEUSE de PRODUITS

ment du Tribunal de Grande Instance de MARSEILLE en novembre 1985 :

« L'indication, par la Société LYDIA MARTIN de la dénomination « CHANEL » pour offrir en vente des vêtements qui ne sont pas de provenance CHANEL, est l'apposition de cette dénomination sur lesdits vêtements constitue les délits de contrefaçon, d'usage et de substitution frauduleuse de la marque « CHANEL » numéro 649 908, 1 023 985 et de, au sens étroitement de l'article 423-1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> du Code Pénal, l'infraction par les articles 27 et suivants de la Loi du 6 décembre 1984 :

« l'usage, par la Société LYDIA MARTIN, de la dénomination « CHANEL » sur des vêtements, notamment de boutons, portant « CHANEL » majuscules entrecroisées en son centre, leur ouverture étant orientée vers l'extérieur, constitue la contrefaçon de la marque figurative 338 201 dont la Société CHANEL est propriétaire, au sens de l'article 423-1<sup>er</sup> du Code Pénal ;

« le fait, par la Société LYDIA MARTIN, d'offrir en vente des vêtements qui ne sont pas de provenance CHANEL mais qui sont marqués par la marque « CHANEL » constitue la substitution frauduleuse de produit au sens de l'article 423-1<sup>er</sup> du Code Pénal ;

« le fait, par la Société LYDIA MARTIN, de faire usage, à l'occasion de la vente, de la dénomination « CHANEL » et du motif « 3 » sur des vêtements, notamment de boutons, constitue la contrefaçon de la marque figurative 338 201 dont la Société CHANEL est propriétaire, au sens de l'article 423-1<sup>er</sup> du Code Pénal ;

« la somme, par la Société LYDIA MARTIN, d'un million de francs (1 000 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

« la somme, par la Société LYDIA MARTIN, d'un million de francs (1 000 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

« la somme, par la Société LYDIA MARTIN, d'un million de francs (1 000 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

« la somme, par la Société LYDIA MARTIN, d'un million de francs (1 000 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

« la somme, par la Société LYDIA MARTIN, d'un million de francs (1 000 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

## ENSEMBLE, PRATIQUONS L'EXPORT DE COMBAT.

Pour réussir à l'étranger, prenez un partenaire solide : **Coface**. La Coface à l'exportation, c'est l'assurance compétition. Patrons PME, vous avez tout pour exporter : foncez.

**COFACE**  
Siège Social : 32, rue Marbeuf - PARIS  
OSEZ, NOUS ASSURONS.

Siquier Courcier et Associés



Si j'essaie de comprendre  
de dire, d'abord, au fo  
auché ait un président  
paraît anormal...  
Presque paradoxal, oui.  
Donc, c'est une certa  
de la clandestinité. Nor  
ent, elle ne devrait pas y  
Mais l'Histoire  
e sont des pro

**L'AUTRE JOURNAL** CHAQUE MERCREDI, 20 F  
UN AUTRE JOURNAL, **UN NOUVEL HEBDO !**

L'AUTRE JOURNAL

N°1  
hebd

**L'entretien**  
Marguerite Duras  
François Mitterrand



**MAURICE BÉJART** est au Palais des congrès avec le Ballet de l'Opéra de Paris. Il y présente sa dernière création bruxelloise, le Sacre du printemps. En avril, il sera à l'affiche du palais Garnier pour le Sacre, Boléro, Sonate à trois et une Salomé.

Jean-Claude Galloni, à la Maison de la culture de Grenoble, crée le jeudi 27 février, avec le groupe Emile Dubois, l'opéra et Pandore, qu'il donnera en avril à Paris au Théâtre de la Ville, en alternance avec *Mammouth*. En automne, ce sera *Ulysse* à l'Opéra.

Pier à première vue ne rappelle que des deux chorégraphes, mais leur magnétisme et leur regard clair. Au Japon, pourtant, le prince de Gallotti a parlé de l'œuvre de Béjart. C'est vrai que le groupe Emile Dubois connaît partout une popularité grandissante. Sa gestuelle, ses propositions chorégraphiques, offrent une alternative à la danse qui fait son entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

En 1955, avec la *Symphonie pour un homme seul* sur une musique concrète de Pierre Henry, Maurice Béjart traduisait dans un langage dru, inventif de toutes pièces, l'angoisse existentielle de l'après-guerre. Il étonnait, il séduisait et allait entreprendre le plus ambitieux des paris, rendre la primauté au corps, exprimer par la danse l'homme universel, aboutissement de toutes les philosophies, de toutes les croyances.

Voilà l'homme projeté dans la mythologie béjartienne. Dionysos, dieu solaire, y règne, mais le chorégraphe semble plus attiré par les zones d'ombre. Ses héros sont Nijinski, Nietzsche, Hölderlin ou Baudelaire cherchant à surmonter dans la folie, la violence et l'érotisme une part trouble d'eux-mêmes, une différence. Pour lui, dans ces déviations, ces embêtements, Maurice Béjart mêle le geste et le verbe, le tango et l'adage, l'art de la barre et les ornements baroques. Il orchestre des rituels où des chorégraphes s'affrontent sur des rythmes forts : dansés, viriles, musclés, que la femme — mère, sœur, déesse humaine — traverse comme un sphinx sur ses pointes acérées.

En trente ans de création, Béjart n'a jamais cessé de faire parler les dieux et de reprendre avec quelques variantes une dérive Nord-Sud, riche en contrastes et en péripéties. Mais son langage, demeure fondamentalement classique, figé dans ses métaphores, l'a empêché d'évoquer suffisamment pour exprimer les nostalgies d'une fin de siècle décadente et les angoisses de



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

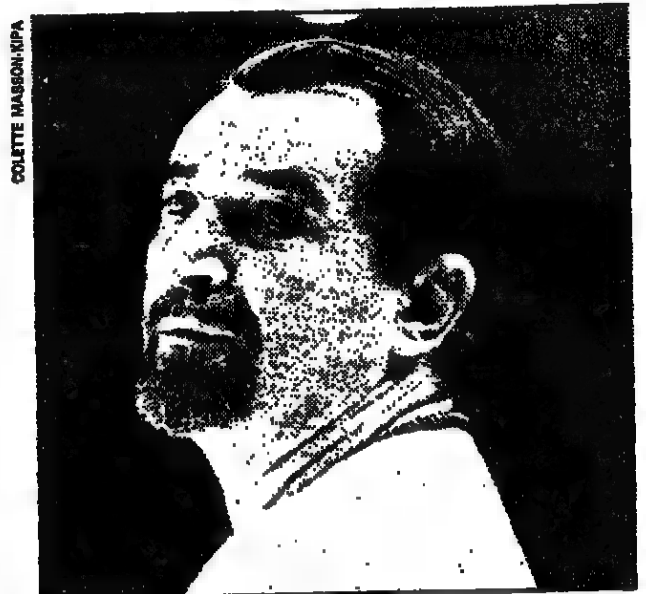


DELAVANT

### Béjart

DIONYSOS ET LE BARBARE

### Gallotta



COLETTE MASON-SPA

**MAURICE BÉJART** ■ *Palais des congrès de la Ville de Paris* le 27 février, avec le Ballet du XX<sup>e</sup> siècle. Il y présente sa dernière œuvre bruxelloise, *Le Baiser de la fête*. En avril, il sera à l'affiche du palais Garnier avec *Le Sacre, Acte I, Scène I* et une *Salomé*.

Jean-Claude Gallotta, à la Maison de la culture de Grenoble, crée le 27 février, avec le groupe Emile Dubois, les *Louves* et *Pandora*, qu'il donnera en avril à Paris au Théâtre de la Ville, en collaboration avec *Mamames*. En automne, ce sera *Ulysse* à l'Opéra.

Plus à première vue ne rapproche ces deux chorégraphes, sinon leur magnétisme et leur regard clair. Au Japon, pourtant, à propos de Gallotta on a parlé de l'après-Béjart. C'est vrai que le groupe Emile Dubois connaît partout une popularité grandissante. Sa gestuelle, ses propositions chorégraphiques, offrent une alternative à la danse qui fait son entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

En 1955, avec *la Symphonie pour un homme seul* sur une musique concrète de Pierre Henry, Maurice Béjart traduisait dans un langage d'homme, inventé de toutes pièces, l'angoisse existentielle de l'après-guerre. Il dérangeait, il déstabilisait et allait entreprendre la plus ambitieuse des paris, rendre la primauté au corps, exprimer par la danse l'homme universel, aboutissement de toutes les philosophies, de toutes les croyances.

Voilà l'homme projeté dans la mythologie béjartienne. Dionysos, dieu solaire, y règne, mais le chorégraphe semble plus attiré par les zones d'ombre. Ses héros sont Nijinski, Nietzsche, Hérogabale ou Baudelaire cherchant à assumer dans la folie, la violence ou l'érotisme une part trouble d'eux-mêmes, une différence. Pour traduire ces déviations, ces embrassements, Maurice Béjart mêle le geste et le verbe, le tango et l'adage, l'art de la barre et les ornements baroques. Il orchestre des rituels d'échanges d'archanges s'affrontent sur des rythmes forts : danses viriles, muscées, que la femme — mère, sœur, amante — traverse comme un sphinx sur ses pointes acérées.

En trente ans de création, Béjart n'a jamais cessé de faire parler les dieux et de reprendre avec quelques variantes la dérive Nord-Sud, riche en péripéties. Mais son langage, demeuré fondamentalement classique, figé dans des métaphores, l'a empêché d'évoquer suffisamment pour exprimer les nostalgies d'une fin de siècle et les angoisses de

générations confrontées au problème de la non-communication.

Que faire lorsque le monde s'écroule ? S'enfermer dans un bunker à Vienne ? Rejoindre le panthéon du ballet néo-classique ? Persister dans une quête utopique ?

Une fois de plus, Maurice Béjart joue le rôle des civilisations perdues, qu'il place sous le signe d'une relation à trois, Nietzsche-Wagner-Dionysos, ambiguë et changeante. Mais les dieux sont fatigués ; les nouveaux dieux surgissent qui vont relire différemment le mythe et l'Antiquité.

**A Paris,**  
avec les Ballets  
du XX<sup>e</sup> siècle,  
Maurice Béjart fait  
parler les dieux  
dans le langage  
du corps humain.  
**A Grenoble,**  
Jean-Claude Gallotta  
fait danser les Louves  
et rêver Pandora.  
Il invente les signes  
d'un autre langage.  
Béjart relie  
les mythes du Nord  
à ceux du Sud.  
Autre chose pourtant  
leur est commun  
que le bleu  
de leurs yeux.

Nés de l'imagination de Jean-Claude Gallotta, ces envahisseurs ne viennent pas du Nord. Truculents paillardes, ils évoqueraient plutôt les steppes russes ou Istanbul. Avec leur aux multiples visages, Ivan Vaffan, ils se vautrent dans les civilisations passées, en goûtant comme d'un bon plat, et renversent tout. Avec de grands rires, ils réinventent l'amitié, l'amour, la vie. Ils rejouent l'histoire de l'humanité en mélangeant les époques, les coutumes, la transformant en un vaste trompe-l'œil d'une santé rabelaisienne. Un dieu s'y risque peut-être, mais déguisé en faune lubrique ou en joueur de saxo.

Dans la foulée voici les Mamames, bronzées, lourdaudes, ils s'écroulent au fond de

tièrre chaude et molle comme une matrice, leur rituel, grande messe de la convivialité où l'on réapprend à manger, à boire, à aimer sa communauté. Attouchements, bisous, poursuites à quatre pattes... Les Mamames ne sont pas éduqués ; ils possèdent l'innocence cruelle des enfants. Ils sont les survivants de l'Odyssée. Jean-Claude Gallotta avait inventé son périple mythique avec Ulysse, le rusé, le bavard, et son panorama s'inspirait moins d'Homère que du *Mépris* de Jean-Luc Godard. Une affaire de trajectoires, de tours, de révolutions, de

For P., ce fut le retour difficile à la réalité quotidienne : « Après la représentation, dit Gallotta, nous sommes allés dans la nature gelée. Nous dansons au souvenir, comme on dit « danser au jugé ». C'était comme après un cataclysme, une rupture. Nous sommes tout à fait dans la nature. Alors, plus question de solliciter des gestes appris et reproduits, de recourir au concept, au symbolisme, à la narration. Chez Gallotta, les poètes sont anonymes, les héros apocryphes. Les danseurs ressemblent plutôt à une bande de chorégraphie. Elle est la cendre de sa danse.

Libre de ses mouvements, il invente sa propre mythologie et développe calmement une saga d'avant l'Histoire en partant de son intuition et de la mémoire des corps. Et il s'émerveille : « Nous sommes en train de faire les gestes d'après la parole ; tous les signes vont donner un langage. »

C'est le langage de Vaffan et de Mamame, petits personnages et cabris, étreintes gaillardes, onomatopées. Et le geste devient style. Chaque ballet découle naturellement du précédent par un simple glissement du champ vers le hors-champ. Le point de départ est d'Ivan Vaffan, c'est le divan qui sera les *Survivants* servait au repos des danseurs scène ; et *Mamame 2* — qui sera à Avignon — sera une variation à partir de *Mamame 1*, comme si on regardait le spectacle d'une coulisse. On voit les danseurs arriver, transpirant, ils enlèvent leurs maillots, et une nouvelle histoire se construit, la supposition en supposition.

Aujourd'hui, Jean-Claude Gallotta n'a plus besoin de prétexte pour danser. « J'arrive les mains vides en répétition, une fois sur place je suis comme un peintre, j'ai un grand espace à faire vivre. Entre les deux scènes de Mamame, il a eu envie de reprendre un deux petits duos précédemment esquissés. Ainsi sont nées les *Louves* et *Pandora*, relations amoureuses traitées

tées, comme le *Dionysos* de Béjart, en trio, parce que « le chiffre 3, chiffre de l'intuition, est plus riche en retombées ». Les *Louves* (un homme, deux femmes) s'inspire de la légende d'Apollon musagète, dieu solaire d'une beauté éclatante, et des Bacchantes. *Pandora* (une femme, deux hommes) est une pièce nocturne. La femme, dangereuse, est prise dans son propre jeu. Gallotta annonce ses sources, le conte du *Holocauste* repris par Wagner dans le *Maître chanteur*, la *Boîte à Pandore*, de Winkler, *Pandora*, d'Albert Lewin avec Ava Gardner. On connaît assez le chorégraphe pour savoir que rien de tout cela ne transparaîtra dans la danse.

Ses références finalement ne sont pas tellement éloignées de celles de Béjart. C'est leur utilisation qui diffère. Question de mentalité, de génération ; chez Gallotta, tout est donné à voir dans ce qui se passe sur scène, « rien n'est interprété : l'histoire ne vient qu'après les actes ». « Confronté à Béjart, dit-il, je suis comme Wim Wenders vis-à-vis de Hollywood. Ça existe, c'est formidable, mais on ne va pas refaire

Antant en emporte le vent. Béjart, pour moi, c'est pareil. Je l'admire pour avoir su conserver son public, parce que, grâce à lui, les chorégraphes en quête de nouvelles expressions pourront trouver des danseurs de qualité capables de se frotter à ces nouveaux langages sans être affligés des tics classiques... »

Après lui, j'ai connu d'autres gens, comme Cunningham, qui m'ont mené plus loin. L'univers de Béjart aujourd'hui me paraît fermé, mais il reste grandiose, coloré, généreux, comme un opéra. »

MARCELLE MICHEL

## 3 CESARS

et un couffin



**MEILLEUR FILM**  
**MEILLEUR SCÉNARIO ORIGINAL**  
COLINE SERREAU  
**MEILLEUR SECOND RÔLE MASCULIN**  
MICHEL BOUJENAH

ROLAND LAURENT ANDRÉ DUSSOLLIER

**3 HOMMES**  
et un couffin

Un film de COLINE SERREAU

DOMINIQUE LAVANANT PHILIPPINE LÉVELLÉ YVES BEAUVAIS

444







## MICHEL SERRAULT EST HARPAÇON

**Les deux hommes répètent l'Avare, avec Annie Girardot et des comédiens de la nouvelle génération.**

Roger Fournier est en effet fort réputé pour son sens de la lecture. Il lire un texte, de préférence, en français, et, parfois, en compagnie de ses collègues. Il est assis à la même table. La lecture est le temps de la négociation, indique Michel Bataillon, le moment où nous mettons d'accord sur la façon de voir les choses.

- Tous les problèmes seront résolus, dit Roger Pélissier. Michel Serrault travaille comme les grands comédiens. Sa méthode est très à fait respectable, elle nous donne à réfléchir. »

**OLIVER SCHMITT.**



## par ROGER PLANCHON

... Mollière partage, je crois, le « secret de Rembrandt » dont parle Jean Genet : une bonté qui n'a rien de pur, mais qui n'emploie ce mot. Son don pourrait sembler dire plutôt ceci : « Je sens que les autres sont bons, mais ils ne le savent pas, ils ne le connaissent pas ». La morale qui le conduit n'est pas la vaine recherche d'une « pureté ». L'âme, c'est son métier qui l'exige, ou plutôt l'amène avec soi. Les grands auteurs dramatiques parviennent à cette « bonté », l'âme s'incarne dans le mot et le fait. (L'expression Apollinaire), n'ayant pas hésité à caractériser la monstruosité de certains personnages en eux-

■ Extraits de la préface de la nouvelle édition de *l'Avare*, en livre de poche, à paraître début mars.

zioni ne sono  
del tutto dis-  
sensionati  
nel 1912  
sino alla fine  
a cui con-  
dizionata la  
Saint-Angel  
zione, anche il  
della. Dopo  
primo libro  
ne non Angé-  
che non conta  
la presen-  
della per la  
soprattutto su-  
della rima-  
e di cui si  
di un'idea di

ANDRE CHASTEL

## IN

### EURS DE PROJETS CULTURELS

#### FORMATION NATIONAL D'AVIGNON

Le 14 mai 2014, les élèves de la formation nationale d'Avignon ont participé à une séance de travail sur le thème de la culture et de l'art. Ils ont été invités à réfléchir sur les différents aspects de la culture et à discuter de son rôle dans la société. Les élèves ont également pu partager leurs idées et leurs expériences avec les autres participants.

ment de la culture  
latine de la communauté de la formation  
de l'Université de Grenoble II.  
les Postiques  
Riphaud le 15 Avril 1986

nts:  
e de la République  
S. P. 00 81 00 07.

*Cfna*

...IÈRE LE 8 MARS  
ERVILLIER  
GROUPE TSE

**LA VIE DE LARA GAZUL**  
D'Alfredo Arias  
5 actes  
Mise en scène : Alfredo Arias  
LE MONDE  
LIBERATION  
THEATRE DE LA COMMUNE  
Tel. 48.34.67.67

**E** LLE avait voulu jouer Dorine dans le Turfiste. La Première de l'année n'est pas un rôle vraiment bouleversant pour qui a marqué une génération de cinéphilas par ses interprétations dans *Rocco et ses frères* et le *Mort de la femme à côté*. Pierre Clémenti, le maître à bord du spectacle, n'a pourtant accepté de l'installer quelques mois à l'écran qu'à condition que le dialogue de nomade du cœur - plutôt que les salons d'Orléans, les émotions remémorées, des chaleurs attisées, des passions en pertance. Mais *La Femme* est grandiose pour envelopper dans les sophismes flatteurs les raisons de son écartement à une scène qu'elle n'aime d'ailleurs jamais quitter.

[illegible]

**ODEON THEATRE NATIONAL**  
Jean-François Bardon  
**ALBERT CAMUS**  
**LES JUSTES**  
Mise en scène  
**JEAN-PIERRE MIQUEL**  
7 MARS/10 AVRIL **LOCATION OUVERTE** Tél. 43.25.70.32

n'aime pas les déviances. Elève du Conservatoire, déjà elle fugua le La Rose rouge pour faire ses classes de cabaret. Jeune première choucholette à la Comédie-Française, elle a fui vers les studios de cinéma : *Un acteur doit s'assumer, et la maternage du Français allait m'ennuyer*. A plus tard, vedette comblée, elle n'a jamais hésité à risquer son image sur un texte de théâtre qu'elle aimait. ■■■■ le scène ■■■■

*Madame Marguerite*, elle a voulu un contact encore plus fort, plus intime avec le public en rejoignant sa vie sur la comédie musicale *Madame Marguerite* et les autres.

Aujourd'hui, elle se bat avec la même foi pour un scénario et une pièce auxquels ne veulent pas croire les producteurs et les directeurs de théâtre. Elle se bat pour « deux » graves A. Dans une pièce, écrite par France Valéry, il est question d'une femme à sa fenêtre, qui revêt son passé, une maternité peut-être illusoire, un amour peut-être perdu. « Pourquoi ne pas jouer plutôt du Guity ? », lui a-t-on demandé. Elle n'est pas d'accord.

« Un jour, dit-elle, les cinéphiles français exigèrent de voir le Mari de la femme à barbe dans son costume, la Femme-Singe, dans sa vraie version originale, avec sa vraie fin, qu'on a changée à l'exportation parce qu'elle ne faisait pas rire. » Ce jour-là, le théâtre parisien aura peut-être changé d'humour en montrant l'autre visage d'une comédienne.

CALDERON  
LA VIE EST

« J'AVAIS vingt-deux ans. J'étais timide et malheureux. Un jour j'ai rencontré Adriane sur le boulevard Montparnasse... » Ce n'est pas le début d'un conte de fées ou d'un roman-photo : il s'agit des premiers pas de Loup Rajot, vingt-huit ans aujourd'hui, qui a imposé ses longs cheveux, de A à Z, son amour, de Maurice Plessier à la Goutte du roi, de Jean-Michel Ribes. Il joue Chabrier dans *L'Avare*, de Molière : une façon de faire un ouvrage ce qu'il a appris du théâtre de son père, Jean-Pierre Huster, dans le rôle de l'aveugle de Florin, et à l'école du Théâtre des Amateurs, chez Patrice Chéreau.

La structure nous Adjani - « Elle ne s'en souvient certainement pas... » - n'a pas été l'élément le plus déterminant de cette carrière. Pierre-Loup Rajot la considère cependant comme un signe. L'œuvre doit sentir à la fois le terrain d'un côté. Lui, elle évolue en maîtrise des moyens et techniques de l'environnement, à Jussieu, marchant en tête d'une foule. « Quand je l'ai rencontré, je me suis senti venir elle pour l'agresser. On peut être timide, malheureux, et quand... » En fait, nous avons parlé. « A la fin, il n'y a plus de doute de ce processus ! »

Ses premiers professeurs ont eu l'impression de découvrir un metteur en scène plutôt qu'un acteur. « A cause du trac : pas tant le mien que celui des autres débutants.

**UN SONGE**  
126.43.72.23.71  
Rh. Epicerie-Beaubourg

J'étais fasciné par toutes ces façons d'exprimer l'angoisse, ces rêves, ces délires. J'ai voulu rentrer en France pour pouvoir étudier ça. »



Ignorant tout du métier d'acteur, vierge des décors et dépourvu de modèles, Pierre-Loup Hebert est devenu en quelques mois « quelqu'un dont on parlait dans les cours d'art dramatique ». Peut-être parce qu'il était « dur à la sincérité ». Ou parce que, « il est utile d'être un peu insolent quand on veut dépasser les autres... et j'étais le plus coincé des autres... » Et on en parlait. Aussi pour que Patrice Chéreau ait voulu que le roman se finisse à Nanterre. Alors que Dominique Desnoes l'inscrivait parmi les poulains de son absence de casting.


Pierre-Loup Raju n'a toujours pas trouvé du talent. Il a même écrit quelques fois l'histoire. Qui lui ont permis de vérifier que l'important n'est pas une méthode, ni une technique. Et même, qu'on peut en penser de nos atouts traditionnels exigés du jeune

**CLAUDEL**

LA

**Théâtre  
des Amandiers  
Nanterre**  
Location: 47.21.18.81

comédien : une voix bien placée, de beaux gestes. Cette sensibilité qu'il cherchait chez les autres, ses professeurs ont su la reconnaître en lui. Pierre-Loup  l'art du comédien est plus que jamais une affaire d'amour. « Quand on vous aime, quand on s'intéresse à vous, vous avez envie de bien travailler... »  explique.

 plénichonnières ne sont pas pour lui l'essentiel : plutôt un supplément de plaisir.

Après l'Avare, Pierre-Loup Rajot va tourner un film *Le Nuage* de Perset, *Le Nuage* l'écrit, avec Jeanne Moreau. Une histoire dont le héros autobiographique passe par des émotions partagées. Plus tard, il reviendra sans doute à la mise en scène et à la réalisation de films, *Les gens que je trouve formidables*, et qui n'ont pas eu l'occasion de faire leurs débuts, *Les gens qu'ils ne savent pas plaire* et *Les gens qu'ils ont peur*, et deviennent après-siffis. *Et qui ressemblent au jeune homme qu'il a été, timide et mal-*

B. Bo.

PAUL

du 27 février  
au 20 avril

**VILLE**  
Mise en scène Bernard SOBEL  
Coproducteur  
Nanterre Amandiers  
& Théâtre de Gennevilliers



examen de message. C'était bien inutile et un peu ridicule. L'orchestre [ ] pris au jeu. Maintenant qu'on [ ] qu'il ne [ ] vogue le navire. Avec un François [ ] plus [ ] plus [ ] un programme [ ] avec [ ] disposition en [ ] plus variée, une sonorisation mieux réglée, plus de temps [ ] aux [ ] un public inévitablement plus disponible, les choses doivent rouler sans problème. C'est la démonstration qu'apportera le concert des bienlieux [ ] - F.M.

**La Weisman Foundation**  
11, rue Berryer  
à l'American Center

Pour lui, le Frederick Weisman, grand collectionneur mécène de Los Angeles et sa fondation, en 1982, il aime bien circuler les années 60, des choses qu'on n'a pas souvent Paris (Arakawa, Kelly...), la peinture européenne d'aujourd'hui, quelques jeunes

Quand on lance un ballon, on s'occupe simplement qu'il ne coule pas. Passé cette épreuve, les choses sérieuses commencent. Le 3 février au Théâtre des Champs-Élysées, on a voulu transformer le concert inaugural de l'Orchestre national de jazz en

**Jarry-MacDermid-France** (30-33-23-53).  
Jusqu'à 25 mars.

**MELLON.** Les archives de la Courrouille (64-39-17-91). Du 1<sup>er</sup> au 25 mars.

**POISSY.** Jouets anciens de Namur. Musée du Jeu, 2, clocher de l'Abbaye (39-05-06-06). Tous les jours de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h. Jusqu'à 6 avril.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.** Prendre pousins de la France médiévale. Musée des antiquités nationales (93-05-05-05). Du mardi au dimanche de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'à 18 mai.

**En province**

**AMIENS.** Magistère et Cie. Peintures 1950-1985 dans les collections du Musée d'Art contemporain de Grand Musée de France (60-05-05-05). Du mardi au dimanche de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'à 15 avril.

**AVIGNON.** Evénements et Calendas de civilisation, rayures et colonnes de circulation. Musée de l'histoire de la ville (84-05-05-05). Du mardi au dimanche de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 30 mars.

**BEAUVAIS.** Trampes-l'œil. Du 14/14 siècle à nos jours. Musée départemental (60-05-05-05). Du mardi au dimanche de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 31/3/77. Du 7 février au 30 mars.

**CLERMONT-FERRAND.** Nicolas. Musée de l'histoire de la ville (63-05-05-05). Du mardi au dimanche de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 30 mars.

**DION.** Des photographes et leurs œuvres. Musée de l'histoire de la ville (63-05-05-05). Du mardi au dimanche de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 30 mars.

**CHARENTAIS.** Photographes. Jusqu'au 30 mars.

XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (44-84-37-37). Du 1<sup>er</sup> février au 30 avril.

CLERMONT-FERRAND. Nicolas Bérgeon 45, rue Ballainvilliers (73-91-11-31). Jusqu'au 23 mars.

DION. Des photographes — Prescriptions chrétiennes. Jusqu'au 15 —

Tingard. Photographies. Jusqu'au 15 mars. Musée de France 21, rue de la République. Du 1<sup>er</sup> février au 30 avril.

Mart Tinguely. Photographies. Musée  
archéologique, 5, rue Docteur-Muret (85000)  
Juin à Juillet 15 mars.

**FLAINE.** Sam. Ir. Pastels,  
Centre d'art (50-90-85-84).  
Juin à 6 avril.

**LA ROCHE-SUR-YON.** Paul Bonary,  
Musée, 10, rue de la République et d'archéologie  
(51-05-31-40). Juin à 31 mars.

**LILLE.** De Curraque à Général. La peintre  
italienne des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.  
Musée des beaux-arts, place de la République  
(20-57-01-84). Juin à 3 mars.

**LE MANS.** Roger de La Fresnaye

**MARCO-EN-BARCEL** [redacted]  
Socité Delstany, Fondation Septentrion  
(20-46-2637). Jusqu'au 27 avril.

**MARSEILLE** Archéologue et projet  
urbain. Musée [redacted] de Marseille.  
Centre [redacted] (91-90-42-22). Jusqu'au  
30 mars. - Hommage à Carlo Rina. Arca,  
61, cours Julien (91-42-18-01). Jusqu'au 12  
avril.

**NEVERS.** Daniel Borez, Felice Varini. Centre d'art contemporain, 38, rue de l'Oratoire (86-36-35-36). Jusqu'au 22 mars.

**NICE.** Jules LeFranc, **ART-13**. Musée A. Jakovsky, **musée Val-Marie** (93-71-78-33). Jusqu'au 30 avril.

**NIMES.** Antoni Gaudí, 1852-1926.  
Pece des beaux-arts, rue Cité-Poulc (66-  
2-21). Jusqu'au 28 février.

**RENNES.** ~~Pece des~~ hollandais et  
diama de Leyde. Jusqu'au 17 mars.  
Nicolas de Stael. Jusqu'au 17 avril.  
Pece des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (99-79-  
44-16).

**ROUEN.** L'Age d'or de l'estampe japo-  
naise. Musée des beaux-arts, 1 bis, rue

**SAINT-AVOLD.** Multiples : Ethnographie, sériographie, typographie. CAC, rue de la Chapelle (87-91-08-09). Jusqu'au 9 mars.

**SAINT-ÉTIENNE.** Bernard Frize. Maison de la culture, jardin des Plantiers (77-25-35-18). Jusqu'au 11 mars.

**SAINT-PIERRE.** L'oubli afflige la mémoire : Les Anarchistes italiens. CC. Théo Argence, F. Balsson (78-20-02-50). Jusqu'au 27 mars.

**TOULOUSE.** P. de la Chapelle (87-91-08-09). Jusqu'au 9 mars.

**TOULOUSE.** Frima, sans adresse.  
Musée des Augustins, 21, rue de Metz (61-22-21-82). Jusqu'au 31 mars.  
**TOURS.** Rouman Opéka. Centre de l'art contemporain, rue Racine (47-66-50-00). Jusqu'au 30 mars.  
**VESOU.** Gavarni (1884-1886). Lithographies et gravures sur acier. 1, rue des Ursulines (84-76-51-54). Jusqu'au 31 mars.

**VILLENEUVE-D'ASCQ.** Jean Miro.  
Musée d'art moderne, allée du Musée (20-05-42-46). Jusqu'au 11 mars.

**VILLEURBANNE.** Alighiero Boetti.  
Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 30 mars.

**HORS PARI**

**NIGHT** - La divine clochante, par  
Compagnie Maritane (45-  
10-10) du 9 mars.

**CAEN** - Neige et amibes, de Dan-  
teuil, par le Comédie de C.  
(45-10-00) du 4 au 26 mars.

**ALENÇON** - Maman je t'aime  
maman, de Gilles Bouquet, au sa-  
lon de développement culturel (11-  
10-10) du 4 au 9 mars.

**STRASBOURG** - Thérèse Do-  
roux, adaptation d'Emile Com-  
père et scène de Garance, au  
Théâtre (45-1-00), du 4 au 20 mars,  
Place de la Gare.

Club  
du Monde des transports

N°  
Nom:  
Adresse:  
Expire le:

**6 CINÉMA, quelques courts** Des 18 h au dimanche, 10 h le dimanche.

- ANTONIO, 14, at 14, 200 F
- ARTS HENRYOT, 10, 100 F
- ATELIER, 10, 100 F
- ATHÈNE

7 avril : Falcotyside : 180 F au  
lun de 180 F, 21 avril : 180 F  
35 F au lun de 180 F.

- CARRÉ DE VIA MONFORT, 180 F
- CARTOUCHE DE VIA MONFORT, 180 F
- SOUL... Nord de 180 F

- **CHARLOT.** 83 F au lieu de 7  
Socia, mure (aut' les 2-2-15-  
uniquement (avril).
- **THÉÂTRE DES CHAMPS-É**  
17 oct. - 184 51 - 20 oct. - 2

- COMÉDIE DES CHAMPS

- GAITÉ-MONTPARNAISE, 4
- LA BRUYÈRE, Large clientèle
- MARAIS, l'Eternel 70 F
- MARIE-STUART, une havane
- MATHURIN, Grande salle

- **MONT-PAÑASSE**, Grand et (au samedi soir) : Petite
- **OLYMPIA**, Paul Fierstein, 8 ou 11 avr., 80 F au lieu de 110 F ; Vieux Road to 2 80 F au lieu de 110 F.

- ODEON, les Jumeaux, 10 S. 191.
- PALAIS DES SPORTS, Hols  
135 F (2<sup>e</sup> série).
- POTRÈRE : Admis au 1<sup>er</sup> tour  
■ h 30 les 13, 14, 15, 16, 20
- ROND-POINT : Pts. 90 F de  
23-24 avr.

- SAINT-DENIS, Centre de  
Technique pour un coup d'État  
de 60 F : l'Exemple de R.
- SAINT-GEORGES : École de  
180 F.
- STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES

● **TEP : Cécile Vautin, le 28 mai**  
de 70 F.

● **THÉÂTRE DE LA VILLE**  
1<sup>er</sup> programme - 2 avril : 2<sup>e</sup> pro-  
gramme - 27 avril en audioté. Cécile  
29 mai.

● **TRISTAN BERNARD** : Les

<div style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);"> <b>Information</b> </div>	<b>Name</b> _____
	<b>Room</b> _____
	<b>Code number</b> _____

**Réservation**

Chèque joint à l'avis  
et une enveloppe à  
Saint-Lazare 75009

Par retour courrier, s'il vous plaît

A retourner à :

**adhésion**  
**au Club**

Code postal \_\_\_\_\_

60















## Nicaragua contradictoire

Les **interviews** en mode « objectifs », ils sont complets sans même l'être, mais l'absence de **contradictions** nous laisse une impression fouillée que les interventions d'invités — Jean Ziegler et Bernard Henri Lévy — (qui n'étaient pas encore enregistrées) parviendront peut-être à articuler un peu.

**DENIS HALTIN-GURAUT.**

**23 h 00 Les soirées de France-Martinique : Jazz-club.**

**23 h 00 Les soirées de France-Musique.**

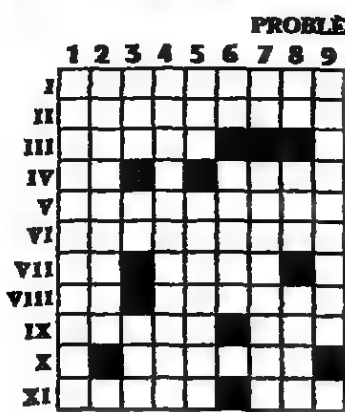
Les programmes **chœurs**, **France-Culture**, **France-Musique** **h** se trouvent dans **supplément (Le Monde du février)**.

Envoi des dossiers (*curriculum vitae* détaillé et énumération des travaux réalisés et projetés) avant le 15 mars (Fondation franco-américaine, 38, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 45.62.78.30).

... ..  
... ..  
... ..



MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4171  
ou d'un bon prix. - XI. Travaux  
donc à l'outil. Point sensible.

VERTICALEMENT

1. Action de « grâce ». - 2. Sel de...  
3. Bien défini. En début de...  
4. Ne...  
5. Les fleurs de la couronne ont dans...  
6. On y mena la...  
7. Se fend quand il...  
8. Personne. Autre...  
9. Ne manque pas de tran-

Solution du problème n° 4170

1. Ajusteur. - II. Contester. -  
III. Au. P. - IV. Drame. T. -  
V. En. Usine. - VI. Mail. S. -  
VII. B. Anxi. - VIII. Cl. Stop. -  
IX. La. Tr. Ino. - X. Eta. Lev. -  
XI. F. M. L.

1. Académisme. - 2. Journaliste.  
3. Un. AR. - 4. Stimulant. -  
5. Te. Es. AH. - 6. Est. Is. ED. -  
7. Ul. Inactive. - 8. Réflexion. -  
9. Rose. Pot.

GUY BROUZY.

HORizontalement

I. C'est toujours quelqu'un de...  
II. Avoir une réaction de...  
III. Certaines consultations...  
IV. Indéfini. Entraîne toujours...  
V. Somme à ne...  
VI. Action dont la...  
VII. Le chemin de la mine. Etablit...  
VIII. Préfixe. Est donc « rendu ». - IX. C'est fait...  
X. D'une grande valeur

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel  
du mercredi 26 février :

DES DÉCRETS

Le décret n° 24 du 24 février 1986  
relatif à l'arrêté de l'École  
nationale d'administration.

UNE DÉCISION

N° 31 modifiant la...  
du 21 février 1986 de la Haute  
Autorité de la communication  
audiovisuelle relative aux conditions  
de production, de programmation et  
de diffusion des émissions relatives à  
la campagne électorale pour l'élection  
des députés.

de l'article 3 de la loi n° 84-16 du  
11 janvier 1985

N° 23 du 20 février 1986  
modifiant le décret n° 70-1222 du  
23 décembre 1970 portant classement  
des investissements publics.

N° 31 modifiant la...  
du 21 février 1986 de la Haute  
Autorité de la communication  
audiovisuelle relative aux conditions  
de production, de programmation et  
de diffusion des émissions relatives à  
la campagne électorale pour l'élection  
des députés.

Les manœuvres d'hiver  
de RTL Télévision

RTL Télévision s'installe à Paris.  
La nouvelle a provoqué un certain  
émoi dans les milieux audiovisuels  
français, et même au Luxembourg.  
S'agit-il de « franchiser » la chaîne  
luxembourgeoise ou de faire une  
démonstration de force en vue des  
grandes manœuvres de l'après-  
16 mars ? La direction de RTL  
minimise l'affaire. Certes, une quar-  
taine de personnes ont quitté le  
Luxembourg pour s'installer dans  
les locaux de la rue Bayard et les  
studios de VCF à Boulogne-  
Billancourt, mais il s'agit d'une  
« mission temporaire » de deux  
mois, comme RTL en a déjà effectué,  
l'an dernier à pareille époque, à  
l'occasion de la Semaine française  
de la communication audiovisuelle.  
Un communiqué de M. Jacques  
Rigaud, administrateur délégué de  
la Compagnie luxembourgeoise de  
Télévision (CLT), précisait, le  
24 février, que le centre de décision  
et d'exploitation de la chaîne restait  
à Luxembourg, de même que la

« Nouvelle maquette pour le  
Quotidien de Paris. - Le Quotidien  
de Paris a renouvelé sa mise en pages  
depuis le 24 février. La nouvelle  
maquette ouvre sur une première  
page où sont traités deux événe-  
ments. Les caractères du titre du  
journal ont été modifiés et les rubri-  
ques traditionnelles (étranger, politi-  
que, société, etc.) s'intitulent  
désormais « Le monde au quoti-  
dien », « La vie au quotidien », etc.  
Les pages de la culture au quoti-  
dien ont été éliminées, selon les  
vœux de M. Philippe Tesson, direc-  
teur du journal, qui indique que le  
Quotidien de Paris s'intéressera  
davantage au phénomène des médias  
privés. Une rubrique « com-  
munication » autonome a aussi été  
créée dans la nouvelle maquette,  
tandis qu'un « agenda politique du  
jour » figure dans les pages de politi-  
que intérieure.

LE DÉMARRAGE DE LA « 5 » ET DE LA « 6 »

Difficultés de réception,  
mais succès de curiosité

Le démarrage des nouvelles  
chaînes de télévision a été plus  
difficile que prévu. Les standards téléphoniques  
de la « 5 », de TV 6 et de Télédiffu-  
sion de France ont été défectueux.  
Les techniciens ont dû intervenir  
pour réparer les équipements.  
Les chaînes ont commencé à émettre  
à 18 heures, mais la réception a été  
très mauvaise dans de nombreuses  
zones. Les téléspectateurs ont  
pu constater la qualité des programmes  
malgré les difficultés techniques.

Malgré l'ampleur des difficultés  
techniques, les nouvelles chaînes  
semblent avoir remporté un large  
succès de curiosité. Le sondage de  
Médiamétrie indique que 30 % des  
téléspectateurs sur la zone de diffusion  
ont regardé au moins une fois la  
soirée de lancement de la « 5 » le  
20 février. Cette audience cumulée  
s'est stabilisée à 28 % pour les so-  
rées des 21, 22 et 23 février. Ce  
succès ne semble pas avoir nui aux  
chaînes publiques, qui conservent  
une audience relativement stable.  
C'est donc l'audience totale de la  
télévision qui, provisoirement,  
connaît une sensible croissance.

Le phénomène a eu des répercus-  
sions immédiates sur la fréquentation  
des salles de cinéma. La semaine  
dernière, les salles parisiennes  
ont perdu 100 000 spectateurs, avec  
une chute de 40 % le jeudi 20 février.  
La fréquentation a commencé à se  
rétablir pendant le week-end, mais  
elle reste inférieure aux niveaux d'avant.  
Les problèmes de réception pour les  
foyers les plus éloignés de l'émetteur.  
C'est le cas dans l'est de Paris et dans  
le nord de la capitale derrière la butte  
Montmartre.

La plupart des problèmes de  
réception sont la bande étroite et ne

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Johanna et ses parents,  
Catherine et Jean-Claude ELALOUF  
sont heureux d'annoncer la naissance, le  
17 février 1986, de

Raphaëlle.

1, passage Pallé,  
92000 Cligny.

— Le conte et le conteur  
François de GANAY

ont la joie d'annoncer la naissance de

Rémi et Alexandre.

Paris, le 19 février 1986.

— M. et M<sup>me</sup> Georges  
LAFON-BRIEUZE  
annoncent à Charlotte et Lucie

la joie d'annoncer la naissance de leur  
petite sœur,

Victoire.

Blois, le 21 février 1986

Décès

— M<sup>me</sup> Claudette Collobet,  
Sylvie, Michel et Catherine,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond COLLOBET,  
ingénieur des ponts et chaussées,

surné à Paris le 20 février 1986,  
à l'âge de cinquante-trois ans.

Une messe de souvenir sera célébrée  
le samedi 1<sup>er</sup> mars, à 10 heures, en  
l'église Saint-Antoine, 15, rue de  
Vaugoussier, 66, M<sup>me</sup> Ledru-Rollin, à  
Paris-12<sup>e</sup>.

— M<sup>me</sup> Andrée Henzler,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Marvaud  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Marc Croisigues  
et leurs enfants,  
Leurs parents et amis,

ont la profonde tristesse de faire part du  
rappel à Dieu de

M. Pierre HENRIOT,  
agréé de l'université,

surné à Paris, le 20 février 1986.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité.

12, rue de Seine,  
75006 Paris.  
2, square Raymond,  
75016 Paris.  
3, rue Coubertin,  
75006 Paris.

— Nous apprenons le décès de

Jean-Paul JANSSEN,  
décédé le 21 février 1986, à l'âge de  
quarante-cinq ans.

Près de Jean-Paul Janssen, la  
maison de Jean-Paul Janssen a couvert  
de nombreux conflits mondiaux des années 70.  
En novembre 1980, il avait reçu la médaille d'or  
du film sportif du Biarritz pour son court  
métrage Vertical au Vent, consacré au

sergent du corps de Vercors. Il était aussi  
l'auteur du roman de fiction Le monde de  
Chopin, paru chez le Minerve de Paris.  
M. Janssen est décédé à Paris, le 21 février  
1986, à l'âge de 41 ans, en l'église Saint-  
Philippe-du-Rhône, 18, rue de la Harpe, à  
Paris-1<sup>er</sup>.

— M<sup>me</sup> Elise Bégonier,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Sauvage Elise Annette,  
sa fille,  
M<sup>me</sup> Salomon Annie,  
sa fille, et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jeanne-Marie  
Lafont, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre KLES,  
industriel,  
médaille militaire,  
croix de guerre,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
conseiller de commerce  
extérieur de la France,  
ex-président des clubs  
de football des villes de Lille  
et de Mésange,

décédé au Quercy, le 24 février 1986,  
à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont été célébrées en  
l'église Saint-Philippe-du-Rhône, à Paris-1<sup>er</sup>,  
le jeudi 27 février, à 14 heures.

Réunion à l'église à 14 h 45.

L'offrande remplacera le repas.

Cot avia tout le monde de faire part.

Les Rhoques,  
95550 Landreville.

— M. Jacques Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> François Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Lamotte,  
et leurs enfants,  
Caroline, Sophie et Frédéric, Philippe  
et Béatrice, Marie-Hélène et Didier,  
Bertrand, Alain et Sylvie, Guillaume,  
Delphine, Marine et Mathieu,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri LAMOTTE,  
né à Hénin-Baillon,

le 24 février 1986.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
27 février, à 9 h 15, en l'église Saint-  
Germain-d'Auxerre, à Fontenay-sous-  
Bois.

13, rue Pierre-Sémard,  
94120 Fontenay-sous-Bois.

— M<sup>me</sup> Henri LAMOTTE,  
né à Hénin-Baillon,

le 24 février 1986.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
27 février, à 9 h 15, en l'église Saint-  
Germain-d'Auxerre, à Fontenay-sous-  
Bois.

13, rue Pierre-Sémard,  
94120 Fontenay-sous-Bois.

— Nous apprenons le décès de

Jean-Paul JANSSEN,  
décédé le 21 février 1986, à l'âge de  
quarante-cinq ans.

Près de Jean-Paul Janssen, la  
maison de Jean-Paul Janssen a couvert  
de nombreux conflits mondiaux des années 70.  
En novembre 1980, il avait reçu la médaille d'or  
du film sportif du Biarritz pour son court  
métrage Vertical au Vent, consacré au

sergent du corps de Vercors. Il était aussi  
l'auteur du roman de fiction Le monde de  
Chopin, paru chez le Minerve de Paris.  
M. Janssen est décédé à Paris, le 21 février  
1986, à l'âge de 41 ans, en l'église Saint-  
Philippe-du-Rhône, 18, rue de la Harpe, à  
Paris-1<sup>er</sup>.

— M<sup>me</sup> Elise Bégonier,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Sauvage Elise Annette,  
sa fille,  
M<sup>me</sup> Salomon Annie,  
sa fille, et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jeanne-Marie  
Lafont, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre KLES,  
industriel,  
médaille militaire,  
croix de guerre,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
conseiller de commerce  
extérieur de la France,  
ex-président des clubs  
de football des villes de Lille  
et de Mésange,

décédé au Quercy, le 24 février 1986,  
à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont été célébrées en  
l'église Saint-Philippe-du-Rhône, à Paris-1<sup>er</sup>,  
le jeudi 27 février, à 14 heures.

Réunion à l'église à 14 h 45.

L'offrande remplacera le repas.

Cot avia tout le monde de faire part.

Les Rhoques,  
95550 Landreville.

— M. Jacques Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> François Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Lamotte,  
et leurs enfants,  
Caroline, Sophie et Frédéric, Philippe  
et Béatrice, Marie-Hélène et Didier,  
Bertrand, Alain et Sylvie, Guillaume,  
Delphine, Marine et Mathieu,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri LAMOTTE,  
né à Hénin-Baillon,

le 24 février 1986.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
27 février, à 9 h 15, en l'église Saint-  
Germain-d'Auxerre, à Fontenay-sous-  
Bois.

13, rue Pierre-Sémard,  
94120 Fontenay-sous-Bois.

Anniversaires

— Profondément endeuillé,  
M<sup>me</sup> D. Adam-Braun,  
sa mère,  
M. Jean Bégonier,  
son époux,  
Roland, Catherine, Philippe,  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri LAMOTTE,  
né à Hénin-Baillon,

le 24 février 1986.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
27 février, à 9 h 15, en l'église Saint-  
Germain-d'Auxerre, à Fontenay-sous-  
Bois.

13, rue Pierre-Sémard,  
94120 Fontenay-sous-Bois.

— Nous apprenons le décès de

Jean-Paul JANSSEN,  
décédé le 21 février 1986, à l'âge de  
quarante-cinq ans.

Près de Jean-Paul Janssen, la  
maison de Jean-Paul Janssen a couvert  
de nombreux conflits mondiaux des années 70.  
En novembre 1980, il avait reçu la médaille d'or  
du film sportif du Biarritz pour son court  
métrage Vertical au Vent, consacré au

sergent du corps de Vercors. Il était aussi  
l'auteur du roman de fiction Le monde de  
Chopin, paru chez le Minerve de Paris.  
M. Janssen est décédé à Paris, le 21 février  
1986, à l'âge de 41 ans, en l'église Saint-  
Philippe-du-Rhône, 18, rue de la Harpe, à  
Paris-1<sup>er</sup>.

— M<sup>me</sup> Elise Bégonier,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Sauvage Elise Annette,  
sa fille,  
M<sup>me</sup> Salomon Annie,  
sa fille, et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jeanne-Marie  
Lafont, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre KLES,  
industriel,  
médaille militaire,  
croix de guerre,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
conseiller de commerce  
extérieur de la France,  
ex-président des clubs  
de football des villes de Lille  
et de Mésange,

décédé au Quercy, le 24 février 1986,  
à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont été célébrées en  
l'église Saint-Philippe-du-Rhône, à Paris-1<sup>er</sup>,  
le jeudi 27 février, à 14 heures.

Réunion à l'église à 14 h 45.

L'offrande remplacera le repas.

Cot avia tout le monde de faire part.

Les Rhoques,  
95550 Landreville.

— M. Jacques Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> François Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Lamotte,  
et leurs enfants,  
Caroline, Sophie et Frédéric, Philippe  
et Béatrice, Marie-Hélène et Didier,  
Bertrand, Alain et Sylvie, Guillaume,  
Delphine, Marine et Mathieu,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri LAMOTTE,  
né à Hénin-Baillon,

le 24 février 1986.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
27 février, à 9 h 15, en l'église Saint-  
Germain-d'Auxerre, à Fontenay-sous-  
Bois.

13, rue Pierre-Sémard,  
94120 Fontenay-sous-Bois.

— Nous apprenons le décès de

Jean-Paul JANSSEN,  
décédé le 21 février 1986, à l'âge de  
quarante-cinq ans.

Près de Jean-Paul Janssen, la  
maison de Jean-Paul Janssen a couvert  
de nombreux conflits mondiaux des années 70.  
En novembre 1980, il avait reçu la médaille d'or  
du film sportif du Biarritz pour son court  
métrage Vertical au Vent, consacré au

sergent du corps de Vercors. Il était aussi  
l'auteur du roman de fiction Le monde de  
Chopin, paru chez le Minerve de Paris.  
M. Janssen est décédé à Paris, le 21 février  
1986, à l'âge de 41 ans, en l'église Saint-  
Philippe-du-Rhône, 18, rue de la Harpe, à  
Paris-1<sup>er</sup>.

— M<sup>me</sup> Elise Bégonier,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Sauvage Elise Annette,  
sa fille,  
M<sup>me</sup> Salomon Annie,  
sa fille, et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jeanne-Marie  
Lafont, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre KLES,  
industriel,  
médaille militaire,  
croix de guerre,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
conseiller de commerce  
extérieur de la France,  
ex-président des clubs  
de football des villes de Lille  
et de Mésange,

décédé au Quercy, le 24 février 1986,  
à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont été célébrées en  
l'église Saint-Philippe-du-Rhône, à Paris-1<sup>er</sup>,  
le jeudi 27 février, à 14 heures.

Réunion à l'église à 14 h 45.

L'offrande remplacera le repas.

Cot avia tout le monde de faire part.

Les Rhoques,  
95550 Landreville.

— M. Jacques Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> François Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lamotte,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Lamotte,  
et leurs enfants,  
Caroline, Sophie et Frédéric, Philippe  
et Béatrice, Marie-Hélène et Didier,  
Bertrand, Alain et Sylvie, Guillaume,  
Delphine, Marine et Mathieu,  
ont la douleur de faire part du décès de

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M. Marc  
Lafont (pianiste) et le quatuor Vayns  
interpréteront des œuvres de Chopin,  
Mozart et Weber. Le concert est gra-  
tuit. Les personnes intéressées à  
recevoir les cartes d'invitation au Salon  
d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de  
Rivoli, à partir du mardi 24 février. Elles  
seront envoyées à l'entrée.

— L'Association pour la promotion  
des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, qui  
préside M<sup>me</sup> Bernadette Chirac, orga-  
nise un concert public le vendredi  
28 février 1986, à 20 h 30, dans le salon  
des Arcades à l'Hôtel de Ville. M















## Le « sale boulot » au quotidien

**ERIC LE BOUCHER**

# N DE LA SIDÉRURGIE

## t » au quotidien

en retraite anticipée, 50 000 départs ont été enregistrés depuis dix ans. Or aujourd'hui, cela ne suffit plus. Il faut faire partir des plus jeunes, c'est-à-dire leur trouver des emplois de substitution.

Yucco Europe ouvrira ses portes dans quelques semaines à Gorcey sur le froid plateau qui domine Longwy. Yucco est une PMI japonaise de cent cinquante salariés dotée d'une spécialité mondiale de visserie des pla-

**rraine,  
uration interne,  
trialisational des bassins.  
se lancent,  
nt, la région bouge.**

coplâtres. La Lorraine, proche du Benelux et de la RFA, est une plaque tournante que de Tokyo. Sédor, la société de reconversion du nord du bassin a aidé les Japonais à parcourir les chemins tortueux et bureaucratiques qui conduisent aux aides régionales, locales et nationales, en masse et en débordé, apportées à la Lorraine : voilà cinquante emplois.

M. Francis Morano, lui, est Nipols, quinquillier de son état. Outre les concours hippiques, il rêve de produire des poignées de porte, qu'il vend. Son projet en Tunisie à l'époque (en avril 1984) se perd dans les sables. Il écoute M. Fabius à la télévision. La Lorraine offre des subventions et des avantages fiscaux. Un coup de téléphone aux services de M<sup>me</sup> Cresson l'oriente vers M. Chérèque, préfet, puis vers la Solodev, la société de Sacyr qui s'occupe, elle, de la reconversion du sud du bassin. La Solodev l'épate étape par étape : étude de marché, élaboration d'un plan, aides. Puis la société est créée sous le nom d'Antalra. Voilà l'industriel nippo à Ville-rupt, fier communistes sur les richesses de l'ancienne usine locale (SLV) spécialisée dans les rails de chemin de fer : « C'était la chance de ma vie », avoue-t-il tout sourire. L'équipe entière de 50 sidérurgistes sous la conduite de l'ancien patron

de SLV, travaille dans ce qui fut l'usine des approvisionnements et a été rassemblée et fraîchement repeinte en couleurs vives par Sédor.

« Les sidérurgistes ont une excellente qualification dans le travail du métal. Les poignées sont en aluminium et pas en fer, mais qu'importe, la tradition est conservée », explique M. Jean-Claude directeur de Solodev et véritable accoucheur de ce projet comme beaucoup d'autres (Schtroumpf, en Lorraine par exemple). Les effectifs d'Antalra attendront 87 personnes à l'été.

### Les PMI créent des emplois

Rares sont les grandes implantations industrielles aujourd'hui. Les grandes rivières sont faites des ruisseaux de PMI qui créent des emplois. Comme Sacyr-Entreprise est bien mieux armée pour le chercher et l'aider pas à pas que les organismes publics faits pour les grandes opérations de redéploiement, voilà le groupe sidérurgique contraint de se mêler de tout, presque, et de porter à bout de certains projets. Sacyr a ainsi contribué à créer ou à maintenir 3 713 emplois dans le bassin, correspondant à des engagements financiers de 152 millions de francs. Le terme de trois ans, les conventions signées avec les entreprises reprennent 6 156 emplois et des aides de 211 millions. Des chiffres d'emploi seraient supérieurs au nombre de « jeunes » sidérurgistes dont il faut se séparer.

« Sale boulot » ? Le vaste rayonnement industriel et régional auquel participe Sacyr, contribuerait plutôt à remotiver les troupes.

« Encore faudrait-il que nous n'acharnerions, si mieux partait, un dirigeant du groupe M. Chérèque nous aide beaucoup. Mais les querelles politiques, l'immobilisme patronal et bancaire et surtout les réticences des sidérurgistes eux-mêmes freinent le mouvement. La région tournée vers l'acier n'est pas mobilisée. »

ERIC LE BOUCHER.

## Accord sur le dossier Chapelle-Darblay

### sur le dossier Chapelle-Darblay

#### De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Après dix mois de négociations, les autorités françaises et la Commission européenne sont parvenues à un accord sur le montant et les modalités de l'aide publique pouvant être accordée à l'entreprise La Chapelle-Darblay. Le premier producteur français de papier journal est installé en Seine-Maritime, dans la circonscription de M. Laurent Fabius, avait été annoncé à l'automne 1984 que cette aide atteindrait 2,3 milliards de francs. La Commission, à qui il revient de se prononcer sur l'opportunité des aides d'Etat, estime que la concurrence à l'intérieur du Marché commun risquerait de s'en trouver faussée. Paris accepta de réviser son projet initial. Le montant de l'aide fut

réduit et, surtout, la relation entre les subventions pures et les prêts conditions proches du marché modifiée. Au total, l'équivalent subvention nette (ESN : once qui mesure la relation entre l'aide d'Etat et l'investissement) sera ramené de 35 % à environ 20 %. Peter Sutherland, le commissaire chargé de la politique de la concurrence, s'est félicité de l'arrangement ainsi conclu, indiquant que la Commission avait tenu compte de nécessité pour la Communauté préserver ses propres sources d'approvisionnement en papier journal. La CEE est largement déficitaire. En France, la production de l'ordre de 274 000 tonnes pose 580 tonnes qui atteignent 580 tonnes.

Ph. L.

## ENTREPRISES

### Volvo dénonce ses accords avec Fermenta

Volvo ne cédera pas à Fermenta, chef de file de l'industrie pharmaceutique suédoise, ses participations dans Pharmacia (40 %) et dans Sonesson (30 %). Le constructeur automobile de Göteborg a dénoncé l'accord signé à cet égard le 8 janvier dernier, qui en se réalisant aurait débouché sur la constitution du plus grand groupe pharmaceutique scandinave avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de couronnes (autant de francs). C'est principalement le scandale déclenché par des écologistes en révélant que M. Rafsat El-Sayed, président de Fermenta, avait usurpé ses diplômes universitaires (Le Monde daté 23-24 février), qui a conduit Volvo à renoncer. Tandis que M. El-Sayed remettrait plusieurs fois de suite sa démission à la Cour de Stockholm les actions Fermenta ont littéralement plongé (- 60 %). Or le règlement de l'acquisition projetée devait se faire en actions Fermenta de sorte que Volvo serait devenu actionnaire à 20 % du nouveau groupe.

Volvo cherche maintenant à renforcer seul ses intérêts dans l'industrie pharmaceutique suédoise en lançant une OPA sur Sonesson (sociétés Leo, Gambio, Dacka, Ferrosan), sans exclure toutefois une association industrielle ultérieure avec Fermenta.

#### Télécoms :

la Commission européenne financera 31 projets de recherche

La Commission européenne a annoncé, le mardi 25 février, à Bruxelles, la conclusion d'accords avec 109 entreprises appartenant à la CEE ou non et instruits du projet « RACE » (Research in advanced communications for Europe). Ce projet est destiné à créer à l'horizon 1995 un réseau européen de télécommunications capable d'assurer des services nouveaux, comme la vidéoconférence ou la vidéotexte. La Commission va financer 31 projets

de recherche pour un montant total de 40 millions d'ECU (environ 270 millions de francs).

#### Micro-ordinateurs :

IBM baisse ses prix en Europe

IBM a annoncé, le 25 février, une nouvelle baisse (de 27 %) du prix de son micro-ordinateur PC AT. Cette décision ne concerne que l'Europe, où elle va contribuer à la guerre des prix que se livrent les fabricants sur un marché très concurrentiel. Plusieurs d'entre eux (les américains Compaq et Apple, les suédois Ericsson) ont déjà annoncé des réductions.



# ÉTRANGER

## Le rééchelonnement de la dette vénézuélienne

Le Venezuela et ses banques créancières devaient mettre fin le 26 février à trois ans de négociations laborieuses en signant un accord permettant de rééchelonner 21,2 milliards de dollars de dette publique sur douze ans et demi. Huit jours auparavant, les quatre cents instituteurs de crédit engagés au Venezuela avaient tiré les leçons des difficultés nées de la chute des cours du pétrole et accepté d'offrir deux années de grâce avant d'être remboursés des échéances 1985 et 1986 sur

le principal d'une dette globale évaluée à 34 milliards de dollars, dont 27 milliards de dette publique. Un premier dénouement suivi avec le plus grand intérêt par les milieux financiers internationaux. Il intervient en effet sans que Caracas soit officiellement passé par un accord préalable avec le Fonds monétaire international. Ce qui n'a pas empêché le Fonds de donner aux banques un avis somme toute favorable sur l'évolution vénézuélienne.

### Confiance raisonnée

#### De notre envoyé spécial

Caracas. - Pour leur bonheur, les Vénézuéliens restent des monoproduit d'or noir. Autant dire que la dégringolade des prix les a atteints de plein fouet. Ils ne paient pas pour autant - du moins pas encore - mais se livrent à des comptabilités fébriles, qui tournent parfois au cauchemar. A combien de dollars le baril la dernière transaction ? Quelle moyenne de vente en février ? Le Mexique fait-il mieux, ou moins bien ? Les chiffres, que d'habitude le gouvernement garde jalousement, pour protéger le commerce, ressemblent, avec la crise, à des secrets d'Etat.

Que le baril baisse d'un dollar, et c'est tout un pan du commerce extérieur qui s'effondre, toute une gamme d'investissements qu'il faut mettre au placard. « Pour chaque dollar en moins par baril, nous perdons cinq cents millions de dollars dans l'année », dit M. Jacques Tarbes, président de Lagoven, l'une des quatre entreprises publiques chargées de l'exploitation pétrolière. Cinq cents millions, c'est-à-dire trois semaines d'exportations en ce début d'année. Les mêmes calculs sont faits un peu partout, et pour cause. Le pétrole continue de fournir 90 % des devises et d'alimenter 60 % du budget.

Dur métier, donc, que celui de planificateur au Venezuela. Il y a deux mois, l'optimisme était de mise. Après plusieurs années de récession et de désordre financier, les comptes étaient en équilibre, et une relance - timide - était envisagée. Le budget avait été établi en fonction d'un baril à 24 dollars, et des investissements programmés dans des secteurs en déclin. En quel-

ques semaines, tout a changé. De 24 dollars, le baril est tombé à 17 dollars. La mévente, sensible depuis plusieurs mois, s'est accentuée. Dès juillet 1985, le Venezuela a cessé de remplir son quota d'exportation, fixé par l'OPEP à quelque 1 400 000 barils par jour. 17 dollars le baril aujourd'hui, moins de 15 dollars il y a quelques jours, combien demain ? Dans l'incertitude générale, une certitude, en tout cas, existe : « Nous n'avons pas encore touché le fond du puits », dit M. Alberto Valero, directeur des affaires internationales au ministère de l'énergie et des mines.

De l'aven général, les dirigeants vénézuéliens se sont adaptés tard, trop tard, à la réalité du marché. « Le pays est resté longtemps prisonnier de l'orthodoxie de l'OPEP », dit M. Alberto Quiroz Corradi, directeur du quotidien *El Nacional*. Une orthodoxie qu'on n'expose plus que du bout des lèvres au ministère de l'énergie : « Pour maintenir les prix, il faut contrôler la production », dit M. Valero.

### Coup du sort

Les pertes étaient considérables. La mévente, conjuguée avec la chute des cours, diminuait de moitié les revenus pétroliers. Les calculs les plus optimistes font état, pour 1986, d'un manque à gagner de 4 à 5 milliards de dollars, soit le tiers des recettes de l'an dernier. Officiellement, on fait bonne figure face à ce coup du sort. Le président de Lagoven, M. Tarbes, affirme que le potentiel de production sera maintenu, bien qu'il absorbe 70 % des budgets d'exploitation. Il est actuellement de 2 millions et demi de barils par jour, soit 1 million de plus que la production effective. « Nous sommes convaincus, en effet, que la

crise est provisoire et qu'un jour ou l'autre nous aurons besoin de ce potentiel. Si nous ne le maintenons pas, ça nous coûterait plus cher de le rétablir ».

Même fidélité proclamée aux investissements faits dans la ceinture de l'Orénoque, qui possède d'énormes gisements d'hydrocarbures bitumineux, un produit équivalent ou supérieur au charbon. Les réserves récupérables sont de 267 milliards de barils, ce qui promet plusieurs siècles d'exploitation. « Nous sommes déjà en mesure de produire 100 000 barils par jour, et même d'aller jusqu'à 200 000 avec les infrastructures existantes », dit-on à la Lagoven. Mais les milieux pétroliers étrangers sont sceptiques et estiment que les travaux, dans la région, sont déjà ralentis ou arrêtés.

Certes, il y a encore loin du prix de vente actuel du baril à son prix de revient (3 dollars) mais ce raisonnement comptable ne vaut guère dans un pays qui doit sa santé aux super-bénéfices pétroliers. L'un des scénarios les plus optimistes spéculé sur l'intelligence des pays consommateurs. « Une baisse trop grande ne conviendrait finalement à personne », dit M. Valero. Elle rendrait caduc, en effet, les investissements faits en faveur des énergies de remplacement, et de la fabrication de voitures de petite cylindrée.

### Signes positifs

Au ministère, on note des « signes positifs » chez certains pays, y compris, du côté des producteurs, en Grande-Bretagne, qui a beaucoup troublé le marché.

Mais ces « signes positifs » sont encore trop faibles, ou trop rares, pour dissiper l'inquiétude, qui domine à court terme. A long terme, en revanche, c'est une confiance raisonnée qui prévaut. Le président de Lagoven se dit convaincu que les besoins de pétrole vont augmenter en volume, tout en baissant en pourcentage. Sans doute y a-t-il beaucoup de nouveaux venus sur le marché. « Mais la baisse des prix va ralentir partout dans le monde les recherches pétrolières », dit un expert européen. Ce qui réduira toutes ses chances, dans la production traditionnelle comme le Venezuela, qui possède à la fois les réserves, les hommes et les techniques pour entrer dans une nouvelle phase de production.

CHARLES VANHECKE.

## Vérités au-delà des Pyrénées...

M. Gutmann est un homme étrange. On l'envoie représenter les intérêts de la France à Madrid, et il vient défendre ceux de l'Espagne à Paris. Cela s'est fait devant quelques journalistes, le temps d'un déjeuner, le mardi 25 février. Il est vrai que M. Gutmann n'est pas habitué à se satisfaire de la routine des ambassades. S'il a épousé la carrière en commençant ses classes au Quai d'Orsay, il a aussi bifurqué vers le privé, devenant, entre autres, secrétaire général de la Croix-Rouge française, avant de retourner au Quai par la grande porte du secrétariat général. Ce court portrait pour bien montrer que monsieur l'ambassadeur de France à Madrid est d'abord un homme de terrain.

Ecoulant, s'informent, il s'est fait de l'Espagne une idée qu'il aimerait faire passer par dessus les Pyrénées. Il est convaincu que personne d'autre ne le fera à sa place. En tout cas pas les Espagnols, qui ont gardé de leurs années de franquisme le goût du repli sur soi et l'incapacité à se « vendre » à l'étranger.

M. Gutmann qui croit à l'Europe - il fut même la déception française qui négocia le traité de Rome - voudrait bien que l'Espagne n'y manque pas son entrée. Alors, sans trop le peindre en rose pour autant, il rappelle que la péninsule n'est pas terre à dédaigner et que les industriels français auraient tort

de ne pas poursuivre leurs efforts pour s'y implanter. Les hantises des Espagnols, croit-on comprendre, c'est leur retard en matière de technologie. Ils ne veulent pas passer pour les derniers de la classe. Bonne raison pour « se mettre à leur service » et leur offrir nos services. M. Gutmann tient à la notion d'échanges sans laquelle l'Espagne ne nous verrait pas comme des partenaires, mais toujours comme ces voisins arrogants qui sont loin d'offrir le meilleur accueil aux émigrés et ne se précipitent en Espagne que pour mieux lui tourner le dos en envahissant ses plages.

C'est à faire tomber ces clichés en déséquilibre que s'emploie l'ambassadeur. Il souligne que l'Espagne se compose aujourd'hui de trois catégories de population. Celle des cinquante ans, la génération franquiste, pour qui le protectionnisme tient lieu de politique économique ; celle des quarante ans qui organise le changement et qui porte l'idée démocratique, celle, enfin, des trente-cinq ans, moderne et dynamique, européenne et conquérante. C'est avec cette dernière qu'il faut compter pour aider à la transformation d'un pays en plein développement, certes, mais en retard tout de même d'un quart de siècle sur ses voisins associés.

FRANÇOIS SIMON.

## VAINCRE LE CHAOS ET L'ABSURDE AVEC THOMAS MORE

"Le plus grand homme d'Etat de l'Occident"

# L'UTOPIE

"Le secret de son génie"

présentées par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres  
TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL de MORE. En regard, traduction nouvelle. Introduction : origine, sens et puissance de l'Utopie. Notes. Tables. Index analytique. Une référence permanente aux problèmes actuels. Prix Bordin de l'Académie. Mame éditeur. 6<sup>ème</sup> mille.

UN PRESTIGIEUX VOLUME : reliure toile de lin chiffrée. Signets. Sous-écrit illustré. 18 x 24, 790 pages. Le livre à offrir : 210 F franco, livré par retour.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.G.P. 1462-61 Z Lille ou chaque banquier, 16, avenue des Fleurs 59110 La Madeleine. Tél. 20 55 29 16.

Ecrire pour spécimen gratuit. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AVIS AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ HACHETTE

En application des dispositions de l'article 4 de la loi 84-937 du 23-10-84 visant à garantir la liberté de la presse et son pluralisme, à assurer la transparence financière des entreprises de presse et à favoriser leur développement, les actions de la Société Hachette doivent obligatoirement revêtir la forme nominative.

Les actionnaires de la société qui détiendraient encore des titres au porteur doivent donc procéder à cette formalité dans les meilleurs délais, tous les dossiers devant être déposés le 17 mars au plus tard, délai de rigueur au-delà duquel il ne sera plus accepté de dépôts.

Les actions restant au porteur feront l'objet d'une vente par adjudication dans les délais et conformément aux dispositions des dixième et septième alinéas du chapitre I de l'article 94 de la loi de finances pour 1982 (loi 81-1160 du 30-12-81).

La centralisation des dossiers de mise au nominatif est assurée par la société Metre-Participations, 9, rue Beethoven, 75008 Paris, qui est chargée de la tenue des comptes nominatifs des actionnaires de la société Hachette.

### BAYERISCHE VEREINSBANK S.A. (BV FRANCE)

Le 30 janvier 1986, le conseil d'administration s'est réuni pour arrêter les comptes de l'exercice 1985, au siège social de la maison mère la Bayerische Vereinsbank AG, Munich.

La filiale française du groupe clôture son troisième exercice social avec un total au bilan de 593,2 millions de francs (1984 : 558,7 millions de francs) et un bénéfice net après provisions, amortissements et impôts de 5 millions de francs, égal à celui de l'exercice précédent.

# TRANSPORTS

## L'AVENIR DE LA MARINE MARCHANDE

### Le rapport Lathière propose des mesures pour augmenter la compétitivité de l'armement français

Piqué au vif par la lettre très sévère que lui avait adressée il y a une semaine M. François Lathière, président du Comité central des armateurs de France (le Monde du 21 février), le gouvernement s'est décidé à publier le rapport Lathière relatif à la crise de la marine marchande.

Ce document de vingt-sept pages dresse un diagnostic sans complaisance d'une situation qui est devenue de plus en plus critique puisque la flotte battant pavillon français a diminué de trente-deux unités l'an passé, et il propose une série de mesures propres « non pas à alimenter une stratégie de repli, mais à partir à la reconquête de l'efficacité ».

« Il est surprenant de rencontrer une profession qui se sent si seule et si désolée », note en préambule M. Bernard Lathière, aujourd'hui président de l'Aéroport de Paris. Dans un style direct qui n'abuse pas de chiffres, M. Lathière n'hésite pas à désigner sans ambages les responsables de la situation, c'est-à-dire tout le monde :

« Les armateurs, qui n'ont pas su dégager les capacités pour investir, qui emploient du personnel sédentaire, pléthorique dans les bureaux, qui concentrent leur exploitation sur un trop petit nombre de secteurs géographiques, qui enfin, sauf exceptions, subissent la loi des transitoires et développent insuffisamment leurs installations à terre, avant et après le transport maritime ».

« Les syndicats, qui ont trop tiré sur la ficelle » par des revendications excessives (dix-huit à vingt jours de congé par mois d'embarquement, au lieu des dix à treize jours depuis l'an dernier pour la marine allemande) ;

« Les autorités de tutelle, qui se sont montrées longtemps trop bien-

veillantes vis-à-vis de leur « clientèle », et qui aujourd'hui multiplient les tracasseries ;

« Une Europe maritime quasiment inexistante, où la France peut se sentir isolée ».

« L'armement a vu la tempête trop tard. Ses inhibitions politiques et syndicales ne lui ont pas permis de prendre à temps les bonnes décisions, et il nous faut maintenant opérer à chaud », constate M. Lathière, qui propose une série de mesures.

Il élimine les suggestions inopportunes, voire hasardeuses dans la conjoncture actuelle. Par exemple, la réduction à une seule du nombre des écoles nationales de la marine marchande (il en existe cinq actuellement) ; la diminution du nombre des stages à bord, alors que c'est sur les navires qu'on apprend le métier de marin.

D'autres propositions, en revanche, sont intéressantes et devraient servir de base de négociation entre les armateurs, les syndicats et le prochain gouvernement. Il faut d'abord relever le niveau des aides de l'Etat à la marine marchande, qui sont sans commune mesure avec les crédits affectés à la construction navale par exemple. Dans l'immédiat, à condition que les pouvoirs publics optent pour une stratégie offensive, M. Lathière propose la création provisoire, pendant un an ou deux, d'un « pavillon d'attente » jusqu'à ce que le « coût » du marin français revienne au niveau moyen européen (soit une économie de quelque 20 %). Pendant cette période transitoire les armateurs recevraient une aide de l'Etat.

Le rapport suggère des mesures afin d'inciter les armateurs à envoyer leurs navires anciens à la ferraille, et surtout, ce qui est un tabou pour les syndicats, l'introduc-

tion d'équipages mixtes, c'est-à-dire employant un contingent de marins étrangers sur les navires français. L'allègement des cotisations sociales des armateurs ainsi que diverses incitations fiscales sont proposés et chiffrés.

Tous les partenaires concernés disposent désormais d'une base de travail solide que le Conseil supérieur de la marine marchande étudiera le 6 mars. Reste à savoir si le prochain gouvernement aura, d'avantage que l'actuel, la volonté de sauver la marine marchande.

FRANÇOIS GROSCHARD.

### LUFTHANSA RESTERA ÉTATISÉE ET KLM SE PRIVATISE

La compagnie aérienne néerlandaise Lufthansa ne sera pas partiellement privatisée avant les élections législatives de 1987. M. Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière et membre du conseil d'administration de la compagnie, l'a emporté sur le ministre fédéral des finances, M. Gerhard Stoltenberg, qui souhaitait faire tomber la participation étatique dans le capital de Lufthansa de 74,31 % à un peu moins de 50 %.

M. Strauss craignait que cette privatisation ne détourne la compagnie d'acquiescer des avions du consortium européen Airbus, dont il est président du conseil de surveillance. En revanche, la compagnie néerlandaise KLM va voir diminuer la part étatique dans son capital de 54,8 % à 39,4 %, à la faveur d'une émission d'actions nouvelles sur le marché international. KLM espère 330 millions de dollars (2,3 milliards de francs) d'argent frais pour acquérir de nouveaux avions.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

### EMPRUNTS FEVRIER 1986

#### EMPRUNT A TAUX FIXE : 2 milliards de F

soit 400 000 obligations de 5 000 F  
Prix d'émission : 4 966 F

Taux nominal : 10,20 %

Taux de rendement actuariel brut : 10,30 %

Durée : 12 ans

#### EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE : 1 milliard de F

soit 200 000 obligations de 5 000 F  
Prix d'émission : 4 943 F  
Taux d'intérêt du 1<sup>er</sup> coupon : 10,20 % payable le 10 mars 1987

Coupons suivants : taux d'intérêt annuel égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, établi par l'INSEE, pour le mois de janvier précédant la date de révision. Taux minimum 6,50 %  
Durée : 10 ans

### MODALITÉS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS

Amortissement : in fine  
Jouissance, règlement : 10 mars 1986

Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisses d'Épargne.

Agents de Change et Comptables du Trésor.

Une fiche d'information (visa C.O.B. n° 86-85 du 18/02/86) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille 75002 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

## Republic National Bank of New York (France)

### R.N.B.

Le Conseil d'Administration de la Republic National Bank of New York (France) s'est réuni le 18 février 1986 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST.

En 1985 la Republic National Bank of New York, 20<sup>ème</sup> banque américaine, a créé une filiale en France. Cet établissement a repris les activités et le personnel dont disposait la Trade Development Bank (France) avant sa fusion avec la succursale française d'American Express Bank.

La R.N.B. propose à sa clientèle d'entreprises et de particuliers une gamme complète de services et d'opérations bénéficiant de la compétence de sa maison-mère et de son accès privilégié aux financements internationaux. Malgré le fait que les activités de la R.N.B. aient débuté le 1<sup>er</sup> août 1985, et l'importance

des frais de démarrage, les résultats sont satisfaisants. Au 31 décembre 1985, le total du bilan de la R.N.B. ressort à F 1.311.600.000. Le montant des concours accordés par la banque représente F 695.000.000 à cette même date, les dépôts de la clientèle s'élevant à F 586.000.000.

Après amortissements, provisions et impôts sur les sociétés, le bénéfice net de ce court exercice atteint F 4.913.000.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires est convoquée pour le 1<sup>er</sup> avril prochain au siège de la Société.

Siège Social : 20 Place Vendôme 75001 Paris - Tél. : 42 60 38 64.



# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
25 février

## Effacement

La fièvre change d'étape à la Bourse de Paris. Mardi, un véritable raz-de-marée d'ordres d'achat a déferlé - au premier - sur le marché obligataire. Au second, le MATIF a littéralement explosé. A 12 h 3, pour la première fois, 3 200 contrats ont été enregistrés. Enfin, au sous-sol, le napoleon s'est déchaîné, progressant d'un seul coup de 7,3 % en s'élevant à 599 F (+ 41 F). Trois mille pièces ont été échangées contre 1 500 la veille et 1 250 vendredi. La prime sur la pièce française de 20 F en passe de 23,3 % à 30,6 %.

Sur le parquet, une très vive activité a continué de régner. Cette fois, l'ordinaire paraitrait fonctionner. Après le nouveau coup de feu de lundi, les opérateurs ont commencé à prendre leurs bénéfices et les actions françaises se sont repliées sur un assez large front, mais là encore les étrangers n'ont pas relâché leur pression, de sorte qu'avec la hausse des pétroles, à la clôture, l'indice a terminé en retrait.

Parmi les valeurs les plus en retrait, citons Peugeot, CSF, Leroy-Somer, Schneider, Lafarge, Frimont, Radio-Technique, B. Penarroya, M. Dussault, Elf, Presses de la Cité, L'Oréal, ont continué de progresser. Quant aux pétroliers, elles ont flambé. Total Raffinage Distribution ainsi qu'Esso (+ 10 %) ont été réservés.

M. Maurice Bidemann lance une contre-OPA sur Radar, concurrente de celle de Primat. Comme indiqué dans nos colonnes, son offre d'achat est de 230 F.

Pour en revenir à l'or, ce dernier a progressé de près de 10 dollars à Londres (331,40 dollars l'once contre 341,80 dollars). A Paris, le lingot a regagné 1 050 F à 79 000 F. Seulement, serait-on tenté de dire, mais le poids du dollar, l'a empêché de monter plus vite. L'indice de la rente 4 1/2 % 1973 a monté de 5,1 %.

NEW-YORK

## Une forte résistance

Pour la troisième fois consécutive, le Dow Jones a franchi mardi la barre des 1 700 points en séance. Mais, derrière, il n'a pas réussi à se maintenir au-dessus. Une nouvelle vague de ventes bénéficiaires l'a fait reculer. Celles-ci ont toutefois été assez bien absorbées, et, en clôture, l'indice des industriels s'est stabilisé à 1 692,66 (- 5,61 points). Le bilan de la journée a été encore plus révélateur de la forte résistance du marché. Sur 2 054 valeurs traitées, 808 ont monté, 807 ont baissé et 449 n'ont pas varié.

De l'avis des professionnels, la démonstration est faite que la Bourse ne cédera pas à son facteur technique. Autour du « Big Boy », le sentiment est toujours au beau fixe. L'optimisme a encore été renforcé par la publication des derniers indicateurs économiques pour janvier : augmentation de 0,4 % des commandes de biens durables à l'industrie, hausse des prix de détail limitées à 0,3 %, et ce grâce à la baisse du prix de l'essence. Pour reprendre l'expression d'un spécialiste, le marché a « le pied aussi sûr que celui d'un mouton ».

Bien sûr, les avis ne sont pas tous unanimes. Certains estiment qu'une consolidation pourrait s'opérer vers 1 600 points, d'autres que les 1 700 points seraient bientôt dépassés. Quel qu'il en soit, le cocktail composé d'un dollar et d'un pétrole moins coûteux est du goût de Wall Street. L'activité a porté sur 147,96 millions de titres, contre 144,67 millions.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
A.A.T.	48 3/4	48 3/4
Alcatel	21 1/8	21 1/8
Alstom	51 3/8	50 5/8
Chemin de fer	10 1/8	10 1/8
Compagnie	7 1/8	7 1/8
De Paris de	52 7/8	54 1/4
Electricité	71 1/2	70 3/4
Esso	77 1/2	78 1/2
General Motors	38 3/4	38 3/4
Goodyear	38 3/4	38 3/4
IBM	158 3/4	157 1/2
ITT	62 1/2	62 1/2
Johnson & Johnson	28 3/4	28 3/4
Kimberly-Clark	28 3/4	28 3/4
Lincoln	28 3/4	28 3/4
U.S. Steel	22 1/4	22 1/4
Westinghouse	48 3/4	47 1/2
Xerox Corp.	70	69 1/8

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

PROVIDENCE SA : NOUVEL ÉPILOGUE. - La Chambre syndicale a décidé d'annuler l'achat de 8 302 actions fait par une banque étrangère, de nationalité suisse d'ici, les 14 et 15 février par l'intermédiaire de quatre établissements français agissant eux-mêmes pour le compte d'agents de change. Motif : cette banque étrangère n'a pas respecté l'obligation faite en cours d'OPA de déclarer à la COB tout achat représentant au moins 5 % de capital de la société visée.

WAGONS-LITS : HAUSSE DES RÉSULTATS. - Le bilan net consolidé pour 1985 dépasserait 600 millions de francs (contre 532 millions). Dans une interview accordée au quotidien éco-

nomique belge l'Écho de la Bourse, le président du groupe, M. F. Boyaux, a indiqué que la société Wagons-Lits poursuivait ses résultats, qui pourraient atteindre 700 millions de francs. Les profits dépasseraient 1 milliard de francs depuis 1989.

VALEURS	Cours de clôture	% de variation
A.A.T.	48 3/4	+ 0,2
Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

INDICES QUOTIDIENS  
(INSEE, base 100 = 28 déc. 1984)

Valeurs françaises : 124,9  
Valeurs étrangères : 104,7  
C. DES AGENTS DE CHANGE  
(base 100 = 31 déc. 1985)

Indice global : 324,7  
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE  
Euros prévus du 26 février : 8,5 %  
COURS DU DOLLAR À TOKYO  
1 dollar (en yen) : 160,90

# BOURSE DE PARIS

Comptant

25 FEVRIER

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	21 1/8	+ 0,2
Alstom	51 3/8	+ 0,2
Chemin de fer	10 1/8	+ 0,2
Compagnie	7 1/8	+ 0,2
De Paris de	52 7/8	+ 0,2
Electricité	71 1/2	+ 0,2
Esso	77 1/2	+ 0,2
General Motors	38 3/4	+ 0,2
Goodyear	38 3/4	+ 0,2
IBM	158 3/4	+ 0,2
ITT	62 1/2	+ 0,2
Johnson & Johnson	28 3/4	+ 0,2
Kimberly-Clark	28 3/4	+ 0,2
Lincoln	28 3/4	+ 0,2
U.S. Steel	22 1/4	+ 0,2
Westinghouse	48 3/4	+ 0,2
Xerox Corp.	70	+ 0,2

VALEURS

Cours de clôture

Différence

Actions au comptant

Alcatel	90/90	85/80	85/80	-155
Alstom	100/70	97	97	-182
Amstel	104/90	104	108	+19
Asahi	116	1140	1145	-82
B&W	302	305	304	+86
Boji	136/20	141	140/90	+15
Boji	46	46/80	47/20	-47
Boji	1058	1063	1065	+54
Boji	725	858	885	+13
Boji	213	219/90	219	+72
Boji	33300	331	331/90	+19
Boji	125/60	121/50	123	+33
Boji		240	240	+63
Boji	994	1014	1014	+1
Boji	725	728	728	+23
Boji	178/30	172/20	172/20	-201
Boji	440	426	418	-58
Boji	689	711	715	+19
Boji	472	466	494	+54
Boji	63/20	65/40	65	+43
Boji	186/20	112	113	+443
Boji	215	217/90	217/90	+50
Boji	71/50	74/20	74/20	+77
Boji	23/15	2270	2276	-172
Boji	145/90	142/90	142/90	-172
Boji	183/20	140	140	-149
Boji	14/50	14/30	14/25	-72



